



Association de
Banques Privées Suisses
Vereinigung
Schweizerischer Privatbanken
Association of Swiss Private Banks

Par e-mail

(rechtsdienst@sif.admin.ch)

Département fédéral des finances
Service juridique du SFI
Monsieur Oliver Zibung
Bundesgasse 3
3003 Berne

(uwe.steinhauser@finma.ch)

Autorité fédérale de surveillance des
marchés financiers FINMA
Monsieur Uwe Steinhauser
Laupenstrasse 27
CH-3003 Berne

Genève, le 14 juillet 2017

Consultation relative à la révision de l'ordonnance sur les fonds propres (OFR)

Révision totale de la circulaire 2008/23 « Répartition des risques – banques »

Messieurs,

Nous vous remercions d'avoir invité l'Association de Banques Privées Suisses (ABPS) à participer aux consultations ouvertes le 7 avril 2017 à propos des sujets cités sous rubrique. Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-après nos commentaires.

De manière générale, nous comprenons la nécessité d'avoir en Suisse une réglementation conforme aux standards internationaux, notamment ceux du Comité de Bâle. Celle-ci ne doit toutefois pas être plus stricte que ceux-ci et doit tenir compte des risques effectifs présentés par les différentes banques.

Plus précisément, l'ABPS aimerait que les éléments suivants soient modifiés :

- 1) Les limites fixées pour les positions interbancaires devraient rester inchangées pour les banques de catégories 3 à 5.**
- 2) Concernant les positions indirectes, il faudrait continuer d'exclure les crédits lombards du calcul de l'exposition et aussi étendre l'allègement pour les fonds de placement aux banques de catégorie 3.**
- 3) Les titres reçus dans le cadre d'opérations de reverse repo traitées au travers d'une plateforme standardisée et faisant l'objet d'appels de marge quotidiens devraient aussi être exclus du calcul des positions indirectes.**
- 4) Les autres banques et gouvernements centraux devraient être traités comme la BNS.**
- 5) Il faudrait supprimer l'obligation d'annoncer les 10 plus grands débiteurs, qui devient redondante.**
- 6) Les dépassements non autorisés ne devraient être annoncés que s'ils ne sont pas réglés dans les 24 heures ouvrables. En outre, une annonce ne devrait se faire que si un dépassement a lieu en date valeur et en date comptable.**

1) **Limites des positions interbancaires (art. 97 P-OFR)**

Les nouvelles règles prévoient de limiter toutes les positions interbancaires à 25% des fonds propres de base d'une banque. Or cela obligerait les petites et moyennes banques à multiplier leur nombre de contreparties bancaires, ce qui augmenterait la complexité et le coût de la gestion des liquidités et aussi les risques de contrepartie, puisque les banques d'importance systémique restent les mieux notées.

Il est dès lors essentiel que les banques des catégories de surveillance 4 et 5 puissent continuer à placer des fonds auprès d'une autre banque non systémique à concurrence de 100% de leurs fonds propres de base. Les banques de catégorie 3 devraient aussi pouvoir profiter d'un tel allègement, au moins lorsque leur modèle d'affaires se concentre sur la gestion de fortune, car les règles du Comité de Bâle sont prévues pour les grandes banques systémiques, et il est très peu probable que la Suisse soit critiquée si elle limitait l'application de cette règle à ces seules banques. Cela irait d'ailleurs dans le sens des récentes déclarations du directeur de la FINMA, qui souhaite alléger la charge réglementaire pour les banques qui présentent moins de risques.

2) **Positions indirectes (art. 114, 117 et 118 P-OFR, Cm 65 à 68)**

Intégrer des positions indirectes comme les crédits lombards dans le calcul d'exposition provoquerait un énorme travail d'identification des contreparties, coûteux et nécessairement arbitraire. Les crédits lombards devraient donc rester en-dehors du calcul d'exposition et être exclus de l'annonce des gros risques dans la mesure où ils sont bien diversifiés et couverts par des titres éligibles selon Bâle III, comme c'est le cas dans la version actuelle de l'OFR (art. 114, 117 et 118).

Pour les fonds de placement détenus pour propre compte, les banques de catégorie 1 à 3 doivent les analyser en transparence et identifier chacun des sous-jacents qui représentent une position supérieure à 0,25% de leurs fonds propres ; pour les banques de catégorie 4 et 5, ce seuil est fixé à 2% au lieu de 0,25%. Cet allègement devrait également s'appliquer pour les banques de catégorie 3, pour les mêmes raisons qu'exposées ci-dessus.

3) **Opérations de reverse repo**

La nouvelle réglementation devrait aussi exclure du calcul des positions indirectes les titres reçus en collatéral dans le cadre d'opérations de reverse repo traitées par l'intermédiaire d'une plateforme standardisée, telle que Six Repo, et faisant l'objet d'appels de marge quotidiens. En effet, lors de telles opérations, la banque n'a pas la liberté de choix des titres qui lui sont remis en garantie et ne peut dès lors pas maîtriser son exposition indirecte. En conséquence, la nouvelle réglementation, telle qu'envisagée, encouragera les banques à se détourner des opérations de reverse repo en faveur d'opérations interbancaires sans collatéral, avec pour corollaire une augmentation du risque de crédit et un impact indirect sur l'efficacité de cet instrument de mise en œuvre de la politique monétaire de la BNS.

D'autre part, les titres reçus en garantie d'opérations de « securities lending » faisant l'objet d'appels de marges quotidiens devraient aussi être exclus du calcul des positions indirectes.

4) **Limites pour les banques et gouvernements centraux (art. 97 P-OFR)**

Dans le cadre de la limite maximale autorisée par gros risque, le projet d'ordonnance n'exclut que les positions envers les banques et gouvernements centraux pondérés à 0% lors de la détermination des fonds propres minimaux (art. 97 al. 2 let. a P-OFR). Cette disposition est plus stricte que le standard de Bâle qui prévoit une exception pour tous les banques et gouvernements centraux (BCBS 283 § 61). Il serait donc logique d'exclure de la limite des gros risques toutes les positions envers des banques et gouvernements centraux.

5) **Obligation d'annoncer les 10 plus grands débiteurs (art. 100 OFR)**

Le projet prévoit que les banques doivent annoncer les 20 plus grandes positions globales sur base individuelle et consolidée. Cette obligation s'ajoute à l'annonce des 10 plus grands débiteurs que les banques doivent faire dans le cadre de la Circulaire 2008/14 « Reporting prudentiel – banques » ainsi que dans celui de la statistique de la BNS sur les risques de défaillance de contreparties dans le domaine interbancaire (ARIS). D'une façon ou d'une autre, il faudrait supprimer ces multiples annonces non coordonnées pour limiter le travail administratif des banques. Le mieux serait de supprimer ces obligations dans la Circulaire 2008/14 et dans la statistique ARIS et de ne les régler que dans l'OFR.

6) **Annonce de dépassements non autorisés (art. 101 OFR)**

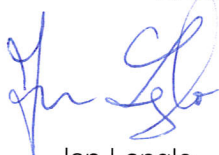
L'obligation d'annoncer les dépassements passifs pose un certain nombre de problèmes, surtout pour les banques actives dans la gestion de fortune. Des entrées de fonds qui arrivent trop tard pour être redistribuées le jour même sont inhérentes à l'activité de gestion de fortune. Selon l'art. 101 OFR, la banque devrait l'annoncer tout de suite, alors que les fonds seront répartis le prochain jour ouvrable et qu'ainsi en date valeur il n'y a dans les faits pas de dépassement non autorisé. Dès lors l'obligation d'annoncer des dépassements non autorisés ne devrait s'appliquer que dans les cas où le dépassement se matérialise tant en date valeur qu'en date comptable. Cette règle pourrait être précisée à l'art. 101 OFR.

Par ailleurs, il faudrait prévoir une exception, peut-être à l'art. 98 OFR, prescrivant qu'il ne faille annoncer ce genre de dépassement que dans le cas où il n'est pas réglé dans un délai raisonnable (en pratique entre 12 et 24 heures).

* * *

En vous remerciant par avance de l'attention que vous porterez à la présente, nous vous prions de croire, Messieurs, à l'expression de notre considération distinguée.

ASSOCIATION DE
BANQUES PRIVEES SUISSES



Jan Langlo
Directeur



Jan Bumann
Directeur adjoint

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat
Bundesgasse 3
3003 Bern
rechtsdienst@sif.admin.ch

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Herr Uwe Steinhauser
Laupenstrasse 27
3003 Bern
uwe.steinhauser@finma.ch

daniela.nievergelt@credit-suisse.com

Zürich, 14. Juli 2017

Revision Eigenmittelverordnung und FINMA-Rundschreiben 2008/23 „Risikoverteilung Banken“

Sehr geehrter Herr Steinhauser
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir möchten uns für die Möglichkeit bedanken, unseren Standpunkt in Bezug auf die Revision der Eigenmittelverordnung („ERV“) und des FINMA-Rundschreibens 2008/23 „Risikoverteilung Banken“ („RS“) darlegen zu können. Wir haben es sehr geschätzt, bei den konstruktiven Sitzungen der Nationalen Arbeitsgruppe, unter der Leitung der FINMA, teilnehmen zu dürfen.

Grundsätzlich anerkennt die Credit Suisse („CS“) die Notwendigkeit einer Anpassung der Risikoverteilungsvorschriften für Banken aufgrund der Weiterentwicklung der internationalen Standards des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht („BCBS“). Jedoch fällt der Inhalt der Verordnung und des Rundschreibens in einigen Punkten deutlich strenger als die entsprechenden Bestimmungen des BCBS, und wir sind der Ansicht, dass der Geltungsbereich im Gegensatz zum BCBS-Standard klarer definiert werden muss.

Bitte beachten Sie, dass die CS auch an der Stellungnahme der Schweizerischen Bankiervereinigung mitgewirkt hat und wir diese Stellungnahme uneingeschränkt unterstützen.

Wir möchten folgende Punkte zusammenfassen, welche für uns besonders wichtig sind:

1. Obergrenze für einzelne Klumpenrisiken gegenüber Zentralbanken und Zentralregierungen (ERV Art. 97 Abs. 2 Bst. a)

Gesamtpositionen gegenüber Zentralbanken und Zentralregierungen sind nur von der Obergrenze für Klumpenrisiken ausgenommen, sofern sie ein Risikogewicht von 0% gemäss dem Standardansatz für Kreditrisiken erhalten.

Wir erachten eine derartige Behandlung als zu konservativ. Paragraph 61 des BCBS-Standards „Supervisory framework for measuring and controlling large exposures“ („BCBS 283“) sieht vor, dass sämtliche Gesamtpositionen gegenüber Zentralbanken und Zentralregierungen von der Obergrenze ausgenommen werden, unabhängig von deren Risikogewichtung unter dem Standardansatz für Kreditrisiken.

Wir sind der Ansicht, dass die striktere Auslegung in der ERV hinderlich ist im Zusammenhang mit der internationalen Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Banken. Dies ist insbesondere im Zusammenhang mit den folgenden weiteren Punkten relevant.

2. Definition von Gruppen verbundener Gegenparteien (ERV Art. 109 Abs. 5)

Der Paragraph 62 von BCBS 283 erläutert, dass durch einen Staat kontrollierte oder von einem Staat abhängige Gesellschaften nicht als Gruppe verbundener Gegenparteien betrachtet werden müssen. Hinzu kommt Paragraph 61, der jegliche Positionen gegenüber Zentralbanken und Zentralregierungen vom Geltungsbereich der Risikoverteilungslimiten ausschliesst.

Artikel 109 der ERV berücksichtigt die Grundsätze des Basler Standards nur ungenügend und schränkt die Anwendung auf Schweizer Unternehmen der öffentlichen Hand ein. Somit würden ausländische Unternehmen der öffentlichen Hand mit dem jeweiligen Staat eine Gruppe verbundener Gegenparteien bilden, was wiederum insbesondere vor dem Hintergrund der vom BCBS-Standard abweichenden Behandlung von Positionen gegenüber Zentralbanken und Zentralregierungen zu einem Wettbewerbsnachteil von Schweizer Banken führen kann.

Wir beantragen daher die Weiterführung der heutigen Regelung, welche für Unternehmen der öffentlichen Hand die Obergrenze auf Stufe des Unternehmens festlegt, sofern der Staat nicht für dessen Verbindlichkeiten haftet.

3. Erfassen von Positionen gegenüber Risikominderungsgebern (RS Rz. 80 und 89)

Das Rundschreiben verlangt, dass bei anerkannten Massnahmen zur Minderung des Kreditrisikos die Gesamtposition gegenüber der eigentlichen Gegenpartei reduziert und gleichzeitig die Gesamtposition gegenüber dem Risikominderungsgeber erhöht wird.

Wir bitten die FINMA um weitergehende Angaben, wie Sicherheiten exakt angerechnet werden können, sowohl im Zusammenhang mit dem umfassenden Ansatz als auch insbesondere bezüglich dem neuen Standardansatz für Gegenparteiisiken („SA-CCR“). Bei beiden Berechnungen ist es möglich die Gesamtposition unterschiedlich vom reinen Betrag der Sicherheiten nach Abschlägen zu reduzieren. Grund dafür sind das Flooring der Gesamtposition bei Null im Falle von Übersicherung im umfassenden Ansatz, und die nicht-lineare Anrechnung von Sicherheiten und die Anwendung des Alpha Faktors gemäss SA-CCR.

Zudem möchten wir darauf hinweisen, dass insbesondere im Rahmen von Wertpapierfinanzierungsgeschäften oft Staatsanleihen zur Risikominderung benutzt werden und wir daher einen erheblichen Anstieg unserer Gesamtposition gegenüber gewissen Staaten erwarten. Aufgrund der strikteren Ausgestaltung von Artikel 97 der ERV im Vergleich zum BCBS-Standard (siehe Punkt 1) wäre die Obergrenze anwendbar für Staaten, die bei der Bestimmung der Mindesteigenmittel nicht mit 0 Prozent risikogewichtet werden.

Es ist für uns fraglich, ob eine solche Konsequenz im Sinne der Regulierung ist. Gemäss dem Erläuterungsbericht gilt es durch die Regelung „normale“ Extremereignisse wie einen doppelten Ausfall abzubilden, d.h. einen Ausfall eines Grosskredits und parallel dazu auch einen Ausfall des Risikominderungsgebers. Wir möchten darauf hinweisen, dass insbesondere ein Ausfall eines Staates nicht nur ein „normales“ Extremereignis darstellt, sondern ein katastrophales Ereignis. Solche extremen Ereignisse sind zudem bereits genügend berücksichtigt, indem Risikominderungsmassnahmen nur begrenzt erlaubt sind, sei es durch die Beschränkung von anrechenbaren Sicherheiten oder durch Anforderungen bezüglich limitierter Korrelation zwischen Schuldner und Risikominderungsgeber.

4. Geltungsbereich der Risikoverteilungsvorschriften (RS Rz. 23)

Der Paragraph 45 von BCBS 283 schränkt den Geltungsbereich der Risikoverteilungsvorschriften für Positionen im Handelsbuch auf Konzentrationsrisiken im Zusammenhang mit dem Ausfall einer einzelnen Gegenpartei ein und schliesst insbesondere Konzentrationen in Rohstoffen und Währungen aus dem Geltungsbereich aus. Dieser Geltungsbereich wird in einer Fussnote zu Paragraph 47 weiter erläutert, in welcher ein Beispiel gemacht wird bezüglich Zerlegung von Zinssatz-Derivaten in Long- und Short-Positionen in der relevanten Währung, welche im Sinne der Risikoverteilungsvorschriften als risikofrei betrachtet werden können.

Im Gegensatz dazu vermissen wir sowohl in der ERV als auch im RS eine klare Definition des Geltungsbereiches der Risikoverteilungsvorschriften. Das Beispiel in Randziffer 23 des RS beschreibt zudem die Teile der Derivate-Transaktion nicht als risikofreie Positionen in der entsprechenden Währung, sondern als risikofreie Staatsanleihen. Dies widerspricht dem Grundsatz des BCBS-Standards, denn eine Staatsanleihe würde in den Geltungsbereich der Risikoverteilungsvorschriften fallen und würde daher nicht als risikofrei betrachtet werden. Dieser Punkt gewinnt wiederum an Bedeutung im Zusammenhang mit der vom BCBS-Standard abweichenden Regelung in der ERV, dass Gesamtpositionen gegenüber Zentralstaaten und Zentralregierungen nicht generell von der Obergrenze ausgenommen werden (siehe Punkt 1).

5. Ausschluss von gruppeninternen Positionen welche konsolidiert einer angemessenen Aufsicht unterstehen (ERV Art. 111a Abs. 1 Bst. a)

Um den Anforderungen der US-amerikanischen Implementierung von Basel III gerecht zu werden, hat die CS eine Intermediate Holding Company („IHC“) gegründet, welche konsistent mit internationalen Standards auf konsolidierter Stufe reguliert wird. Die IHC beinhaltet jedoch auch Gesellschaften, welche auf Stufe Einzelinstitut nicht individuell reguliert sind und daher gemäss Artikel 111a der ERV nicht vom Geltungsbereich der Risikoverteilungsvorschriften ausgenommen sind.

Wir sind uns bewusst, dass Banken gemäss Artikel 112 eine Ausnahme für den Ausschluss von konsolidiert beaufsichtigten Gruppengesellschaften beantragen können. Eine solche Ausnahmeregelung bringt allerdings immer eine gewisse Unsicherheit bezüglich ihrer Dauer mit sich, und würde daher strategische Entscheide im Zusammenhang unserer internen Finanzierung erschweren.

Wir beantragen daher, dass Artikel 111a der ERV erweitert wird auf angemessen regulierte subkonsolidierte Einheiten. Wir weisen darauf hin, dass FINMA im Zusammenhang mit Artikel 112 der ERV die Möglichkeit hat eine solche Behandlung zu verbieten sollte sie sie nicht als adäquat betrachten.

Die CS bedankt sich beim Eidgenössischen Finanzdepartement und der FINMA für die Berücksichtigung unserer Bedenken und vorgeschlagenen Verbesserungen bezüglich dieser Thematik. Wir freuen uns auf die weitere Zusammenarbeit in diesem sehr wichtigen Bereich der Bankenregulierung.

Gleichzeitig mit diesem Brief erhalten Sie die Ergebnisse der quantitativen Wirkungsstudie, welche die Auswirkungen der überarbeiteten ERV und des RS auf die CS aufzeigen.

Bei allfälligen Fragen stehen wir Ihnen selbstverständlich gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

CREDIT SUISSE AG



David Wong
Managing Director
Leiter Treasury



Robert Arbuthnott
Managing Director
Leiter Group Finance

cc: KPMG AG, Mirko Liberto

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat
Bundesgasse 3
3003 Bern

Per E-Mail an: rechtsdienst@sif.admin.ch

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Herr Uwe Steinhauser
Laupenstrasse 27
3003 Bern

Per E-Mail an: uwe.steinhauser@finma.ch

14. Juli 2017

**Risikoverteilung Banken und Leverage Ratio
Revision Eigenmittelverordnung und FINMA-Rundschreiben 2008/23 «Risikoverteilung Banken»**

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf die am 7. April 2017 eröffneten Vernehmlassungen des Eidgenössischen Finanzdepartements (EFD) und der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA) betreffend die nicht risikobasierte Höchstverschuldungsgrenze (Leverage Ratio) bzw. die revidierten Risikoverteilungsvorschriften für Banken. Für die Gelegenheit, Ihnen unsere Position und unsere Überlegungen darlegen zu können, möchten wir uns bedanken. Auf Grund des inhaltlichen Zusammenhangs der beiden Anhörungen, die Revisionen auf Verordnungs- und Rundschreibenstufe, behandeln wir diese in der vorliegenden koordinierten Stellungnahme gemeinsam.

Zusammenfassung

economiesuisse hat grundsätzlich Verständnis für die Notwendigkeit einer Anpassung der Risikoverteilungsvorschriften für Banken aufgrund der Weiterentwicklung der internationalen Standards des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht.

Die vorgeschlagenen Neuerungen gehen aber zu weit, resp. schlagen Anpassungen vor, ohne dass dafür eine Notwendigkeit bestünde. Sie führen zu einer deutlichen Verschärfung der Risikoverteilungsvorschriften. Damit haben sie potentiell weitreichende Auswirkungen auf Banken.

Die Verschärfung erfolgt auf drei Ebenen: a) es wird das anrechenbare Kapital eingeschränkt, b) höhere Risikogewichte führen zu höheren Risikopositionen und c) die regulatorischen Limiten und Meldepflichten werden verschärft.

Damit die vorgeschlagenen Anpassungen nicht zu unverhältnismässigen Härten zu Lasten der hiesigen Finanzinstitute führen, fordern wir die folgenden **Anpassungen**:

- Für Banken soll auch zukünftig eine Überschreitung der Obergrenze von 25% des Kernkapitals für einen beschränkten Zeitraum zulässig sein, sofern diese mit frei verfügbaren Eigenmitteln gedeckt ist;
- Der neue Gewichtungssatz von 20% für Schweizer Pfandbriefe ist aufgrund des geringen Risikos von Schweizer Pfandbriefen und den Vorteilen der Emissionszentralen abzulehnen;
- Die Obergrenze für Klumpenrisiken gegenüber nicht-systemrelevanten Banken ist bei 100% der anrechenbaren Eigenmittel zu belassen;
- Artikel 109 ERV ist hinsichtlich der Definition verbundener Gegenparteien im Falle einer Kontrolle durch eine öffentlich-rechtliche Körperschaft zu überarbeiten;
- Bei der Obergrenze für einzelne Klumpenrisiken braucht es eine Ausnahme für alle Zentralregierungen und ihre Zentralbanken gemäss dem Basler Standard (Art. 97 Abs. 2 Bst. b);
- Klärung In Bezug darauf, dass Derivate nicht in Bestandteile zerlegt werden müssen, welche als risikofreie Staatsanleihen in die Berechnung der Klumpenrisiken einfließen, obwohl kein Kreditrisiko besteht;
- In der Position „übrige Rückstellungen“ gehaltene stille Reserven (abzüglich latenter Steuern) müssen bei der Berechnung des Klumpenrisiko-Levels miteinbezogen werden können;
- Im Zusammenhang mit Art. 111a ERV: Konkretisierung durch die FINMA dahingehend, dass gruppeninterne Positionen gegenüber Gruppengesellschaften, welche Bestandteil einer angemessen beaufsichtigten subkonsolidierten Gruppe sind, von der Obergrenze ausgenommen werden können;
- Weiter beantragen wir, die für Banken der Kategorie 4 und 5 gewährte Erleichterung im Zusammenhang mit der Behandlung von Fonds im Bankenbuch auch Banken der Kategorie 3 zu gewähren.

Bei den folgenden Punkten sind die geltenden Bestimmungen unverändert **beizubehalten**:

- Die neuen Vorgaben betreffend Zwang zur Anwendung der risikomindernden Massnahmen lehnen wir ab; hier sind weiterhin die geltenden Bestimmungen anzuwenden (vgl. Rz 80 und 89 FINMA-RS 2019/XX);
- In Bezug auf die Behandlung von Wohnliegenschaften im Inland sind die bisherigen Bestimmungen beizubehalten;
- Schliesslich ist auch im Zusammenhang mit der Meldung von Klumpenrisiken der Status Quo beizubehalten; auf ein umfangreicheres Reporting ist zu verzichten.

Für Details zu unseren Forderungen verweisen wir auf die separat erfolgende Stellungnahme der Schweizerischen Bankiervereinigung (SBVg), deren Forderungen wir umfassend unterstützen.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen und stehen Ihnen bei Fragen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
economiesuisse



Prof. Rudolf Minsch
Mitglied der Geschäftsleitung



Erich Herzog
Stv. Leiter Wettbewerb & Regulatorisches

uwe.steinhauser@finma.ch
Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Uwe Steinhauser
Laupenstrasse 27
3003 Bern

Zürich, 14. Juli 2017

Anhörung Totalrevision FINMA-RS 19/xx „Risikoverteilung Banken“

Sehr geehrter Herr Steinhauser

Für die Zustellung der Unterlagen im Zusammenhang mit der Anhörung zum eingangs erwähnten FINMA-Rundschreiben danken wir bestens. Die Fachkommission Bankenprüfung von EXPERTsuisse hat den Entwurf studiert. In Bezug auf die Entwürfe der Meldeformulare stellen wir fest, dass bei der Meldung der 20 grössten Positionen nach E-ERV Art. 100 Abs. 4a eine Sonderregelung vorgesehen ist, wonach am Jahresende zwingend zwanzig Positionen auf dem Formular aufgelistet werden müssen. Dies steht im Widerspruch zu den ersten drei quartalsweisen Meldungen auf Einzelstufe und zur ersten halbjährlichen Meldung auf konsolidierter Basis, wo diese Anforderung offenbar nicht gilt. Wir regen an, für alle Meldestichtage ein einheitliches Vorgehen vorzusehen.

Für Fragen stehen Ihnen die Unterzeichnenden gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
EXPERTsuisse



Dr. Thorsten Kleibold
Mitglied der Geschäftsleitung



Rolf Walker
Präsident der Kommission für Bankenprüfung



Auf elektronischem Weg an:

Eidg. Finanzmarktaufsicht FINMA
Herrn Uwe Steinhauser
Laupenstrasse 27
3003 Bern

unser Zeichen HE/ Ks

Zürich, 10. Juli 2017

Anhörung zum Rundschreiben 08/23 „Risikoverteilung Banken“

Sehr geehrter Herr Steinhauser, sehr geehrte Damen und Herren

Der Hauseigentümerversand Schweiz (HEV Schweiz) ist mit seinen rund 330'000 Mitgliedern der grösste Vertreter der Interessen der Haus-, Grund- und Stockwerkeigentümer in der Schweiz. In dieser Funktion beteiligt er sich regelmässig an Vernehmlassungsverfahren und Anhörungen. Dabei äussert sich der Verband jeweils nur zu denjenigen Aspekten einer Vorlage, welche eine Auswirkung auf Immobilieneigentümer haben.

In den vergangenen Jahren wurden die Finanzierungsregeln für Wohneigentum bereits stark verschärft. Nur noch ein kleiner Teil der Haushalte kann sich Wohneigentum überhaupt leisten. In der Annahme, dass sich die Banken an die Tragbarkeitskriterien halten, lehnen wir eine weitere Erschwerung der Finanzierung von Wohneigentum entschieden ab.

Die neuen Vorschriften zur Eigenkapitalquote sowie den Klumpenrisiken als solche berühren die Immobilienbranche unserem Verständnis nach nicht direkt. Die im Rundschreiben erwähnten Änderungen bei der Risikobewertung von Krediten für den Wohnungsbau hingegen schon. Wie das Rechenbeispiel im Rundschreiben zeigt, waren diese Kredite bisher zur Hälfte des Verkehrswerts von der Risikobewertung ausgenommen, da die Annahme bestand die Liegenschaft stelle im Falle des Kreditausfalls einen Gegenwert dar und könne durch die Bank verkauft werden. Diese Praxis soll in Zukunft nicht mehr anwendbar sein und Wohnkredite in ihrem gesamten Umfang in die Risikobetrachtung einfließen. Der HEV Schweiz geht davon aus, dass sich dadurch die Finanzierungskosten von Krediten für Wohnliegenschaften verteuern werden. Dies lehnt der Verband ab.

Auch in der heutigen Marktsituation kann eine Bank im Falle eines Kreditausfalls, die Liegenschaft verkaufen und damit den entstandenen Verlust decken. Es ist für den HEV Schweiz nicht ersichtlich, warum die so erzielten Erlöse den Verkehrswert, von dem die Bank bekanntlich maximal 80 Prozent finanziert, nicht mindestens zur Hälfte decken sollten. Während der Immobilienkrise in den 90er Jahren fiel der Marktwert von Wohneigentum innerhalb von zehn Jahren von 170 Indexpunkten auf 100 Indexpunkte, der Preiszerfall betrug somit weniger als die Hälfte. Der Markt für Wohneigentum hat sich in letzter Zeit im Einklang mit der Nachfrage entwickelt. Es werden weniger Einfamilienhäuser und Eigentumswohnungen gebaut und wieder vermehrt Mietobjekte. Dies weist darauf hin, dass sich der Markt für Wohneigentum im Gleichgewicht befindet.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Position.

Freundliche Grüsse

Hauseigentümerverband Schweiz



NR Hans Egloff
Präsident



Kathrin Strunk
Volkswirtschaftliche Mitarbeiterin



Per Mail zugestellt an: rechtsdienst@sif.admin.ch

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Bundesgasse 3
3003 Bern

Per Mail zugestellt an: uwe.steinhauser@finma.ch

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Herr Dr. Uwe Steinhauser
Laupenstrasse 27
3003

Zürich, 10. Juli 2017

Stellungnahme Neue Helvetische Bank AG betreffend Vernehmlassung Revision Eigenmittelverordnung (ERV) und Anhörung Totalrevision des Rundschreibens 2008/23 „Risikoverteilung Banken“

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf die am 7. April 2017 eröffnete Vernehmlassung zur Revision der ERV und die Anhörung zur Totalrevision des FINMA-RS 2008/23 „Risikoverteilung Banken“. Wir bedanken uns für die Gelegenheit zur Stellungnahme.

Allgemeine Bemerkung

Die Neue Helvetische Bank AG (NHB) ist ein kleines Institut. Als Bank der Aufsichtskategorie 5 profitiert sie im Sinne des Proportionalitätsprinzips von Erleichterungen bei gewissen Vorschriften. Die beiden geplanten Revisionen beinhalten einige Punkte, welche die NHB wesentlich beeinflussen und je nach Umsetzung unsere Geschäftstätigkeit einschränken könnten. Wir erlauben uns, in den nachfolgenden Ausführungen dazu Stellung zu nehmen.

Wegfall Art. 116 ERV – Weiterführung der Erleichterungen für Interbankpositionen gegenüber nicht systemrelevanten Banken

Der aktuelle Art. 116 ERV definiert für einzelne Klumpenrisiken gegenüber national oder international nicht systemrelevanten Banken oder Finanzgruppen eine Obergrenze von 100% (anstatt 25%) der anrechenbaren Eigenmittel für einzelne Klumpenrisiken. Diese Ausnahmeregelung wird von unserer Bank aktuell bei diversen Gegenparteipositionen in Anspruch genommen und ist ein wichtiger Grundpfeiler für das reibungslose Funktionieren des Zahlungsverkehrs, des Treasury und des Kundenhandels in Devisen und weiteren Derivatgeschäften für Kunden.

Der Wegfall des Art. 116 ERV würde eine wesentliche Einschränkung für unsere Bank bedeuten auch unter dem Gesichtspunkt, dass die neuen Vorschriften nicht mehr vorsehen, dass eine Überschreitung der 25% Limite durch freie anrechenbare Eigenmittel „geheilt“ werden kann.

Wir begrüßen es deshalb, dass geplant ist, für kleine Institute die Ausnahmeregelung für Interbankenpositionen gegenüber nicht systemrelevanten Bank weiterzuführen. Wir würden es ebenfalls begrüßen, wenn die



Obergrenze weiterhin bei 100% bleibt und damit die Regelung von Art. 116 der heutigen ERV in diesem Punkt grundsätzlich übernommen wird. Dies auch vor dem Hintergrund, dass das revidierte FINMA-RS 2008/23 keine reduzierten Risikogewichtungssätze mehr vorsieht für Interbankpositionen auf Sicht und Overnight und damit eine weitere Einschränkung geplant ist.

Einführung der „harten“ 25% Obergrenze – wesentliche Einschränkung beim Geschäft mit systemrelevanten Banken

Überschreitungen der 25% Obergrenze können gemäss den neuen Regelungen nicht mehr durch freie anrechenbare Eigenmittel „geheilt“ werden. Diese zusätzliche Einschränkung würde vor allem das Geschäft mit systemrelevanten Banken für unsere Bank wesentlich einschränken.

Aktuell betreiben wir mit einer schweizerischen Grossbank den Fremdwährungs-Zahlungsverkehr und das Devisengeschäft für Kunden. Eine Kombination dieser beiden Geschäftsgebiete macht insbesondere aus operationeller Sicht Sinn. Eine Auftrennung würde die operationellen Risiken für unsere Bank wesentlich erhöhen, was nicht gewollt ist.

Aus diesem Grund hat unsere Bank eine interne Limite für diese Geschäftsbeziehung ausgesetzt, welche die 25% Grenze überschreitet. Es müssen entsprechende freie anrechenbare Eigenmittel herangezogen werden, um die Überschreitung abzudecken.

Wir sind uns bewusst, dass im Kontext der Sicherstellung der Stabilität des Finanzsystems die Geschäftsbeziehungen mit systemrelevanten Banken gewisse Einschränkungen erfahren müssen. Wir weisen in diesem Zusammenhang aber darauf hin, dass noch vor einigen Jahren die Sichtguthaben gegenüber den Grossbanken mit 8% gewichtet werden konnten. Ausgehend von anrechenbaren Eigenmitteln in der Höhe von CHF 30 Mio. hätte also eine Position von CHF 93.7 Mio. Sichtguthaben eingegangen werden können, ohne die 25% Obergrenze zu überschreiten. Aktuell müssen solche Positionen mit 100% gewichtet werden was einem maximalen Engagement von CHF 7,5 Mio. entspricht. Wir erachten schon die bestehenden Einschränkungen als sehr restriktiv, und in Zukunft werden diese noch weiter verschärft indem Überschreitungen der 25% Grenze auch bei Positionen gegenüber systemrelevanten Banken nicht mehr durch freie anrechenbare „geheilt“ werden können.

Auch wenn unsere Bank die Geschäftsgebiete auf zusätzliche Gegenparteien auftrennen würde, der Zahlungsverkehr mit Fremdwährungen wie z.B. USD und GBP könnte unsere Bank wohl nicht mehr über eine systemrelevante Bank abwickeln. Zu schnell würde die 25% Grenze erreicht werden.

Unsere Erfahrungen zeigen, dass es für ein kleines Institut immer schwieriger wird, neue Gegenparteien für die Abwicklung des Kundenzahlungsverkehrs zu gewinnen. Die nicht-systemrelevanten Banken bieten diesen Dienst für andere Banken nicht oder nur noch in Ausnahmefällen an. Praktisch unmöglich ist es, über eine Gegenpartei ausschliesslich den Zahlungsverkehr abwickeln zu wollen. Als Finanzinstitut sind wir zwingend darauf angewiesen, unseren Kunden den Zahlungsverkehr in Fremdwährungen anbieten zu können. Es wäre verheerend, wenn der Fremdwährungszahlungsverkehr ausgerechnet durch regulatorische Einschränkungen unterbunden würde.

Wir schlagen deshalb vor, für Banken der Aufsichtskategorien 4 und 5 eine Erleichterung vorzusehen, indem für die „Heilung“ von Überschreitungen der 25% Grenze aufgrund Positionen gegenüber systemrelevanten Banken maximal 50% der freien anrechenbaren Mittel verwendet werden können.



Wegfall Art. 103 ERV „Feste Übernahmezusagen aus Emissionen“

Unsere Bank ist im Emissionsgeschäft tätig. Insbesondere mit dem im Schweizerfranken Anleihenmarkt wichtigen Instrument der Festübernahme unterstützt die NHB die Kapitalaufnahme von kleineren bis mittelgrossen Unternehmen am Schweizerfranken Kapitalmarkt. Dabei garantiert die NHB dem Emittenten einerseits den Emissionserlös, andererseits sendet die NHB den Investoren ein starkes Signal bezüglich der Robustheit der Bond Story inklusive der durchgeführten Due Diligence und einem marktgerechten Pricing, was die Bereitschaft der Investoren erhöht, Zeichnungen abzugeben.

Im Zuge der Revision der ERV sollen die Art. 103-108 ERV aufgehoben werden. Davon betroffen ist auch der Art. 103 b ERV, der für Engagements aus Emissionen ab dem Tag der festen Übernahmezusage verschiedene Kreditumrechnungsfaktoren definiert. Für den Zeitraum „feste Übernahmezusage“ bis „einen Tag vor der Liberierung der Emission“ (Art. 103 b 1.) wird zum Beispiel ein Faktor 0,05 vorgegeben. Neu soll ein einheitlicher Kreditumrechnungsfaktor von 50% angewendet werden.

Dies würde, bezogen auf die erwähnte Zeitperiode, eine Verzehnfachung des für die Klumpenberechnung relevanten Engagements bedeuten, was eine wesentliche Einschränkung für unsere Bank zur Folge hätte. Die geplante Einführung einer „harten“ Obergrenze von 25% verschärft diesen Punkt noch zusätzlich. Das Eingehen von festen Übernahmezusagen in „vernünftiger“ Grösse würde praktisch verunmöglicht. Damit könnte unsere Bank die eingangs erwähnte, volkswirtschaftlich sinnvolle Rolle nicht mehr wahrnehmen.

Wir haben zwei repräsentative Beispiele von jüngeren Emissionen in der Wirkungsstudie (QIS) aufgeführt. Die beiden Fälle zeigen wesentliche Überschreitungen.

Wir schlagen deshalb vor, mindestens für die Zeitperiode „feste Übernahmezusage“ bis „am Tag der Liberierung der Emission“ die Kreditumrechnungsfaktoren unverändert zu belassen.

Mit freundlichen Grüssen

Neue Helvetische Bank AG

Daniel Hefti
CEO

Stefan Renold
Mitglied der Geschäftsleitung

Nansenstrasse 16
Postfach 6446
8050 Zürich
Telefon +41 44 315 44 55
Fax +41 44 315 44 66
www.pfandbriefbank.ch

Eidg. Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat
Bundesgasse 3
3003 Bern
rechtsdienst@sif.admin.ch

Eidg. Finanzmarktaufsicht FINMA
Herr Uwe Steinhauser
Laupenstrasse 27
3003 Bern
uwe.steinhauser@finma.ch

8050 Zürich, 13. Juli 2017 RH
Kontaktperson Robert Horat
Telefon-Nr. 044 315 44 56
E-Mail robert.horat@pfandbriefbank.ch

Änderung der Eigenmittelverordnung und des FINMA-Rundschreibens in Bezug auf "Risikovertelung Banken"

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf die am 7. April 2017 eröffneten Vernehmlassungen des Eidgenössischen Finanzdepartements (EFD) und der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA) betreffend die revidierten Risikovertelungsvorschriften für Banken. Wir bedanken uns für die Gelegenheit, Ihnen unsere Position und unsere Überlegungen darlegen zu können. Wir erlauben uns, die Revisionen auf Stufe Verordnung und Rundschreiben gemeinsam in der vorliegenden Stellungnahme zu behandeln.

Die vorgeschlagenen Änderungen führen bei einer ganzheitlichen Betrachtung zu einer wesentlich schärferen Regelung für Schweizer Pfandbriefe® in der Schweiz als für ausländische Covered Bonds in ihren jeweiligen Ländern. Der Grund dafür liegt in der einzigartigen Struktur des Schweizer Pfandbriefsystems.

Im "Erläuternden Bericht" des EFD auf S. 20 ist festgehalten, dass es im Rahmen der ersten Wirkungsstudie unter den 20 teilnehmenden Instituten "trotz einer präferentiellen Gewichtung mit 20 % zu einer materiellen Überschreitung der Obergrenze kam." Auch die FINMA adressiert in ihrem Erläuterungsbericht auf S. 18 die Problematik, dass die "systembedingte Konzentration [...] bei manchen Instituten zu einem Konflikt mit den Risikovertelungsvorschriften führen kann" und erwägt zur Entschärfung des Konflikts die Einführung einer Look-Through-Wahloption. Wir begrüssen dieses Bestreben sehr, glauben aber, dass ein tieferer Gewichtungsfaktor auf Grund der modellbedingten Eigenheit des Schweizer Pfandbriefs® zielführender und "gegenüber Basel" gut begründbar wäre. Wir erlauben uns deshalb, im ersten Teil das Schweizer Pfandbriefsystem und dessen grundsätzliche Unterschiede zu den gängigen ausländischen Covered Bond Modellen¹ darzulegen.

¹ Im Rahmen dieses Dokuments soll der einfacheren Unterscheidung wegen der Begriff "Covered Bond" verwendet werden, wenn von ausländischen "gedeckten Schuldverschreibungen" die Rede ist.

Finanzmärkte sind äusserst komplexe Gebilde mit vielschichtigen gegenseitigen Abhängigkeiten und Wirkungsketten. Regulatorische Änderungen haben oft mehrfache (direkte und indirekte) Auswirkungen und es besteht die Gefahr ungewollter Nebenwirkungen. Im zweiten Teil wird die grosse Bedeutung der Schweizer Pfandbriefe® für den hiesigen Geld- und Kapitalmarkt, insbesondere den Repo-Markt, erläutert. Für ein reibungsloses Funktionieren dieser Märkte ist es wichtig, dass ausreichend handelbare Effekten (beispielsweise Schweizer Pfandbriefe®) zur Verfügung stehen und deren Handel nicht unnötig durch regulatorische Einschränkungen behindert wird.

Am Schluss werden konkrete Anträge formuliert, die auf den vorangehenden Erläuterungen aufbauen.

Ausgangslage beim Thema Risikoverteilung

Zur Limitierung von Grosskreditpositionen darf keine Gesamtposition gegenüber einer Gegenpartei den Anteil von 25 % der anrechenbaren Eigenmittel übersteigen. Bei der Berechnung der Gesamtposition sind Schweizer Pfandbriefe® nach dem bisherigen Ansatz ausgenommen, was gleichbedeutend mit einem Gewichtungsfaktor von 0 % ist.²

Der neue ERV-Entwurf sieht vor, dass Schweizer Pfandbriefe® mit einem Gewichtungsfaktor von 20 % in die Berechnung der Gesamtposition einbezogen werden müssen. Der Satz von 20 % entspricht der vom Basler Ausschuss vorgesehenen Privilegierung für "gedeckte Schuldverschreibungen". Schweizer Pfandbriefe® lassen sich auch unter diesem Begriff subsumieren, sie unterscheiden sich jedoch in ihrer Grundstruktur fundamental von allen gängigen ausländischen Pfandbrief-/Covered Bond Modellen. Die einzigartigen strukturellen Merkmale sind von entscheidender Relevanz und rechtfertigen eine vom Basler Framework abweichende Regelung bzw. machen eine Spezialregelung nötig.

Unterschied zwischen dem Schweizer Pfandbriefsystem und ausländischen Covered Bond Systemen

Der grundlegende Unterschied zwischen dem Schweizer Pfandbriefsystem und den gängigen ausländischen Modellen besteht darin, dass im Ausland die Hypothekarkassen jeweils eigene Covered Bonds ausgeben, um ihr Hypothekengeschäft zu refinanzieren. In der Schweiz läuft die pfandbriefbezogene Refinanzierung über bankunabhängige, spezialisierte Emissionszentralen. Das Hypothekengeschäft und das Pfandbriefgeschäft werden damit durch unterschiedliche, jeweils spezialisierte Institute getätigt und separat mit Eigenmitteln unterlegt. Gelegentlich wird in diesem Zusammenhang auch von einem "Pooling Modell" gesprochen.

² Für die hier zu führende Diskussion ist die aktuelle ERV vom 1. Juni 2012 relevant; die ERV vom 29. September 2006 ist zwar auf Grund der langen Übergangsfrist bis 1. Januar 2018 theoretisch noch anwendbar, aber praktisch für diese Betrachtung bedeutungslos.

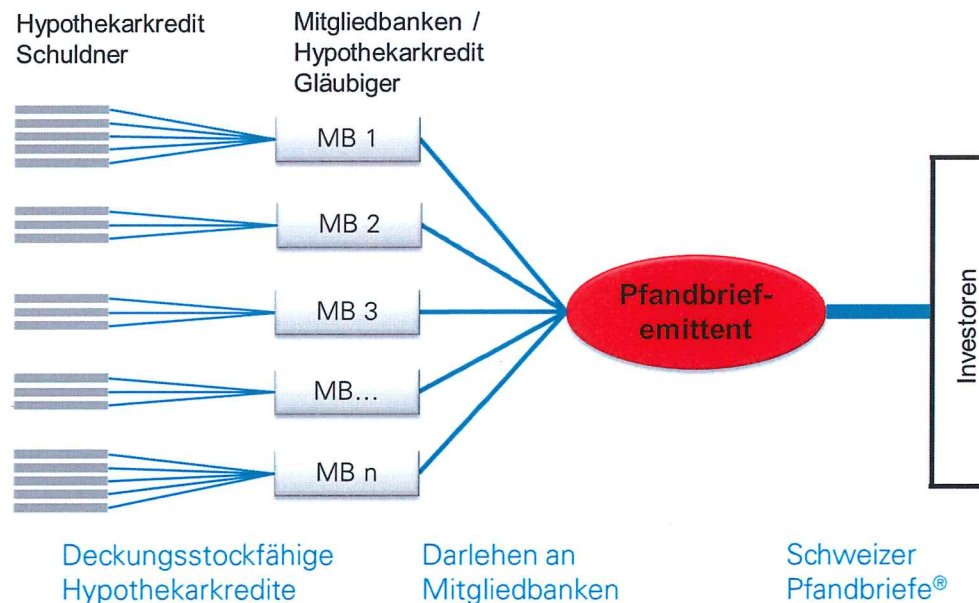


Abb. 1: Schematische Darstellung des Schweizer Pooling Modells für die Pfandbriefrefinanzierung

Gemäss Pfandbriefgesetz (PfG) sind zwei (2) Spezialinstitute, die Pfandbriefzentrale der schweizerischen Kantonalbanken AG ("Pfandbriefzentrale") und die Pfandbriefbank schweizerischer Hypothekarinstitute AG ("Pfandbriefbank"), befugt, Schweizer Pfandbriefe® zu emittieren.³

Die Geschäftstätigkeit der beiden Pfandbriefinstitute ist durch die Aufzählung im Art. 5 PfG abschliessend geregelt: Die Schweizer Pfandbriefinstitute dürfen Schweizer Pfandbriefe® emittieren. Der Emissionserlös ist den Mitgliedbanken in Form von Pfandbriefdarlehen zur Verfügung zu stellen. Die Pfandbriefanleihen und die dazugehörigen Darlehen müssen serienweise in Volumen, Laufzeit, Währung und Zinsgestaltung übereinstimmen. Neben dem genannten Pfandbriefgeschäft sind den beiden Pfandbriefinstituten nur noch die Anlage ihrer Eigenmittel sowie allfällig nötige Massnahmen im Rahmen des Liquiditätsmanagements erlaubt. Die Pfandbriefinstitute haben somit eine "perfekte Bilanz" ohne Fristentransformation. Das Eingehen von Geschäftsrisiken ausserhalb des Pfandbriefgeschäfts ist per Gesetz ausgeschlossen.

Die Risiken aus dem Pfandbriefgeschäft sind so klein, dass alle Schweizer Pfandbriefe® seit dem ersten Rating durch Moody's immer mit der Bestnote "Aaa" qualifiziert wurden.⁴ Alle Darlehensempfänger sind von der FINMA regulierte und beaufsichtigte Schweizer Banken. Die Vielzahl an Schuldern diversifiziert das Risiko im Portfolio. Kommt eine Mit-

³ Das PfG legt ein Recht auf Mitgliedschaft fest, das praktisch alle Banken, die das Hypothekargeschäft zu ihrem Kerngeschäft zählen, auch tatsächlich nützen. Die Mitgliedbanken der beiden Pfandbriefinstitute halten einen Anteil von rund 98 % des gesamten Hypothekarvolumens aller Schweizer Banken. Die Mitgliedbanken haben per Ende 2016 durchschnittlich 12 % ihres Hypothekarvolumens mit Pfandbriefdarlehen refinanziert. (Daten: SNB, Pfandbriefbank)

⁴ Moody's Investors Service beurteilte die Schweizer Pfandbriefe® beider Pfandbriefinstitute erstmals 2002. Seither, also auch über die Zeit der Finanzkrise, war das Pfandbrief Rating immer "Aaa".

gliedbank in Schwierigkeiten, so sind die Pfandbriefdarlehen vor Massnahmen wie Fälligkeitsaufschub, Stundung oder "Bail-in" geschützt.⁵

Darüber hinaus müssen die Pfandbriefdarlehen jederzeit gemäss den gesetzlichen und reglementarischen Vorgaben gedeckt sein. Die Sicherstellung erfolgt durch den Eintrag deckungsstockfähiger, erstklassiger Hypothekarforderungen ins Pfandregister der jeweiligen Mitgliedbank. Notleidende Positionen im Deckungsstock sind sofort zu ersetzen. Der Deckungsstock ist unverzüglich zu ergänzen, sollte der Deckungswert nicht mehr die vorgegebene Überdeckung aufweisen.

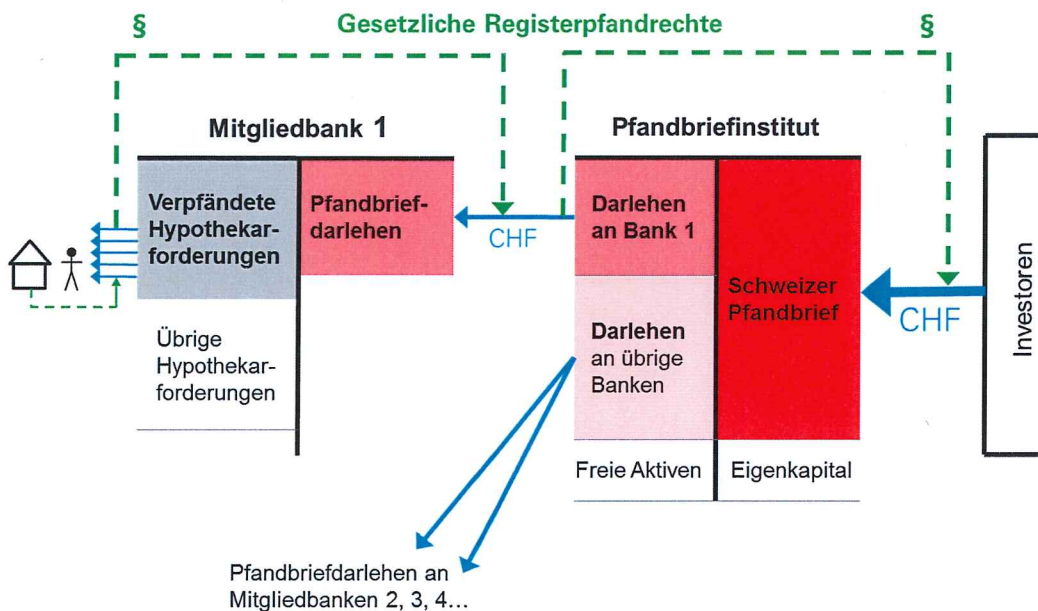


Abb. 2: Schematische Darstellung des Schweizer Pfandbriefsystems

Im Endeffekt ergibt sich eine einmalige, lückenlose Sicherungskette von Pfandrechten: Die Grundpfanddeckung sichert die Hypothekarforderungen der Banken ab. Die im Pfandregister eingetragenen Hypothekarforderungen haften ihrerseits über ein gesetzliches Registerpfandrecht für die von der Bank bezogenen Pfandbriefdarlehen. Schliesslich sichern die Pfandbriefdarlehen über ein weiteres gesetzliches Registerpfandrecht die Investoren des Schweizer Pfandbriefs®.

Das Schweizer Pfandbriefsystem fokussiert auf höchste Sicherheit und der Schweizer Pfandbrief® hat sich entsprechend als ausserordentlich stabil und krisenresistent bewährt. Der Weg über die Pfandbriefinstitute als Emissionszentralen bringt im Vergleich zu Systemen ohne Emissionszentrale nachfolgend dargelegte Vorteile:

- **Eigenmittel:** Auf Ebene Mitgliedbank müssen alle Hypothekarforderungen mit Eigenmitteln unterlegt sein und der Hypotheken-Deckungsstock muss eine substantielle Überdeckung aufweisen. Soweit sind sich alle Covered Bond Modelle ähnlich. Im Schweizer Pfandbriefsystem kommt mit dem Eigenkapital der Pfandbriefinstitute jedoch eine weitere Sicherungsebene hinzu. Gemäss PfG müssen die Pfandbriefinstitute

⁵ Art. 26 h BankG sowie Art. 49 und 50 BIV-FINMA.

anrechenbare Eigenmittel in der Höhe von mindestens 2 % der ausstehenden Schuldverpflichtungen (sprich: der Pfandbriefe) halten. Diese Eigenmittelanforderung stellt einen zusätzlichen, übergeordneten Risikopuffer für allfällige Darlehensausfälle dar. Die Eigenmittel bilden gleichzeitig die Basis für den Liquiditätspuffer, den die beiden Pfandbriefinstitute primär in Form von Cash und nationalbankfähigen Wertschriften halten. Da die Pfandbriefinvestoren die einzige Gläubigergruppe sind, profitieren sie konkurrenzlos von den Eigenmitteln der Pfandbriefinstitute.

- **Grössenvorteile:** Durch das Pooling im Schweizer System vergrössert sich das zu emittierende Volumen. Damit kann die Häufigkeit der Emissionstermine sowie die Transaktionsgrösse gesteigert werden. Grössere Volumen bei den einzelnen Pfandbriefserien unterstützen die Marktliquidität der Titel, was für Investoren ein wichtiges Kriterium darstellt. Die höhere Emissionsfrequenz bietet den Investoren regelmässige und häufigere Investitionsmöglichkeiten und erlaubt gleichzeitig den Banken, sich häufiger und in kleinen Tranchen mit unterschiedlichen Laufzeiten zu refinanzieren. Dies kann Refinanzierungsklumpen vermeiden bzw. die Refinanzierungsstruktur verbessern. Viele Kapitalmarktexperten geben an, dass für eine effiziente Kapitalmarkttransaktion das Volumen mindestens CHF 80 - 100 Mio gross sein sollte. Ohne Pfandbriefinstitute wäre kleineren Banken der Zugang zum Kapitalmarkt somit gänzlich verwehrt und selbst mittelgrosse Banken müssten bei eigenen Anleiheemissionen vergleichsweise grosse Klumpen in ihrem Refinanzierungsportfolio eingehen. Alle Mitgliedbanken, die grossen wie die kleinen, profitieren von den Skaleneffekten, welche sich in den attraktiven Transaktionskosten ausdrücken.
- **Diversifikation:** Für den Investor wird das Risiko einer einzelnen Mitgliedbank auf der Bilanz des Pfandbriefinstitutes diversifiziert. Bei der Pfandbriefzentrale sind alle 24 Kantonalbanken angeschlossen, die Pfandbriefbank zählt 323 Nicht-Kantonalbanken zu ihren Mitgliedern. Die verschiedenen Mitgliedbanken unterscheiden sich in Grösse, Strategie, Organisationsstruktur, Risikopolitik, Marktgebiet, Kundenstruktur etc. Die Teilnahme der vielen kleinen Institute, die ohne Emissionszentrale nicht am Kapitalmarkt wären, verbessert die Diversifikation zusätzlich.
- **Standardisierung:** Der Schweizer Pfandbrief® ist einfach zu verstehen und hoch standardisiert. Die Konzentration auf zwei zentrale Emittenten sowie die Standardisierung des Produktes und des Prozesses reduzieren den Aufwand und damit die Kosten bei allen Beteiligten (Mitgliedbank, Pfandbriefinstitut, Emissionssyndikat, Investor, Börse, Ratingagentur, Aufsicht). Die Prozesse sind sehr effizient. In Kombination mit den Skalenerträgen aus der Volumenbündelung resultiert ein äusserst effizientes und sicheres Refinanzierungssystem.
- **Aufsicht und Kontrolle:** Die Pfandbriefinstitute sind wichtige Elemente in der Sicherheitsarchitektur des Schweizer Modells. Gemeinsam mit der FINMA und den aufsichtsrechtlichen Revisionsstellen der Banken überwachen sie die Pfandregisterführung bei den Mitgliedbanken. Die Pfandbriefinstitute prüfen beispielsweise vor jeder Auszahlung der Pfandbriefdarlehen, dass der dafür benötigte Deckungsstock der Mitgliedbank vorhanden ist. Gemäss Art. 17 PfG sind sie auch dazu verpflichtet, im Interesse der Pfandbriefgläubiger, alle Ansprüche aus der Pfandbriefdeckung geltend zu machen. Die andersartige Struktur des Schweizer Systems wirkt sich auch direkt auf die Anreize der verschiedenen involvierten Parteien aus. Hierin dürfte wohl der wichtigste Unterschied zu den ausländischen Covered Bond Systemen liegen. Fällt eine ausländische Hypothekbank aus, so werden die von ihr ausgegebenen Covered Bonds durch den von ihr gemäss den reglementarischen Vorgaben alimentierten Hypotheken-Deckungsstock sichergestellt. Stellt sich der Wert dieses Deckungsstocks im Nachhinein als nicht aus-

reichend heraus, hat der Investor im Regelfall eine Restforderung gegen die Konkursmasse der abgewickelten Emittentin. In der Schweiz liegt das Geschäftsrisiko aus dem Hypothekengeschäft bei der Mitgliedbank. Fällt eine Mitgliedbank aus, so sind die Pfandbriefinvestoren nicht unmittelbar davon betroffen. Die Pfandbriefinstitute sind Darlehensgläubiger und tragen somit potenzielle Risiken aus einem mangelhaften Deckungsstock einer Mitgliedbank. Folglich liegt es im ureigenen Interesse der Pfandbriefinstitute, dafür zu sorgen, dass die Mitgliedbanken ihren Verpflichtungen aus den Pfandbriefdarlehen nachkommen und dass im Notfall der Deckungsstock ausreichend mit werthaltigen und liquiden Hypothekarforderungen dotiert ist. Die Emittenten der Schweizer Pfandbriefe[®] haben demnach genau die gleichen Interessen wie deren Investoren. Falsche Anreize, die zu einer Erhöhung der Risiken⁶ führen könnten, gibt es im Schweizer System nicht. Dies ist ein klarer, vertrauensbildender Vorteil des Pooling Modells. Weil die Pfandbriefinstitute ein Eigeninteresse an hoher Qualität und Sicherheit haben, vermeiden sie im Rahmen ihres Risikomanagements beispielsweise auch Fälligkeitskonzentrationen bei ihren Mitgliedbanken.

Diese Erläuterungen verdeutlichen die Vorteile der Emissionszentralen, wie sie im Schweizer Pfandbriefmodell eingesetzt werden. Insbesondere das Ausfallrisiko des Emittenten ist beim spezialisierten Schweizer Pfandbriefinstitut systembedingt geringer als bei einer gewöhnlichen Hypothekbank, welche ihre eigenen Covered Bonds emittiert.

Herausforderung bei der nationalen Umsetzung der Risikoverteilungsvorschriften von Basel III

Das Gedankenmodell für die Festlegung der Anforderungen bei Covered Bonds unter Basel III ist das international gebräuchlichere, ausländische Covered Bond Modell. Hier begeben grosse Hypothekenbanken jeweils ihre eigenen Covered Bonds. Entsprechend ist die Zahl der Covered Bond Emittenten gross. Mit dem Gewichtungsfaktor von 20 % trägt der Basler Ausschuss der zusätzlichen Sicherheit durch den Deckungsstock des Covered Bonds im Vergleich zu ungedeckten Bonds der gleichen Bank Rechnung.

Das Schweizer Pfandbriefmodell ist anders aufgebaut: In der Schweiz gibt es nur zwei Emissionszentralen für Schweizer Pfandbriefe[®], die mit besonderen Rechten und Pflichten ausgestattet sind. Entsprechend konzentriert sich das inländische Pfandbriefvolumen auf zwei Emittenten, was c. p. in Bezug auf die Grosskreditbetrachtung entsprechend schneller zu Limitenengpässen führt.⁷ Im Gegenzug zur geringeren Anzahl Emittenten bietet das Schweizer Pooling Modell im Vergleich zu den ausländischen Covered Bond Systemen wesentliche Vorteile bezüglich Risiken: Wie bereits erläutert, übernimmt die Emissionszentrale wichtige Kontrollfunktionen und verbessert insbesondere die Anreizstruktur, einzelbankbezogene Geschäftsrisiken werden diversifiziert und der Eigenkapital-Puffer der Emissionszentrale bietet zusätzlichen Schutz für das System.

⁶ In der Ökonomie wird die Thematik Fehlanreize und mögliches schädliches Verhalten als "Moral Hazard" und "Adverse Selection" beschrieben. Vereinfacht formuliert könnten direkt emittierende Hypothekenbanken Anreize haben, möglichst viel Anleihensvolumen aus quantitativ möglichst wenig und qualitativ möglichst schlechter Deckung zu generieren. Diese Anreize hat eine Emissionszentrale nicht.

⁷ Zum Vergleich: Gemäss einer Publikation der BayernLB Research gab es am 3. Mai 2017 in Deutschland 32 Emittenten mit durchschnittlich knapp EUR 6.15 Mia ausstehenden Hypothekendarlehen (Quelle: BayernLB Research: Pfandbrief - Deckungsstöcke im Überblick; 3.5.2017, S. 3+4). Die beiden Schweizer Pfandbriefinstitute hatten umgerechnet durchschnittlich EUR 53.6 Mia Pfandbriefe ausstehend, was dem 8.7-fachen des deutschen Durchschnittsvolumens entspricht.

Ein tieferer Gewichtungsfaktor als 20 % ist auf Grund der verbesserten Risikostruktur gerechtfertigt und als Kompensation für die kleinere Emittentenzahl bei der Grosskreditbetrachtung auch notwendig, um eine offensichtliche Benachteiligung des Schweizer Pfandbriefsystems gegenüber Covered Bond Systemen zu vermeiden. Das Schweizer Pfandbriefmodell ist ein Erfolgsmodell, das sich seit 1930 bestens bewährt hat. Es sollte nicht unnötig benachteiligt werden, nur weil ein internationales Regulierungsgremium keine systemgerechte Parametrisierung für den Schweizer Sonderfall vorsieht.

Unerwünschte Nebenwirkungen eines zu engen regulatorischen Korsetts

Die bisherigen Ausführungen fokussieren auf die Rolle der Emissionszentralen im Schweizer Pfandbriefsystem und begründen, wieso ein tieferer Gewichtungssatz für Schweizer Pfandbriefe® notwendig und gerechtfertigt ist. Im Folgenden soll ein Blick auf die Bedeutung der Schweizer Pfandbriefe® für den Schweizer Geld- und Kapitalmarkt sowie als Anlage- und Liquiditätsinstrument für die Banken geworfen werden. Während Schweizer Pfandbriefe® seit jeher zu den sichersten Anlagen gehören, haben sie sich in den letzten Jahren auch bezüglich Marktliquidität neben den Anleihen der Eidgenossenschaft zu einem Benchmark entwickelt.

Viele Investoren - nicht nur Banken und nicht nur inländische Investoren - suchen sichere Anlagen und haben teilweise auch aus regulatorischen Gründen ein grosses Bedürfnis, solche zu halten. Während der generelle Anlagebedarf der Investoren stetig gewachsen ist, hat sich das Marktangebot in den letzten Jahren reduziert. Grosse erstklassige Kapitalmarktschuldner wie beispielsweise die Eidgenossenschaft oder die Kantone haben ihre Volumen reduziert. Andere inländische Emittenten haben ihre ehemals erstklassige Bonität eingebüsst. Ausländische Emittenten agieren meist opportunistisch⁸ am CHF-Kapitalmarkt und wurden in den letzten Jahren vergleichsweise selten gesehen. Die Übernachfrage führte zu einem "Anlagenotstand" am Markt, was wiederum in geringer Marktliquidität und verzerrten Preisen bei vielen Titeln zum Ausdruck kam.

Schweizer Pfandbriefe® hingegen standen und stehen in ausreichender Menge zur Verfügung und konnten die Nachfragerlücke teilweise füllen. Um in eine sichere und liquide Obligation mit einem fairen Preis zu investieren, existieren wenig Alternativen zum Schweizer Pfandbrief®. Dank einer grossen Zahl ausstehender Serien mit einem hohen durchschnittlichen Volumen von über CHF 500 Mio⁹ pro Serie entwickelte sich auch ein für Schweizer Verhältnisse sehr aktiver Markt. Schweizer Pfandbriefe® gelten als sehr liquide. Dank ausreichendem Angebot können auch grössere Volumina innert nützlicher Frist und zu vernünftigen Preisen ge- und verkauft werden.

Als Folge dieser Entwicklung nahm der Anteil der Schweizer Pfandbriefe® am Gesamtmarkt kontinuierlich zu. Heute stellen sie einen Drittel der an der Schweizer Börse kotierten "CHF Domestic" Anleihen. Dank einer grossen Anzahl Handelstransaktionen versorgen die Schweizer Pfandbriefe® den Markt mit qualitativ hochstehenden Preissignalen über das ganze Laufzeitspektrum und liefern damit wertvolle Orientierungspunkte. Die Banken und

⁸ Ausländische Investoren benötigen in der Regel EUR oder USD. Der Emissionserlös in CHF ist folglich in die gewünschte Währung zu wechseln. Damit werden neben den Kapitalmarktbedingungen auch die Konditionen der Währungstransaktion relevant für den Refinanzierungsentscheid. Darüber hinaus haben die Kaufprogramme des FED und der EZB eine grosse Rolle gespielt. Die gigantischen zusätzlich nachgefragten Volumen nach Obligationen, welchen gewissen Kriterien (z. B. Währung und Bonität) genügten, hatten entsprechende Auswirkungen auf die jeweiligen Primär- und Sekundärmärkte.

⁹ Per 22. Juni 2017 waren an der SIX Swiss Exchange AG 216 öffentliche Pfandbriefserien mit einem Nominalwert CHF 113.2 Mia kotiert. Der Mittelwert pro ISIN beträgt CHF 524 Mio.

Effektenhändler sind ausserordentlich wichtige Marktteilnehmer. Sie treten als Vermittler auf oder nehmen selber Positionen auf ihre Bücher, um diese später neuen Investoren weiterzugeben. Sie können diese Rolle umso effizienter wahrnehmen, je weniger Transaktionskosten den Handel und das Halten der Effekten verteuern¹⁰ und je weniger Positionslimiten die Transformationsfunktion einschränken¹¹.

Eine zu starke Einschränkung des Gesamtengagements, wie dies durch die vorgeschlagene 20 % Gewichtung der Fall sein dürfte, hätte negative Folgen auf die Marktliquidität wie auch auf die Preisbildung und somit auf die Effizienz des Marktes. Eine solche Entwicklung würde auch den Bemühungen zur Stärkung des Schweizer Kapitalmarktes zuwider laufen.

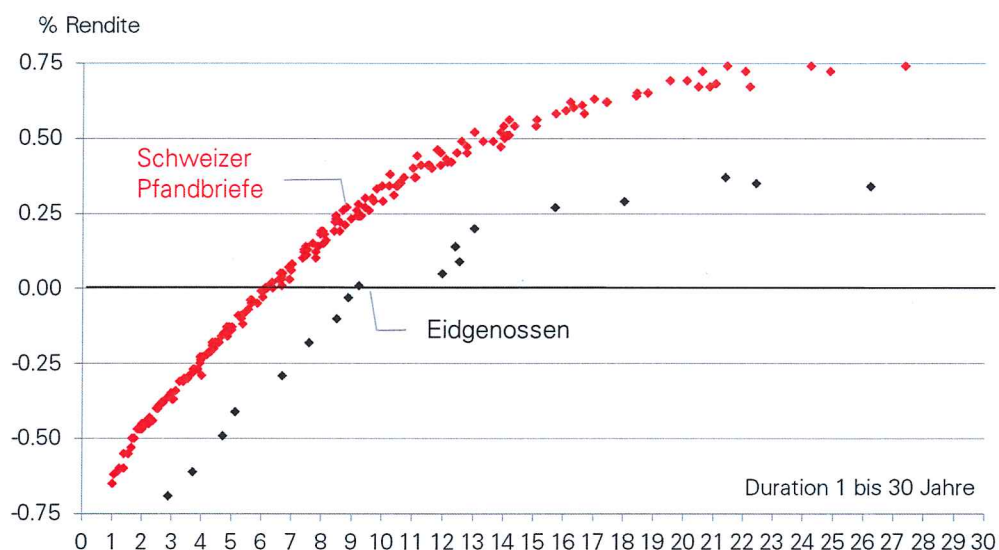


Abb. 3: Zinskurve der Schweizer Pfandbriefe® (Quelle: SIX Swiss Exchange AG, Stand: 4. Juli 2017)

Schweizer Pfandbriefe® spielen auch für das Liquiditätsmanagement der Banken und für den Schweizer Repomarkt eine sehr wichtige Rolle. Dank des erstklassigen Ratings und der hohen Marktliquidität sind sie Teil des SNB GC Basket, der die SNB-repofähigen Effekten definiert. Mit Schweizer Pfandbriefen® lässt sich bei Bedarf am Repomarkt jederzeit und innert Sekunden Liquidität beschaffen. Folgerichtig qualifizieren Schweizer Pfandbriefe® im LCR als HQLA, wenn auch nur in der Klasse 2a. Für Banken bedeutet dies im Vergleich zu HQLA der Klasse 1 (z. B. Eidgenossen) höhere Eigenmittelunterlegung beim Halten der Titel, ein LCR-Haircut von 15 % und eine Obergrenze bei der LCR-Anrechnung. Diesen Beschränkungen und Zusatzkosten stehen eine etwas bessere Rendite und eine breite Auswahl an Laufzeiten bei den Pfandbriefen gegenüber. Ohne die Schweizer Pfandbriefe® wären kaum ausreichend auf CHF lautende HQLA-Titel verfügbar, um die LCR-Erfordernisse zu erfüllen. Dies auch deshalb, weil nur ein Teil der als HQLA qualifizierenden Titel effektiv am Markt verfügbar ist. Eine Gewichtung von 20 % auf Schweizer

¹⁰ Eine wichtige Rolle spielen die Kosten für die Eigenmittelunterlegung beim Halten einer Position im Handelsbuch bzw. im Bankenbuch.

¹¹ Je restriktiver eine Obergrenze gesetzt wird, desto weniger freie Kapazitäten bestehen für Handelspositionen. Dabei ist zu bedenken, dass beim Schweizer Pfandbrief® eine grosse Anzahl Serien auf dem Markt ist, die verschiedene Investorenbedürfnisse bezüglich Laufzeit, Coupon, Agio etc. abdecken. Weil für die meisten potenziellen Käufer kleine Positionen aus Effizienzgründen nicht interessant sind, braucht jede gehaltene Position ein gewisses Mindestvolumen. Händler sprechen oft von mindestens CHF 5 bis 10 Mio.

Pfandbriefe® im Rahmen der Gesamtpositionsberechnung dürfte in Bezug auf die LCR-Erfüllung den bestehenden Handlungsspielraum¹² der Banken weiter und unnötig einschränken.

Die zentrale Rolle, welche Schweizer Pfandbriefe® für einen funktionierenden Repo-Markt haben, zeigt sich bei der Analyse des SNB GC Baskets: Mit einem Anteil von 36 % aller CHF-Anleihen liegen Schweizer Pfandbriefe® deutlich vor den "Eidgenossen" mit 26 % und den inländischen Kantonen/Gemeinden/Städten mit 8 %. Die Anleihen ausländischer CHF-Emittenten bilden 23 % des Basketvolumens. Wechselt man den Blickwinkel von den theoretisch zur Verfügung stehenden Volumen im Basket zu den effektiv den Transaktionen zu Grunde liegenden Effekten, dürfte die Bedeutung der Schweizer Pfandbriefe® noch grösser sein. Basierend auf Aussagen von Marktbeobachtern ist die Aktivität inländischer Gegenparteien am Repo-Markt gestiegen und ein überdurchschnittlich grosser Teil dieser Transaktionen basiert auf Schweizer Pfandbriefen® als Sicherheit. Das reibungsfreie Funktionieren des Repo-Marktes bedingt, dass die teilnehmenden Banken ausreichend Schweizer Pfandbriefe® halten dürfen, die sie als Sicherheit bei Repo-Geschäften einsetzen können. Ein einschränkender Gewichtungsfaktor von 20 % auf Schweizer Pfandbriefen® bei der Gesamtpositionsberechnung wirkt sich folglich potenziell negativ auf den Zugang der Banken zum Repo-Markt und somit auf die Funktionsfähigkeit des Repo-Marktes aus.

Für den Repo-Markt von noch grösserer Bedeutung dürfte jedoch sein, dass die teilnehmenden Banken die im Rahmen von Reverse-Repo-Geschäften als Sicherheit erhaltenen Effekten vorbehaltlos entgegennehmen dürfen. Es ist für die Repo-Teilnehmer nicht planbar, welche Titel ihnen als Sicherheit bei einer Reverse-Repo-Transaktion geliefert werden, solange diese im SNB GC Basket enthalten sind. Eine Eingrenzung der Lieferfähigkeit einzelner Titel oder Segmente innerhalb des Baskets würde die Effizienz des Repo-Marktes gefährden. Abgesehen davon besteht bei einem Repo-Geschäft auch kein relevantes Restrisiko, das begrenzt werden müsste: Der SNB GC Basket umfasst nur die sichersten und liquidesten Effekten und das ausgeklügelte Schweizer Repo-System "SIX CO:RE" gleicht offene Exposures aus Marktpreisschwankungen mehrmals täglich aus. Das ohnehin schon marginale Risiko eines doppelten Defaults (Gegenpartei und Sicherheit) wird dadurch weiter minimiert.

Den Einbezug von als Sicherheit erhaltenen Effekten in die Gesamtrisikoberechnung der geldgebenden Bank lehnen wir entschieden ab. Eine solche Regelung würde bedeuten, dass die Banken für alle Effekten im SNB GC Basket, welche keinen Gewichtungsfaktor von 0 % haben, einen Puffer einkalkulieren müssten. Anderenfalls würden sie ständig Gefahr laufen, die Obergrenze zu überschreiten, sobald ihnen ein solcher Titel im Rahmen einer Reverse-Repo-Transaktion als Sicherheit geliefert würde. Angesichts der potenziell grossen Volumen der Repo-Geschäfte müssten auch diese Puffer entsprechend substantiell sein. Die de facto zulässige Obergrenze würde dadurch wesentlich herabgesetzt. Auf Grund ihrer grossen Bedeutung als Sicherheit im Repo-Markt wären Schweizer Pfandbriefe® wiederum besonders stark betroffen. Mit diesem letzten Punkt würden die vorgenannten Herausforderungen wegen des zu hohen Gewichtungssatzes vervielfacht.

Die Ausführungen im zweiten Teil verdeutlichen, dass dem Schweizer Pfandbrief® aus diversen Gründen eine sehr wichtige Rolle in verschiedenen Märkten zukommt. Diese Märkte übernehmen wichtige volkswirtschaftliche Funktionen und sind miteinander verbunden. Die Banken sind massgebliche Teilnehmer an diesen Märkten und übernehmen

¹² In der EU können EWR-Covered Bonds, welche gewisse Kriterien erfüllen, als HQLA der Kategorie 1 angerechnet werden. Dadurch wird für diese Covered Bonds der minimale Haircut von 15 % auf 7 % reduziert und der maximale Anteil im LCR-Puffer von 40 % auf 70 % erhöht. Diese LCR-Umsetzung ist nicht "baselkonform".

zentrale Rollen, damit die Märkte effizient funktionieren. Ein zu enges Regulierungskorsett, das den Banken das Halten von Schweizer Pfandbriefen® allzu teuer macht oder gar nicht in ausreichendem Masse erlaubt, kann zu ungewollten und unnötigen Störungen an den verschiedenen Märkten führen.

Der Schweizer Pfandbrief® ist ein sinnvolles und flexibles Anlageinstrument für die Banken: Die Titel verfügen über eine erstklassige Bonität und haben in der Vergangenheit alle Stürme an den Finanz- und Immobilienmärkten unbeschadet überstanden. Schweizer Pfandbriefe® sind für die längerfristige Anlage geeignet, können aber auch jederzeit als Liquiditätsinstrument genutzt werden. Schliesslich kann eine Bank ihre erhaltenen Pfandbriefdarlehen auf der Passivseite durch den Auf- oder Abbau entsprechender Pfandbriefpositionen der gleichen Serien aktiv steuern.

Anträge: Wir beantragen,

1. dass der Gewichtungsfaktor für Schweizer Pfandbriefe® tiefer anzusetzen ist als die vom Basler Ausschuss vorgesehenen 20 %. Vorgeschlagen wird ein **Gewichtungsfaktor für Schweizer Pfandbriefe® von 5 % bis maximal 10 % im Artikel 113 Buchstabe b**. Diese Lösung erscheint uns zweckmässig, gut begründbar und einfach in der Umsetzung.
2. dass **Effekten aus dem SNB GC Basket, welche eine Bank als Sicherheit aus Reverse-Repo-Transaktionen im System "SIX CO:RE" erhalten hat, für die Berechnung der Gesamtposition nicht zu berücksichtigen sind**.

Wir bedanken uns für eine wohlwollende Prüfung unserer Anliegen. Für Rückfragen oder eine vertiefte Erörterung stehen wir Ihnen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

PFANDBRIEFBANK
SCHWEIZERISCHER HYPOTHEKARINSTITUTE AG



Dr. R. Horat
Geschäftsführender Direktor



P. Eichenberger
Vizedirektor

PostFinance AG
Mingerstrasse 20
3030 Bern

www.postfinance.ch

P.P. CH-4808
Zofingen

Post CH AG

A-PRIORITY



Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Rechtsdienst SIF
rechtsdienst@sif.admin.ch



Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Herr Uwe Steinhauser
uwe.steinhauser@finma.ch

Datum 14. Juli 2017
Ihre Nachricht
Unser Zeichen 12-07 / 16
Kontaktperson Christoph Eisenring
E-Mail christoph.eisenring@postfinance.ch
Direktwahl +41 76 368 82 38

Stellungnahme der PostFinance AG zur Änderung der Eigenmittelverordnung (Leverage Ratio und Risikoverteilung) sowie zur Totalrevision des FINMA-Rundschreibens 2008/23 «Risikoverteilung Banken»

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf das am 07.04.2017 eröffnete Vernehmlassungsverfahren in Bezug auf die Änderung der Eigenmittelverordnung (nachfolgend «ERV») sowie die Anhörung in Bezug auf die Totalrevision des FINMA-Rundschreibens 2008/23 «Risikoverteilung Banken» und danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme. Gerne unterbreiten wir Ihnen nachfolgend unsere Anmerkungen. Infolge des inhaltlichen Zusammenhangs der beiden Vorlagen erlauben wir uns, die Revisionen auf Verordnungs- und Rundschreibenstufe gemeinsam in der vorliegenden Stellungnahme zu behandeln.

Die untenstehenden Punkte werden teilweise auch im Rahmen der konsolidierten Stellungnahme der Schweizerischen Bankiervereinigung vom Juli 2017 angesprochen. Aufgrund der hohen Relevanz für die PostFinance AG (nachfolgend «PostFinance») erlauben wir uns, die Punkte mit einer individuellen Stellungnahme einzubringen. Zunächst wird auf die Anpassungen in der Eigenmittelverordnung eingegangen und dann auf das revidierte Rundschreiben. Dabei sind die Punkte jeweils nach ihrer Bedeutung für die Finanzmarktstabilität in der Schweiz aus Sicht PostFinance geordnet.

Generell möchten wir anmerken, dass Art. 11 des BCBS-Dokuments 239 «Supervisory Framework for measuring and controlling large exposures» (nachfolgend «LE») die Anwendung der Rahmenregelung für Grosskredite für alle international tätigen Banken vorsieht. Im Umkehrschluss bedeutet dies, dass die national tätigen Banken davon nicht betroffen sind bzw. die Vorgaben für national tätige Banken in angepasster Form umgesetzt werden können. Insbesondere die folgenden Punkte sind für die Finanzmarktstabilität in der Schweiz nicht förderlich, weshalb eine angepasste Umsetzung der internationalen Rahmenregelung für national tätige Banken angezeigt wäre.

1 ERV

1.1 Klumpenrisikoobergrenze für systemrelevante Banken (Art. 136 Abs. 2 eERV)

In Art. 91 LE werden die Mitgliedstaaten dazu ermutigt, in ihren Jurisdiktionen die reduzierte Klumpenrisikoobergrenze von 15% für Exposures zwischen G-SIBs auch für Exposures zwischen D-SIBs und für Exposures von kleineren Banken gegenüber G-SIBs zur Anwendung zu bringen. Mittels der reduzierten Klumpenrisikoobergrenze sollen insbesondere Ansteckungseffekte zwischen den (systemrelevanten) Banken und Finanzinstituten in Krisenzeiten reduziert werden, wie sie in den Krisenjahren nach 2008 spürbar waren (Art. 5 LE).

Die Umsetzung im Entwurf zur ERV (nachfolgend «eERV») sieht eine teilweise Umsetzung vor, indem für Exposures zwischen den (national) systemrelevanten Banken eine reduzierte Klumpenrisikoobergrenze eingeführt wird. Für andere Banken gilt jedoch weiterhin die Standardobergrenze von 25% für sämtliche Bankenexposures.

Die in der Folge der Bankenkrise von 2008 ausgearbeiteten TBTF-Regelungen stellen hohe Anforderungen an die Eigenmittelausstattung der systemrelevanten Banken und verfolgen das Ziel, die Stabilität der Finanzmärkte auch in Krisenzeiten aufrechtzuerhalten. Der Entscheid zur Verschärfung der Klumpenrisikoobergrenze zwischen den D-SIBs kann eine sinnvolle weitere Sicherheitsvorkehrung sein. Wir erachten es aber als problematisch, dass diese zusätzliche Sicherheitsvorkehrung bereits vor der abschliessenden Klärung der Gone-Concern-Anforderungen für die D-SIBs eingeführt wird.

Wir schlagen daher vor, Art. 136 Abs. 2 lit. a. eERV zu streichen und die Thematik nach der Klärung der Gone-Concern-Anforderungen für D-SIBs wieder aufzunehmen.

1.2 Gewichtung Schweizer Pfandbriefe (Art. 113 eERV)

Für Schweizer Pfandbriefe wird ein Gewichtungssatz von 20% vorgeschlagen. Die Vorgaben auf Stufe BCBS beziehen sich generell auf Covered Bonds. Im Ausland emittierte Covered Bonds unterscheiden sich bezüglich der Qualität allerdings wesentlich von Schweizer Pfandbriefen. In der Schweiz dürfen gemäss Art. 1 Abs. 2 PfG nur zwei Anstalten Pfandbriefe emittieren. Dadurch haben Schweizer Pfandbriefe im Gegensatz zu ausländischen Pfandbriefen eine zusätzliche Sicherungsstufe (Eigenmittel der Pfandbriefinstitute). Darüber hinaus haben die Hypothekarbanken im Ausland tendenziell einen Anreiz, so wenig Deckung wie möglich zu bringen. Auftrag der beiden Schweizer Institute ist es hingegen, die bestmögliche Qualität im Deckungsstock sicherzustellen.

Sowohl die zusätzliche Sicherungsstufe, als auch die Qualität der Deckungsstöcke würde für einen geringeren Gewichtungssatz für Schweizer Pfandbriefe als für übrige Covered Bonds sprechen.

PostFinance ist es gesetzlich untersagt, Hypotheken anzubieten. Dadurch entspricht unser Geschäftsmodell im Aktivgeschäft eher demjenigen einer Lebensversicherung, als demjenigen einer Universalbank. Dies führt zu einem sehr hohen Anlagebedarf. Die beiden Schweizer Pfandbriefinstitute ermöglichen es PostFinance, grössere Beträge mit kleinstem Risiko zu investieren. Die Festsetzung des Gewichtungssatzes von 20% für Schweizer Pfandbriefe würde den Anlageprozess folglich erschweren. Mit einer nur noch sehr begrenzten Möglichkeit für Investitionen in Schweizer Pfandbriefe müsste PostFinance vermehrt in ausländische Schuldner mit (deutlich) schlechterer Bonität investieren. Dies ist aus einer Risikosicht unter Umständen wenig effizient. Andererseits könnten die Schweizer Pfandbriefemissionen für die Mitgliedsbanken teurer werden, da einzelne Investoren weniger investieren dürften. Dadurch könnte auch die Refinanzierung der Mitgliedsbanken eingeschränkt werden, was im Extremfall zu Liquiditätsproblemen führen könnte.

Zusätzlich ist anzumerken, dass in der EU gemäss Art. 400 Abs. 2 lit. a. und Art. 493 Abs. 3 Capital Requirements Regulation (CRR) nationale Wahlrechte bestehen, wonach die europäischen Mitgliedstaaten Covered Bonds, mit einer Gewichtung von 0% in der Risikoverteilung berücksichtigen können. In Deutschland wurde von diesem Wahlrecht gebraucht gemacht und dieses in §1 Ziff. 1 Gross-

Datum 14. Juli 2017

Seite 3

kredit- und Millionenkreditverordnung (GroMiKV) gesetzlich verankert. Im Rahmen der aktuellen Überarbeitung sowohl der CRR als auch der GroMiKV gibt es bislang keine Anzeichen, dass es bei der Behandlung von Covered Bonds in der Risikoverteilung zu Änderungen kommt.

Aus den genannten Gründen schlagen wir daher vor, den Gewichtungssatz in Art. 113 lit. b. eERV auf 0%, maximal aber 10% anzupassen, um dem geringeren Risikogehalt Schweizer Pfandbriefe im Vergleich zu Covered Bonds sowie den Regelungen im nahen Ausland Rechnung zu tragen.

1.3 Gruppe verbundener Gegenparteien (Art. 109 eERV)

Rechtlich selbstständige Unternehmen der öffentlichen Hand gehören gemäss den aktuellen Vorschriften nicht in die Klumpenposition der öffentlichen Hand, sofern diese nicht für die Verbindlichkeiten der Unternehmen haftet, oder es sich bei den Unternehmen um Banken handelt. D.h. die Klumpenobergrenze ist heute für sämtliche Unternehmen und Banken, unabhängig der Verbundenheit zur öffentlichen Hand, separat bindend.

Neu sollen nur noch Unternehmen der schweizerischen öffentlichen Hand und Banken eines Kantons von der Klumpenposition der öffentlichen Hand ausgenommen werden. Positionen gegenüber ausländischen Unternehmen der öffentlichen Hand würden in der Klumpenbetrachtung neu also in die Position der öffentlichen Hand einfließen. Da Positionen gegenüber Zentralregierungen zwar zu 100% zu gewichten sind, aber die Klumpenobergrenze gemäss Art. 97 Abs. 2 lit. a. eERV i.V.m. Anhang 2 Ziffer 1 ERV bei den Ratingklassen 1 und 2 nicht gilt, besteht keine Obergrenze mehr für Unternehmen und Banken, die durch ausländische gut geratete Zentralstaaten kontrolliert werden. Fällt das Rating dieser ausländischen Zentralstaaten weg, oder kommt es zu einem Downgrade in die Ratingklasse 3 oder tiefer, würde die Klumpenobergrenze unmittelbar gelten und allfällige Überschreitungen müssten innert kurzer Frist bereinigt werden. Wären mehrere Banken von solchen Auswirkungen betroffen, könnte es zu Instabilitäten im Finanzmarkt kommen. Es wird deshalb empfohlen, an der heutigen Regelung festzuhalten, sodass bei Unternehmen der öffentlichen Hand die Klumpenobergrenze generell auf Stufe der Unternehmen einzuhalten ist und weiterhin keine übermässigen Positionen in diesen Unternehmen aufgebaut werden können.

Aus den genannten Gründen schlagen wir vor, in Art. 109 Abs. 5 eERV das Wort «schweizerischen» und in Art. 109 Abs. 5 lit. b. eERV die Worte «eines Kantons» zu streichen.

2. Rundschreiben Risikoverteilung Banken

2.1 Erfassung von Positionen gegenüber Risikominderungsgebern (Rz 80-89)

Die Ergänzungen der Rz 80-90 erachtet PostFinance aus den nachfolgenden Gründen als äusserst problematisch:

Zwang zur Anwendung der risikomindernden Massnahmen (Rz 80 und Rz 89)

Zur Ermittlung der Mindesteigenmittel für Kreditrisiken stehen den Instituten gem. Art. 62 ERV ein einfacher Ansatz, wobei die besicherten Positionen der Position des Sicherungsgebers zugeordnet werden, und ein umfassender Ansatz, wobei unter der Anwendung von Haircuts die Nettoposition berechnet wird, zur Verfügung. Dabei gilt für CHF-Repogeschäfte unter den Bedingungen gemäss FINMA-RS 2017/7 «Kreditrisiken – Banken» Rz 250 ff. explizit ein Haircut von 0. Weiterhin können Sicherheiten auch nicht berücksichtigt werden.

In der aktuell geltenden ERV wird die Anrechnung von Sicherheiten zur Ermittlung der Gesamtposition in Art. 117 und 118 geregelt. Analog zur Ermittlung der Position für die Berechnung der Mindesteigenmittel stehen in Art. 117 und 118 ein einfacher und ein umfassender Ansatz zur Verfügung. Darüber hinaus steht es den Instituten frei, unabhängig vom Vorgehen zur Ermittlung der Mindesteigenmittel, die Sicherheiten bei der Positionsermittlung zur Bestimmung von Risikokonzentration

nen auch überhaupt nicht zu berücksichtigen (KANN-Formulierung in Art. 118 Abs. 1 ERV respektive Fallback-Formulierung in Art. 118 Abs. 4 ERV).

Im neuen Regulationsframework finden sich die Ausführungsbestimmungen zur Positionsermittlung im FINMA-RS 2019/xx «Risikoverteilung – Banken». Von Bedeutung sind hier insbesondere Rz 80 und Rz 89.

Rz 80 verknüpft die Anwendung von risikomindernden Massnahmen bei der Ermittlung der Mindesteigenmittel mit der Anwendung von risikomindernden Massnahmen zur Ermittlung von Risikokonzentrationen mittels MUSS-Formulierung. Werden demnach Risikominderungen bei der Ermittlung der Mindesteigenmittel berücksichtigt, sind diese zwingend auch zur Positionsbestimmung im Rahmen der Ermittlung von Risikokonzentrationen anzuwenden.

Währendem Rz 80 isoliert betrachtet als sinnvolle Vorgabe erscheint, gewinnt sie in Verbindung mit Rz 89 übermässig an Schärfe. Die in Rz 89 geforderte Erfassung der Position gegenüber dem Risikominderungsgeber ist gleichbedeutend mit der Streichung des umfassenden Ansatzes zur Berücksichtigung von Risikominderungen bei der Bestimmung von Konzentrationsrisiken. Die Institute werden gezwungen, im Rahmen der Risikoverteilungsvorschriften einen einfachen Ansatz zu akzeptieren, sofern sie bei der Bestimmung der Mindesteigenmittel den umfassenden Ansatz zur Berücksichtigung von Sicherheiten anwenden wollen. Die Ermittlung der besicherten Positionsanteile ist zudem unter Berücksichtigung von Haircuts durchzuführen. Der einfache Ansatz muss also zusätzlich noch komplex ermittelt werden.

Die MUSS-Formulierung in Rz 89 schliesst weiter aus, Risikominderungsmassnahmen bei der Bestimmung von Konzentrationsrisiken zu ignorieren. Hinsichtlich der daraus resultierenden Konsequenzen insbesondere für das CHF-Repogeschäft verweisen wir auf die untenstehenden Ausführungen.

Double Default Annahme (Rz 89)

In Kapitel 7.15 des Erläuterungsberichts begründet die FINMA Rz 89 damit, dass es die Rolle der Risikoverteilungsvorschriften sei, grundsätzlich von extremen Ereignissen auszugehen. Wir teilen diese Sichtweise nicht. Aus unserer Sicht dient das Regulationsframework dazu, dass Finanzinstitute auch in wirtschaftlich schwierigen Zeiten genügend kapitalisiert bleiben. Gleichzeitig sind die Rahmenbedingungen dergestalt festzulegen, dass die schweizerischen Institute auch im internationalen Vergleich konkurrenzfähig bleiben. Kapitalanforderungen und Risikoverteilungsvorschriften an extremen Stressszenarien auszurichten, erachten wir als den falschen Weg. Der Regulator verfügt neben den Rundschreiben und der ERV über eine genügend breite Palette weiterer Instrumente (Stresstests, Eigenkapitalplanungen, Stabilisierungspläne, Notfallpläne, usw.) mit welchen er die Stressresistenz einer Bank in Double Default Szenarien prüfen kann.

Auswirkungen auf den Repo-Markt Schweiz

Besonderes Augenmerk ist auf die potenziellen Auswirkungen des FINMA-RS 2019/xx «Risikoverteilung – Banken» auf den Repo-Markt Schweiz zu legen. Gemäss den Ausführungen in den vorhergehenden Abschnitten wäre bei Reverse-Repogeschäften (sofern das Institut die risikomindernden Massnahmen bei der Ermittlung der Mindesteigenmittel zur Anwendung bringen will, wovon auszugehen ist) das als Sicherheit gelieferte Collateral, vollumfänglich den jeweiligen Gegenparteien anzurechnen.

Die Abwicklung von Repogeschäften erfolgt über die SIX-Handelsplattform CO:RE und ist hochstandardisiert. Die Lieferung von Collaterals erfolgt dabei nach dem CTD-Prinzip und ist nicht beeinflussbar. Die Inkraftsetzung des FINMA-RS 2019/xx «Risikoverteilung – Banken» in der vorgeschlagenen Form würde im Zusammenhang mit dem Repogeschäft daher dazu führen, dass die Institute unerlaubte Klumpenpositionen nicht vermeiden könnten. Die Einhaltung der Risikoverteilungsvorschriften könnte ausschliesslich dann sichergestellt werden, wenn die Summe aller Repogeschäfte auf die

erlaubte Klumpenobergrenze beschränkt würde und gleichzeitig alle als Repo-Collateral zugelassenen Emittenten für andere Finanzmarkttransaktionen gesperrt würden.

Da das Rundschreiben auch die Nichtberücksichtigung der risikomindernden Massnahmen ohne negative Auswirkungen auf die Mindesteigenmittel untersagt (vgl. Rz 80 bzw. Abschnitt «Zwang zur Anwendung der risikomindernden Massnahmen»), würde dies für die meisten Institute de facto den Ausstieg aus dem Repogeschäft bedeuten. Substituiert würde das Repogeschäft mit unbesicherten Interbankengeschäften, mit welchen sich die Risikoverteilungsvorschriften effektiv einhalten liessen. Aus der Perspektive der Finanzmarktstabilität sollten regulatorische Vorgaben den Marktteilnehmern aber keinesfalls Anreize liefern, vom besicherten ins unbesicherte Geschäft auszuweichen – umso mehr, als dass der unbesicherte Geldmarkt im Stressfall im Gegensatz zum Repo-Markt sehr schnell zum Erliegen kommt.

Anpassungsvorschläge

Aus den in den vorangehenden drei Abschnitten genannten Gründen schlagen wir folgende Anpassungen vor:

- Da es sich bei erhaltenen Sicherheiten um indirekte Forderungen handelt, erachten wir die bisherigen Regelungen zur Überwachung der Konzentrationen als angemessen (Art. 118 Abs. 4 ERV) und schlagen vor, die Rz 89 wie folgt zu formulieren:
«Nimmt eine Bank durch eine anerkannte Risikominderung eine Reduktion ihrer Position gegenüber der ursprünglichen Gegenpartei vor, sind die daraus entstehenden Konzentrationsrisiken angemessen zu überwachen.»
- Zusätzlich könnten der FINMA Überschreitungen von bestimmten Konzentrations-Schwellenwerten regelmässig gemeldet werden.

2.2 Verbundenheit durch Kontrollverhältnisse (Rz 6-10)

Neu werden bezüglich verbundenen Gegenparteien Mindestkriterien zur Verbundenheit durch Kontrollverhältnisse definiert. So soll mindestens geprüft werden, ob anhand von (i) Stimmrechtsvereinbarungen, (ii) dem Einfluss auf die Ernennung oder Entlassung des Verwaltungsorgans, der Geschäftsleitung oder der Überwachungsinstanz einer Gesellschaft oder (iii) einem erheblichen Einfluss auf die Geschäftsleitung, eine Verbundenheit durch Kontrollverhältnisse vorliegt.

Anders als bei der Verbundenheit durch wirtschaftliche Abhängigkeit – diese ist erst ab einer Gesamtposition einer einzelnen Gegenpartei von 5% des anrechenbaren Kapitals zu prüfen (Art. 109 Abs. 3 eERV) – ist im Fall der Verbundenheit durch Kontrollverhältnisse keine Mindestschwelle zur Prüfung definiert. Im Weiteren sind die Kriterien fest definiert. Mindestens die drei erwähnten Kriterien müssten somit bei jeder einzelnen Gegenpartei (auch bei Gegenparteien innerhalb kollektiver Kapitalanlagen und Verbriefungen) geprüft werden. Eine Offenlegungspflicht seitens der Gegenparteien zu den drei Kriterien besteht bei den meisten Gegenparteien dabei nicht. Eine abschliessende Prüfung der Verbundenheit durch Kontrollverhältnisse ist dieser Form operativ deshalb kaum zu bewerkstelligen.

Aus den genannten Gründen schlagen wir vor, dass analog zur Prüfung der Verbundenheit durch wirtschaftliche Abhängigkeit auch bei der Prüfung der Verbundenheit durch Kontrollverhältnisse eine geeignete Mindestschwelle (z. B. 5% des anrechenbaren Kapitals) definiert werden soll und die Formulierung der zu prüfenden Kriterien so angepasst wird, dass diese Kriterien «typischerweise» und nicht «mindestens» zu prüfen sind.

Datum 14. Juli 2017
Seite 6

Wir danken Ihnen für die wohlwollende Prüfung unserer Anliegen. Bei Fragen stehen wir Ihnen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

PostFinance AG



Kurt Fuchs
Leiter Finanzen



Stefan Paul
Leiter Risikomanagement

Raiffeisen Schweiz

Raiffeisenplatz
Postfach
9001 St.Gallen
Telefon 071 225 88 88
www.raiffeisen.ch
thomas.graf@raiffeisen.ch

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat
Bundesgasse 3
3003 Bern
rechtsdienst@sif.admin.ch

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Herr Dr. Uwe Steinhauser
Laupenstrasse 27
3003 Bern
uwe.steinhauser@finma.ch

Für Sie zuständig:
Thomas Graf – 071 225 82 52

St.Gallen, 14. Juli 2017

Stellungnahme Raiffeisen betreffend Anhörung Revision Eigenmittelverordnung und Totalrevision FINMA-Rundschreiben 2008/23 «Risikoverteilung Banken»

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf die am 7. April 2017 eröffneten Vernehmlassungen des Eidgenössischen Finanzdepartementes (EFD) und der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA) betreffend die revidierten Risikoverteilungsvorschriften für Banken und bedanken uns für die Möglichkeit zur Stellungnahme. Bei der Stellungnahme der Schweiz. Bankiervereinigung (SBVg) haben wir mitgewirkt und unterstützen diese in allen Punkten. Auf die nachfolgend aufgeführten Punkte möchten wir mit diesem Schreiben speziell hinweisen.

Art. 98 ERV: Wegfall der Überschreitung der Obergrenze

Gemäss neuer Regelung ist eine Überschreitung der Obergrenze von 25% des Kernkapitals nicht mehr zulässig (vgl. Erläuterungsbericht FINMA, S. 12/29). Eine Überschreitung ist nur noch im Rahmen einer unerwarteten Fusion für einen beschränkten Zeitraum zulässig. Eine Unterlegung des die Grenze überschreitenden Betrages mit freien Eigenmitteln ist ebenfalls nicht mehr vorgesehen.

Diese Streichung schränkt die Handlungsfähigkeit, insbesondere von zentralen Organisationen - wie Raiffeisen – massiv ein. Das gesamte Interbankgeschäft wird zentral durch das Mutterhaus wahrgenommen. Mit dem Wegfall einer Überschreitungsmöglichkeit wird der Handlungsspielraum im operativen Geschäft massiv eingeschränkt, damit die Einhaltung dieser Obergrenze in sämtlichen möglichen Szenarien (bspw. Kapitalplanung, Stress-Szenarien) sichergestellt werden kann.

Wir fordern, dass auch zukünftig eine Überschreitung der Obergrenze von 25% für einen beschränkten Zeitraum zulässig ist, sofern sie mit frei verfügbaren Eigenmitteln gedeckt ist.

Wir empfehlen aus diesem Grund folgende Formulierung zu übernehmen:

- Überschreitungen der Obergrenze von 25% sind grundsätzlich nicht zulässig ausser für Banken der Kategorie 3 bis 5, sofern die Überschreitung zeitlich beschränkt und mit frei verfügbaren Eigenmitteln gedeckt ist¹.

¹ Aufgrund der Banken-Kategorisierung gemäss Anhang des FINMA-Rundschreibens 2011/2 Eigenmittelpuffer und Kapitalplanung ist Raiffeisen Schweiz als meldepflichtiges Einzelinstitut aufgrund ihrer aktuellen Grössenkriterien als Kategorie 3 Bank eingestuft.

- Sollte es auf Grund überraschender und plötzlicher Handlungen Dritter zu einer Überschreitung der Obergrenze gekommen sein, so ist unverzüglich die FINMA zu informieren und der Mangel nach Absprache mit FINMA innert nützlicher Frist zu beheben.

Art. 100 ERV: Meldung von grossen Kreditrisiken und Klumpenrisiken

Wir erachten es als sinnvoll und notwendig, dass Banken ihre Klumpenrisiken (wie bisher) und neu grosse Kreditrisiken (neu E-ERV Art. 95 Abs. 3) identifizieren und überwachen (müssen). Neu sollen im Rahmen eines umfangreichen Reporting neben den Klumpenrisiken auch die grössten Positionen den Prüfgesellschaften und FINMA übermittelt werden.

Insbesondere im Hinblick auf eine Kosten-/Nutzen- resp. Risiko-Betrachtung stellen wir das vorgesehene Reporting in Frage. Mit der Einführung einer umfassenden Reporting-Pflicht sowohl an die Prüfgesellschaften als auch an die FINMA erfolgt ein weiterer administrativer Aufwand, ohne dass aus den Unterlagen der Vernehmlassung klar hervor geht, welche bisherigen Mängel diese Massnahme notwendig machen und welcher Nutzen künftig daraus entsteht. Eine generelle Meldung der zwanzig grössten Gesamtpositionen (E-ERV Art. 100, Abs. 4, Bst. a) ergibt zudem keine nutzbringende Risikobetrachtung resp. keinen Mehrwert, wenn in der ERV kein Schwellenwert betreffend Grösse (z.B. 5% des anrechenbaren Kernkapitals) besteht.

Wir schlagen deshalb vor, den Status Quo für die Meldung der Klumpenrisiken beizubehalten und auf weitere Meldungen zu verzichten.

Ferner haben wir zur Kenntnis genommen, dass gemäss Abs. 2 die Frist für die Einreichung der Meldung pro Quartal auf Einzelbasis von vier auf sechs Wochen verlängert wurde. Wir begrüssen diese Verlängerung.

In der aktuellen Fassung der Verordnung muss die halbjährliche Meldung auf Gruppenbasis ebenfalls innert sechs Wochen eingereicht werden. Aufgrund der Komplexität auf Gruppenebene beantragen wir, diese Frist auf 8 Wochen zu erhöhen.

Art. 113: Gewichtung Schweizer Pfandbriefe

Für Schweizer Pfandbriefe wird ein Gewichtungssatz von 20% vorgeschlagen. Die Vorgaben auf Stufe des Basler Ausschusses beziehen sich generell auf Covered Bonds. Im Ausland emittierte Covered Bonds unterscheiden sich bezüglich der Struktur und Qualität allerdings wesentlich von Schweizer Pfandbriefen.

In der Schweiz dürfen gemäss Art. 1 Abs. 2 Pfandbriefgesetz (PfG) nur zwei spezialisierte Anstalten Schweizer Pfandbriefe emittieren. Dadurch verfügen Schweizer Pfandbriefe im Gegensatz zu ausländischen über eine zusätzliche Sicherungsstufe (Eigenmittel der Pfandbriefinstitute). Darüber hinaus übernehmen die Schweizer Pfandbriefinstitute verschiedene Kontroll- und Risikomanagementaufgaben. Im Gegensatz zu ausländischen Systemen haben die Schweizer Pfandbriefemittenten die gleichen Interessen wie die Investoren. Sie stellen in ihrem ureigenen Interesse sicher, dass der Deckungsstock der Mitgliedbanken quantitativ ausreichend und qualitativ erstklassig ist. Die gesetzliche Fokussierung auf zwei spezialisierte Emissionszentralen führt zudem, im Vergleich zu den Direktemissionen ausländischer Hypothekbanken, zu einer integrierten Risikodiversifikation und verbesserter Marktliquidität. Das Schweizer Pfandbriefsystem hat auch in Krisenzeiten bewiesen, wie ausserordentlich robust es konzipiert ist.

Würde nun der gemäss Basler Ausschuss definierte Gewichtungssatz von 20 % ohne Anpassung für Schweizer Pfandbriefe übernommen, so würde das inländische System gegenüber ausländischen benachteiligt. Die kleine Anzahl der gesetzlich zugelassenen Emittenten wirkt sich negativ auf das potenzielle Gesamtexposure aus, während die genannten risikomindernden Vorteile ignoriert werden. Zum Ausgleich der geringen Anzahl Emittenten ist ein geringerer Gewichtungssatz für Schweizer Pfandbriefe als für übrige Covered Bonds anzuwenden.

Ein weiterer wesentlicher Grund ergibt sich bei der Betrachtung des Schweizer Kapitalmarktes: Knapp ein Drittel aller Anleihen im Segment "CHF Domestic" der Schweizer Börse sind Schweizer Pfandbriefe. Diese geniessen nicht nur eine hervorragende Bonität, sondern bilden auch ein breites und sehr liquides Marktsegment. Die Schweizer Pfandbriefe ermöglichen somit auch Banken ohne Hypothekergeschäft, ihre primär von Schweizer Kunden erhaltenen Gelder in grösseren Beträgen mit kleinstem Risiko und hoher Marktliquidität in der Schweiz zu investieren. Die Festsetzung des Gewichtungssatzes auf 20% für Schweizer Pfandbriefe setzt diesem Anlageprozess zu enge Schranken und könnte so die Nachfrage beeinträchtigen. Mit einer nur noch sehr begrenzten Möglichkeit für Investitionen in Schweizer Pfandbriefe wäre Raiffeisen gezwungen, vermehrt in ausländische Schuldner zu investieren mit den dazu verbundenen Absicherungen der Währungsrisiken, was aus einer Risikosicht wenig sinnvoll ist.

Nach unserem Kenntnisstand erfolgt die Umsetzung der Basler Vorgaben in einzelnen Ländern der EU so, dass Covered Bonds aktuell mit einer Gewichtung von 0% in der Risikoverteilung berücksichtigt werden können, obwohl diese die hohen Qualitätsmerkmale von Schweizer Pfandbriefen nicht erreichen.

Aus den genannten Gründen beantragen wir, den Gewichtungssatz im Art. 113 lit. b bei 0 % anzusetzen, um dem im Vergleich zu Covered Bonds geringen Risiko von Schweizer Pfandbriefen und den Vorteilen der Emissionszentralen Rechnung zu tragen.

Art. 119 Abs. 1 ERV: Verrechnungsmöglichkeiten

Gemäss Erläuterungsbericht zur ERV-Anpassung (S. 11) gelten die bestehenden risikomindernden Massnahmen nach Artikel 119 weiter. Es wird darauf hingewiesen, dass analog zu den Mindesteigenmittelvorschriften (vgl. Art. 61) in der ERV nur die Nennung der zulässigen Risikominderungstechniken in der Risikoverteilung erfolgt.

Artikel 61. Abs. 1 lit. a der Eigenmittelverordnung spricht in diesem Zusammenhang von gesetzlichem und vertraglichem Netting, nicht aber von bilanziellem Netting.

Wir empfehlen eine Anpassung der Begrifflichkeiten in Art. 119 Abs. 1 lit. a an die Begrifflichkeiten von Art. 61. Abs. lit. a vorzunehmen.

In einem Finanzverbund, in welcher die Liquiditätsbewirtschaftung vom Zentralinstitut vorgenommen wird – wie bei der Raiffeisen Organisation – besteht zudem die Problematik, dass die Verrechnung aufgrund der heutigen Interpretation nur bedingt möglich ist. Anlagen in liquide Wertpapiere, welche zur Einhaltung der Liquiditätsvorschriften getätigt werden, müssen zur unmittelbaren Verfügbarkeit zentral gehalten werden. Gleichzeitig halten die einzelnen Banken im Rahmen der Refinanzierung Ihrer Hypotheken-Portfolien dezentral Pfandbriefdarlehen. In dieser Organisationsstruktur ist eine Verrechnung der Pfandbrieftitel gemäss unserer Prüfgesellschaft deshalb nur beschränkt möglich, wodurch das Klumpenrisiko auf Stufe Stammhaus erhöht wird.

Der in der Anhörungsversion enthaltene Vorschlag mit der Option des Look-Through-Ansatzes stellt grundsätzlich eine Möglichkeit dar, eine Klumpenposition gegenüber den Pfandbriefinstituten zu eliminieren. In unserer Konstellation als systemrelevante Gruppe mit den reduzierten Obergrenzen von 15% gegenüber den übrigen systemrelevanten Instituten sowie als massgebliche Eigentümerin des einen Pfandbriefinstitutes, sehen wir diese Möglichkeit aber nur beschränkt einsetzbar, so dass die Investition in Pfandbriefpositionen auch mit einem Look-Through-Ansatz sehr limitiert wäre. Aus diesem Grund ist diese Option für unsere Organisation keine Alternative.

Wir empfehlen – nebst der grundsätzlichen Reduzierung des Risikogewichtes der Schweizer Pfandbriefpositionen – die Aufnahme eines Artikels in der ERV oder im Rundschreiben, dass die Verrechnungsmöglichkeiten innerhalb eines Finanzverbundes auch auf Einzelstufe (auf Basis der Gruppensicht) angewendet werden können.

Wegfall der privilegierten Behandlung von Wohnliegenschaften

Die Anhörungsunterlagen sehen vor, dass Wohnliegenschaftsfinanzierungen neu zu 100% in die Berechnung einer Klumpenposition einfließen sollen. Die im Internationalen-Ansatz bis jetzt enthaltene Privilegierung, dass die ersten 50% des Verkehrswertes dieser Art Kreditpositionen von der Berechnung ausgenommen waren, fällt somit weg.

Wir sind der Meinung, dass die heutige Regelung die Risiken angemessen berücksichtigt und beantragen deshalb, dass von der 100% Berücksichtigung der Wohnliegenschaftsfinanzierungen abgesehen wird und die bisherige Regelung weiterhin bestehen bleiben soll.

FINMA-Rundschreiben Entwurf - Rz 16 und Rz 17: Einzelne Definitionen

In Rz 16 ist die Definition «Schwierigkeiten in Bezug auf die vollständige und rechtzeitige Tilgung von Verbindlichkeiten» aufgeführt. Aus unserer Sicht beinhaltet diese Definition einen gewissen Interpretationsspielraum, welcher vermieden werden sollte.

Wir würde es begrüßen, wenn die Rz 16 wie folgt angepasst werden könnte: «Es ist wahrscheinlich, dass finanzielle Probleme einer Partei auch bei den anderen Parteien zu **überfälligen Forderungen gemäss FINMA-RS 2015/01 führen** würden.

In Rz 17 ist derzeit der Begriff «Ausfall» aufgeführt. Dieser Begriff kann nach unserer Einschätzung durch die Banken unterschiedlich definiert werden.

Im Sinne einer einheitlichen Praxis empfehlen wir die Formulierung wie folgt anzupassen: «Die Insolvenz oder **die Forderungsausbuchung** gegenüber einer Partei würde voraussichtlich zum Konkurs oder **zu einer Forderungsausbuchung** der anderen führen.»

FINMA-Rundschreiben Entwurf - Rz 80 und Rz 89: Zwang zur Anwendung der risikomindernden Massnahmen und deren Auswirkungen auf den Repo-Markt Schweiz

Besonderes Augenmerk ist auf die potentiellen Auswirkungen des FINMA-Rundschreibens 2019/xx Risikoverteilung Banken auf den Repo-Markt Schweiz zu legen. Gemäss den neuen Vorschriften wäre bei Reverse-Repogeschäften (sofern das Institut die risikomindernden Massnahmen bei der Ermittlung der Mindesteigenmittel zur Anwendung bringen will, wovon auszugehen ist) das als Sicherheit gelieferte Wertpapier, vollumfänglich den jeweiligen Gegenparteien anzurechnen.

Die Abwicklung von Repogeschäften erfolgt über die SIX Handelsplattform CO:RE und ist hochstandardisiert. Die Lieferung der Wertpapiere erfolgt dabei nach dem CTD-Prinzip und ist im liquiden GC Basket nicht beeinflussbar. Die Inkraftsetzung des Rundschreibens 2019/xx Risikoverteilung Banken in der vorgeschlagenen Form würde im Zusammenhang mit dem Repogeschäft dazu führen, dass die Institute unerlaubte Klumpenpositionen nicht vermeiden könnten. Die Einhaltung der Risikoverteilungsvorschriften könnte dann nur entweder, durch die Beschränkung aller Repogeschäfte auf die erlaubte Klumpenobergrenze mit gleichzeitiger Sperrung aller als Repo-Collateral zugelassenen Emittenten für andere Finanzmarkttransaktionen oder durch Fragmentierung des GC Baskets sichergestellt werden.

Da das Rundschreiben auch eine Nichtberücksichtigung der risikomindernden Massnahmen ohne negative Auswirkungen auf die Mindesteigenmittel untersagt (Rz 80), würde dies für die meisten Institute de facto den Ausstieg aus dem Repogeschäft bedeuten. Substituiert würde das Repogeschäft mit unbesicherten Interbankengeschäften, mit welchen sich die Risikoverteilungsvorschriften effektiv einhalten liessen. Aus der Perspektive der Finanzmarktstabilität sollten regulatorische Vorgaben den Marktteilnehmern aber keinesfalls Anreize liefern vom besicherten Geschäft auszusteigen – umso mehr, als dass der unbesicherte Geldmarkt im Stressfall im Gegensatz zum Repo-Markt sehr schnell zum Erliegen kommt.

Da es sich bei erhaltenen Sicherheiten um indirekte Forderungen handelt, erachten wir die bisherigen Regelungen zur Überwachung der Konzentrationen als angemessen (Art. 118 Abs. 4 ERV) und schlagen vor, die Rz. 89 wie folgt zu formulieren:

«Nimmt eine Bank durch eine anerkannte Risikominderung eine Reduktion ihrer Position gegenüber der ursprünglichen Gegenpartei vor, sind die daraus entstehenden Konzentrationsrisiken angemessen zu überwachen.»

Zusätzlich könnten der FINMA Überschreitungen von bestimmten Konzentrations-Schwellenwerten regelmässig gemeldet werden.

Wir bedanken uns für die wohlwollende Prüfung unserer Anliegen und stehen für allfällige Rückfragen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Raiffeisen Schweiz


Dr. Patrik Gisel
Vorsitzender der Geschäftsleitung, CEO


Marcel Zoller
Mitglied der Geschäftsleitung, CFO

Kopie an: PricewaterhouseCoopers AG, Herrn Beat Rüttsche, Vadianstrasse 25a/Neumarkt 5, Postfach, 9001 St. Gallen
FINMA-Office, Frau Gabriela Glaus, Raiffeisenplatz 4, 9001 St. Gallen

RBA-Holding AG, Mattenstrasse 8, CH-3073 Gümligen

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat
Bundesgasse 3
3003 Bern
rechtsdienst@sif.admin.ch

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Uwe Steinhauser
Laupenstrasse 27
CH-3003 Bern
uwe.steinhauser@finma.ch

Kontakt: Dr. Jürg Gutzwiller
T +41 31 660 44 44, F +41 31 660 15 25
juerg.gutzwiller@holding.rba.ch
Gümligen, 14. Juli 2017

Revision Eigenmittelverordnung (ERV) und FINMA-Rundschreiben 08/23 "Risikoverteilung Banken"

Sehr geehrte Damen und Herren, sehr geehrter Herr Steinhauser

Wir bedanken uns für die Gelegenheit, unsere Position und Überlegungen im Rahmen der rubrizierten Vernehmlassung einbringen zu können. Wegen des inhaltlichen Zusammenhangs der beiden Vorlagen stellen wir Ihnen eine konsolidierte Stellungnahme zu.

Die von der Schweizerischen Bankiervereinigung eingereichte Stellungnahme zum gleichen Thema unterstützen wir im Namen der RBA-Gruppe. Zu einzelnen Punkten bringen wir jedoch gerne Ergänzungen an, die in der Beilage aufgeführt sind. Über eine wohlwollende Prüfung unserer Kommentare und Anliegen würden wir uns freuen. Für Rückfragen stehen wir Ihnen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
RBA-Holding AG


Dr. Jürg Gutzwiller


Dr. Jürg de Spindler

Beilage
Stellungnahme

Wichtigste Forderungen der RBA-Gruppe

- Die RBA-Gruppe fordert, dass die Definition des anrechenbaren Kapitals angepasst wird. Das anrechenbare Kapital soll sich zusammensetzen aus (i) dem anrechenbaren Kernkapital und (ii) den in der Position übrige Rückstellungen gehaltenen stillen Reserven (nach Abzug der latenten Steuern).
- Die RBA-Gruppe fordert, dass auch zukünftig eine Überschreitung der Obergrenze von 25% für einen beschränkten Zeitraum zulässig ist, sofern sie mit frei verfügbaren Eigenmitteln gedeckt ist.
- Die RBA-Gruppe lehnt die Verschärfungen der präferentiellen Gewichtung von Sicht- und Overnight Positionen im Interbankenbereich entschieden ab und fordert die Beibehaltung der aktuellen Regelung in diesem Bereich.
- Die RBA-Gruppe fordert die Anwendung des Proportionalitätsprinzips und eine entsprechende Erleichterung für Banken der Kategorie 3 bis 5 betreffend Definition der Obergrenze gegenüber nicht-systemrelevanten Banken. Die Obergrenze für Klumpenrisiken gegenüber nicht-systemrelevanten Banken ist bei 100% der anrechenbaren Eigenmittel zu belassen.
- Die RBA-Gruppe fordert, dass von der 100% Berücksichtigung einer Wohnbaufinanzierung abgesehen wird.
Um dem internationalen Druck nach einer Verschärfung in diesem Bereich Rechnung zu tragen, schlägt die RBA-Gruppe vor, dass Positionen aus Wohnbaufinanzierung im Inland mit den gleichen Risikogewichten berücksichtigt werden, wie sie für die Berechnung der Mindesteigenmittel Ermittlung in Anhang 3 Ziff. 3 zur Anwendung kommen.
- Die RBA-Gruppe lehnt die vorgesehene Anrechnung von Sicherheiten im umfassenden Ansatz an die Position des Sicherungsgebers entschieden ab.
- Die RBA-Gruppe fordert den Status Quo für den Umfang der Meldung der Klumpenrisiken beizubehalten und auf weitere Meldungen zu verzichten.
- Die RBA-Gruppe fordert, dass Überschreitungen der Obergrenze aus der Anwendung des Abschlusstagsprinzips, welche sich aus Geschäftsfällen zusammensetzen, die valutamässig in den nächsten zwei Tagen erfüllt werden, von der Meldepflicht auszunehmen sind.

A GENERELLE BEMERKUNGEN

Die geplanten Neuerungen führen zu deutlichen Verschärfungen der Risikoverteilungsvorschriften und haben potentiell sehr weitreichende Auswirkungen auf Banken, insbesondere kleinere und mittlere Institute, und deren Geschäftsmodell. Es finden gleichzeitig Verschärfungen auf drei Ebenen statt: Erstens wird das anrechenbare Kapital eingeschränkt, zweitens führen höhere Risikogewichte zu höheren Risikopositionen und drittens werden die regulatorischen Limiten und Meldepflichten verschärft.

Eine konsequente Umsetzung des Proportionalitätsprinzips ist insbesondere für inlandorientierte Banken entscheidend. Der Basler Ausschuss sieht gemäss Originalstandard LE§11 eine Umsetzung für internationale tätigen Banken vor, während eine Ausweitung auf ein breiteres Spektrum von Banken nur als eine nationale Option vorgesehen ist.

B HAUPTKRITIKPUNKTE / FORDERUNGEN

1. Einschränkung des anrechenbaren Kapitals

Zur Limitierung von Grosskreditpositionen wird neu das Kernkapital (CET1 und AT1 Kapital) anstelle der gesamten anrechenbaren Eigenmittel (T1 und T2 Kapital) als Bemessungsgrundlage verwendet. Der Wegfall der Anrechnung des Ergänzungskapitals kann bei einzelnen Banken eine starke Reduktion der massgebenden Limiten (Melde- und Obergrenze) zur Folge haben. Dies betrifft insbesondere Banken mit signifikanten stillen Reserven (Art. 30 Abs. 4c ERV) in der Position „übrige Rückstellungen“, welche als T2 Kapital zu den anrechenbaren Eigenmitteln zählen.

Problematisch an der vorgeschlagenen Regelung ist, dass betroffene Banken somit gezwungen sein können, ungesteuerte stille Reserven aufzulösen. Diese müssten als Gewinn ausgewiesen oder in die Reserven für allgemeine Bankrisiken (RABR) umgebucht werden. In vielen Kantonen ist dies mit Steuerfolgen verbunden, was zu einer Minderung des Total Loss Absorbing Capital (TLAC) und einer Schwächung der Risikotragfähigkeit führt. Dies kann nicht im Sinne der Regulierung sein, die allgemein das Ziel einer Stärkung der Eigenmittelbasis der Banken verfolgt.

Aus Risikosicht gilt es zu erwähnen, dass unseres Erachtens stille Reserven in der Position „übrige Rückstellungen“ die qualitativ besseren Eigenmittel als jene des zusätzlichen Kernkapitals (Additional Tier 1) sind. In der Schweiz kann die Bildung von stillen Reserven über die Position „Rückstellung“ erfolgen. Hier werden, ähnlich wie bei der Bildung von RABR, zu Lasten der Erfolgsrechnung Gewinnvornahmen verbucht - in der Regel nach Vorgabe von steuerlichen Privilegien. Im Gegensatz zu jenen stillen Reserven, die auf Bewertungsunterschieden beispielsweise bei Beteiligungen oder Sachanlagen beruhen, sind diese stillen Reserven als zurückbehaltene Gewinne einbezahlt und liquiditätswirksam vorhanden, so dass ein Einbezug in die Erfolgsrechnung jederzeit möglich wäre, z.B. in einem Verlustfall. Unseres Erachtens gibt es daher aus risikotechnischer Sicht keine Gründe, welche einen Ausschluss dieser stillen Reserven aus dem Kernkapitals rechtfertigen.

Die RBA-Gruppe fordert, dass die Definition des anrechenbaren Kapitals angepasst wird. Das anrechenbare Kapital soll sich zusammensetzen aus (i) dem anrechenbaren Kernkapital und (ii) den in der Position übrige Rückstellungen gehaltenen stillen Reserven (nach Abzug der latenten Steuern).

2. Wegfall der Überschreitung der Obergrenze für Banken der Kategorie 3, 4 und 5

Gemäss neuer Regelung ist eine Überschreitung der Obergrenze von 25% des Kernkapitals nicht mehr zulässig. Ausnahmen sind nur noch im Rahmen einer unerwarteten Fusion für einen beschränkten Zeitraum zulässig. Eine Unterlegung des die Grenze überschreitenden Betrags mit freien Eigenmitteln ist ebenfalls nicht mehr vorgesehen.

Das aus Risikosicht wichtige Konzept der „freien anrechenbaren Eigenmittel“ wie es in den aktuell gültigen Risikoverteilungsvorschriften Art. 98 Abs. 1 lit. a ERV enthalten ist, fällt weg. Der tatsächlichen Risikotragfähigkeit einer Bank wird mit den neuen Regeln somit nicht mehr Rechnung getragen, womit eine Bank mit hohen, frei verfügbaren Eigenmitteln einer Bank mit geringen frei verfügbaren Eigenmitteln gleich gestellt wird. Dies ist nicht nur aus ökonomischer Risikosicht stossend, sondern begünstigt zudem Banken mit einem risikoreichen Geschäftsmodell gegenüber Banken, welche ein einfaches und risikoarmes Geschäftsmodell verfolgen.

Wir anerkennen die Gefahr, dass durch den Ausfall der grössten Risikoposition die Bewilligungsvoraussetzungen aufgrund einer Verletzung der Kernkapitalmindestvorschriften nicht mehr erfüllt sein können. Wir sind jedoch der Meinung, dass das Risiko angemessen reduziert werden kann, wenn die Überschreitung nur für einen beschränkten Zeitraum (beispielsweise 2 Jahre, analog Fusion) zugelassen wird. Weiter erachten wir es als sinnvolle risikomindernde Massnahme, die zur Deckung der Überschreitung eines Klumpenrisikos beigezogenen freien Eigenmittel im Eigenmittelausweis und so auch den Einbezug in die Berechnung der Kapitalquoten zu berücksichtigen. In diesem Zusammenhang ist der bestehende Art. 98 ERV in die neue Verordnung zu übernehmen.

Die RBA-Gruppe fordert, dass auch zukünftig eine Überschreitung der Obergrenze von 25% für einen beschränkten Zeitraum zulässig ist, sofern sie mit frei verfügbaren Eigenmitteln gedeckt ist. Der bestehende Art. 98 ERV soll in die neue Verordnung übernommen werden.

3. Wegfall der speziellen Obergrenze für Positionen gegenüber nicht-systemrelevanten Banken und Wegfall der erleichterten Risikogewichte für nicht-systemrelevante Banken

Im Erläuterungsbericht des EFD zur Änderung der ERV (S. 17) wird festgehalten, dass der Wegfall der abgestuften Obergrenze für Klumpenrisiken gegenüber nicht-systemrelevanten Banken (Art. 116 ERV) für kleinere und mittlere Banken zu einer deutlichen Verschärfung der Vorschriften in Bezug auf das Interbankengeschäft führt. Dieser Effekt wird mit dem Wegfall der präferentiellen Gewichtung von Sicht- und Overnight-Positionen noch verstärkt. Die detaillierte Auswertungen der Entris Banking im Rahmen der QIS bestätigen dies und verdeutlichen, wie weitreichend die geplanten Verschärfungen für kleine Banken sind.

Von den uns am QIS bekannten teilnehmenden Regionalbanken haben 16 eine oder mehrere nach den bestehenden Vorschriften meldepflichtige Position im Interbankenbereich (Total 24 meldepflichtige Engagements). Mit der Reduktion der Obergrenze auf 25% und dem Wegfall der erleichterten Risikogewichtung, überschreiten zehn Engagements die Obergrenze von 25%. Das verhältnismässig höchste Engagement liegt dabei bei 195% des anrechenbaren Kernkapitals. Wird das Giroguthaben der RBA-Banken bei Entris Banking in die Berechnung mit einbezogen, liegt die Überschreitung der Obergrenze bei 23 Engagements. Bei sechs Instituten liegen die Werte zwischen 43 und 85%, bei den anderen 14 Banken liegen die Werte alle über 100% des anrechenbaren Kernkapitals.

Wie aus der Wirkungsstudie hervorgeht, führen die geplanten Anpassungen im Interbankenbereich zu einer Zunahme der meldepflichtigen Positionen. Dabei gilt es zu beachten, dass es sich um eine stichtagsbezogene Betrachtung handelt. Aus diesem Grund ist anzunehmen, dass über einen grösseren Zeitraum betrachtet und in einem anderen wirtschaftlichen Umfeld die Auslastung der Klumpenlimiten im Bankenbereich eher höher wären und weitere Positionen die Grenze der Meldepflicht oder sogar die neue Obergrenze von 25% überschreiten würden.

Für kleine Banken kann es zukünftig noch schwieriger werden, Aktivklumpenpositionen im Interbankenbereich zu verhindern. Aufgrund der ständig steigenden regulatorischen Anforderungen wird es zunehmend schwieriger, Zugang zu einem Korrespondentennetz zu erhalten und kurzfristig Gelder im Interbankenbereich platzieren zu können. Entsprechend beschränken sich der Marktzugang und die Interbankgeschäfte für kleine Banken auf ein paar wenige Gegenparteien.

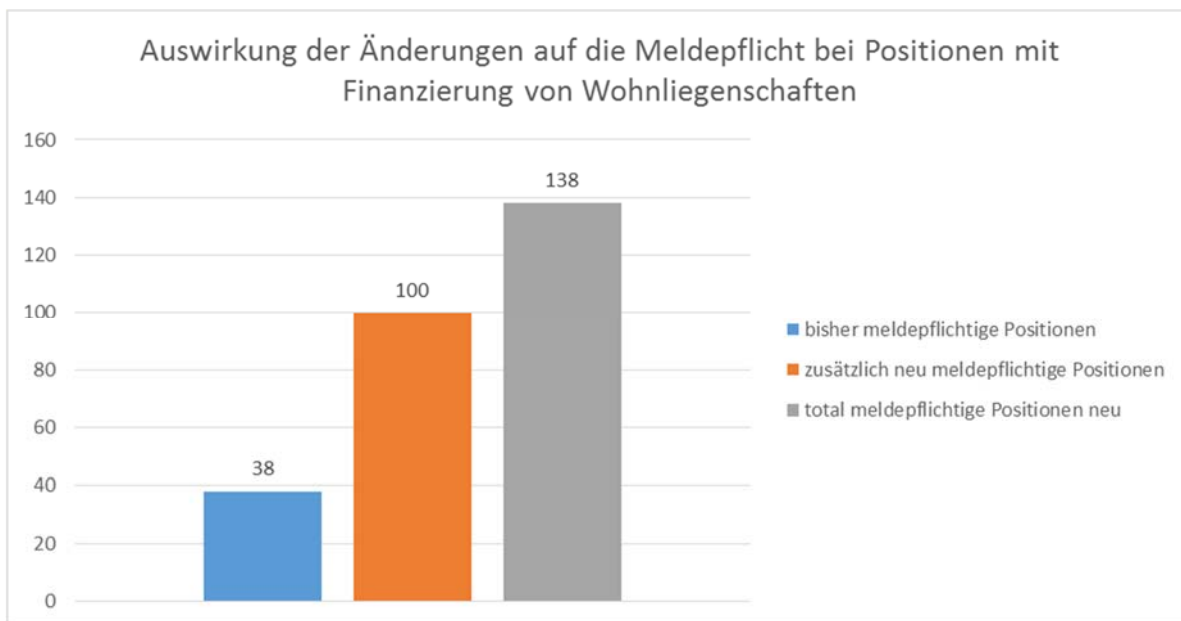
Die RBA-Gruppe lehnt die Verschärfungen der präferentiellen Gewichtung von Sicht- und Overnight Positionen im Interbankenbereich entschieden ab und fordert die Beibehaltung der aktuellen Regelung in diesem Bereich.

Die RBA-Gruppe fordert die Anwendung des Proportionalitätsprinzips und eine entsprechende Erleichterung für Banken der Kategorie 3 bis 5 betreffend Definition der Obergrenze gegenüber nicht-systemrelevanten Banken. Die Obergrenze für Klumpenrisiken gegenüber nicht-systemrelevanten Banken ist bei 100% der anrechenbaren Eigenmittel zu belassen.

4. Wegfall der privilegierten Behandlung von Wohnliegenschaften

Der Entwurf der Risikoverteilungsvorschriften sieht vor, dass Wohnliegenschaftsfinanzierungen neu zu 100% in die Berechnung einer Aktivklumpenposition einfließen sollen. Die im internationalen Ansatz bis jetzt enthaltene Privilegierung, dass die ersten 50% des Verkehrswertes dieser Art Kreditpositionen von der Berechnung ausgenommen waren, fällt somit weg.

Die detaillierte Auswertung von am QIS teilnehmenden Regionalbanken durch Entris Banking bestätigen dies und verdeutlichen, wie weitreichend die geplanten Verschärfungen für kleine Banken sind. Die Anzahl der meldepflichtigen Engagements verdreifacht sich, wie nachfolgende Graphik aufzeigt.



Quelle: Large Exposures QIS 2017 - Teilnehmende Regionalbanken

Von den 26 teilnehmenden Banken, weisen zehn nach den neuen Vorschriften für die Berechnung von Gesamtpositionen von Wohnbaufinanzierungen, bei der Gesamtposition Überschreitungen der Obergrenze aus. Total handelt es sich dabei um 20 Positionen. Das höchste Engagement liegt dabei bei 92% des anrechenbaren Kernkapitals.

Durch den vollständigen Verzicht der bisher vorgesehenen Privilegierung von Engagements im Wohnungsbau besteht die Gefahr, dass Regionalbanken von gewissen Geschäfts- oder Kundensegmenten ausgeschlossen werden. Mit den massiv verschärften Risikoverteilungsvorschriften im Bereich der Wohnbaufinanzierung wird somit de facto Strukturpolitik zu Lasten kleiner, inlandorientierter Retailbanken betrieben.

Die RBA-Gruppe fordert, dass von der 100% Berücksichtigung einer Wohnbaufinanzierung abgesehen wird.

Um dem internationalen Druck nach einer Verschärfung in diesem Bereich Rechnung zu tragen, schlägt die RBA-Gruppe vor, dass Positionen aus Wohnbaufinanzierung im Inland mit den gleichen Risikogewichten berücksichtigt werden, wie sie für die Berechnung der Mindesteigenmittel Ermittlung in Anhang 3 Ziff. 3 zur Anwendung kommen.

5. Auswirkungen bei der Anwendung von risikomindernden Massnahmen (RZ 80 – 89 neues FINMA Rundschreiben)

Gemäss Art. 119 E-ERV können zur Berechnung der Gesamtposition risikomindernde Massnahmen, wie sie zur Ermittlung der Mindesteigenmittel zur Verfügung stehen, eingesetzt werden.

Die ERV sieht dabei einerseits einen einfachen Ansatz vor, bei dem der besicherte Positionsanteil der Position des Sicherungsgebers angerechnet wird. Andererseits gibt es einen umfassenden Ansatz, bei

dem die Nettoposition durch die Anwendung von Haircuts ermittelt wird. In den aktuell gültigen Risikoverteilungsvorschriften wird dieses Konzept in Art. 117 und 118 detailliert aufgenommen und für die Risikokonzentration geregelt.

Neu befinden sich die Ausführungsbestimmungen nicht mehr direkt in der Verordnung, sondern im FINMA-Rundschreiben 2019/XX „Risikoverteilung Banken“ unter den Rz 80 – 90.

Neu sieht das Rundschreiben in der Rz 80 vor, dass – sofern risikomindernde Massnahmen zur Ermittlung der Mindesteigenmittel verwendet werden – diese zwingend auch bei der Berechnung der Gesamtposition im Rahmen der Risikoverteilungsvorschriften angewandt werden müssen.

RZ 89 neu enthält die Vorgabe, dass bei der Anwendung von risikomindernden Massnahmen, der risikoreduzierende Betrag bei der Gegenpartei entsprechend in die Position des Risikominderungsgebers dazuzurechnen ist. Gemäss unserer Interpretation führt dies dazu, dass Sicherheiten im umfassenden Ansatz neu gleich behandelt werden, wie im einfachen Ansatz, jedoch mit dem Unterschied, dass zusätzlich entsprechende Haircuts berücksichtigt werden müssen.

Die neu im umfassenden Ansatz vorzunehmende Zurechnung des Betrags der Risikominderung beim Emittenten der Sicherheit begründet die FINMA im Erläuterungsbericht auf S. 23 damit, dass neu von einem doppelten Ausfall ausgegangen werden muss und somit „... allfällige Konzentrationen in bestimmten als Sicherheiten dienende Titel ...“ quantifiziert werden müssen. Die Überwachung und Begrenzung solcher Konzentrationsrisiken gemäss Art. 118 Abs. 4 ERV ist aber bereits heute Pflicht, wie die FINMA im Erläuterungsbericht richtigerweise festhält. Neu ist, dass die Obergrenze von 25% des Kernkapitals auch bei der Anwendung des umfassenden Ansatzes bindend sein wird.

Diese Verschärfungen bei der Anwendung des umfassenden Ansatzes kann gemäss unserer Einschätzung potentiell massive Auswirkungen auf sämtliche besicherte Transaktionsformen haben, sowohl im Bilanz- wie auch im Ausserbilanzgeschäft. Weil das indirekte Kreditrisiko in Bezug auf den Emittenten einer erhaltenen Sicherheit regulatorisch neu gleich behandelt werden muss, wie das direkte Kreditrisiko gegenüber dem Sicherheitengeber (Annahme des doppelten Ausfalls), ist unseres Erachtens mit deutlich negativen Folgen auf besicherte Transaktionen zu rechnen. Dies obwohl Besicherungen unbestritten zu den wichtigsten und effektivsten risikomindernden Massnahmen zählen.

Die negativen Auswirkungen der geplanten Änderungen sollen nachfolgend am Beispiel einer Reverse-Repo Transaktion aufgezeigt werden.

- Bei einer Reverse-Repo-Transaktion werden Wertschriften gekauft und gleichzeitig zu einem späteren Zeitpunkt rückverkauft, was einer besicherten Ausleihung gleichkommt.
- In der Schweiz werden die meisten Repo- und Reverse-Repo-Transaktionen auf der SIX CO:RE Repo Handelsplattform gegen standardisierte Collateral Baskets, z.B. gegen den SNB GC Basket, gehandelt (sogenannte General Collateral Repos). Dabei werden die zur Sicherstellung gelieferten Wertschriften systembasiert den Transaktionen zugewiesen. Dies erlaubt einerseits eine hocheffiziente und automatisierte Abwicklung der Transaktionen inkl. Margenausgleich. Andererseits führt der Handel gegen standardisierte Collateral Baskets zu einem liquiden Repo-Markt, welcher auch aus Liquiditätsrisiko-Sicht von grösster Bedeutung für die Systemstabilität in der Schweiz ist. Beim Handel gegen standardisierte Collateral Baskets hat der Cash Provider / Collateral Taker somit keinen Einfluss auf die Zusammensetzung der gelieferten Sicherheiten.
- Unter den neuen Risikoverteilungsvorschriften müssen die als Sicherheiten erhaltenen Titel neu vollumfänglich den Emittenten der entsprechenden Sicherheiten als Risikoposition zugeordnet werden. Dies kann dazu führen, dass es durch Reverse-Repo-Geschäfte unter Anwendung des umfassenden Ansatzes zu unerlaubten Klumpenpositionen in Bezug auf die Emittenten der erhaltenen Sicherheiten kommen kann. Das Risiko solcher Klumpenpositionen ist umso höher, je höher das

bereits bestehende Exposure gegenüber diesen Emittenten ist (z.B. aufgrund von Positionen im Finanzanlagen- oder Handelsbestand).

Eine aktive Vermeidung solcher Klumpenpositionen durch den Cash Provider / Collateral Taker wäre nur auf zwei Arten möglich.

1. Klumpenpositionen könnten verhindert werden, wenn alle als Repo-Collateral zugelassenen Emittenten für andere Finanzmarktgeschäfte gesperrt würden und gleichzeitig die Summe der Reverse-Repo-Geschäfte auf die Klumpenobergrenze beschränkt würde. Dies würde jedoch das maximal mögliche Repo-Volumen pro Bank und damit den gesamten Repo-Markt in der Schweiz massiv einschränken. Aus Sicht der Systemstabilität kann dies nicht das Ziel sein. Die vergangene Finanzmarktkrise hat die Wichtigkeit eines liquiden Repo-Marktes für das Interbankengeschäft und als Zentralbankinstrument klar aufgezeigt, war der Repo teilweise doch die einzig noch funktionierende Möglichkeit, wie Finanzinstitute unter einander Gelder vermittelt und ausgeliehen haben.
2. Klumpenpositionen könnten ebenfalls verhindert werden, wenn auf General Collateral Repo (z.B. gegen den SNB GC Basket) verzichtet und nur noch Special Repos gehandelt würden, wobei bei jeder Transaktion das Collateral auf bestimmte Emittenten und Volumen eingeschränkt werden müsste. Dieser Ansatz hätte verschiedene negative Auswirkungen: erstens würde ein zentrales Element zur effizienten Abwicklung des Repo-Handels auf der SIX CO:RE Handelsplattform – dem Handel gegen Collateral Baskets – hinfällig. Zweitens ist zu erwarten, dass sich je nach Titel oder Collateral-Merkmalen die Marktliquidität massiv verschlechtern würde und keine Repo-Kurven (Zinssätze) mehr gestellt werden könnten. Dies hätte sehr negative Folgen für das Liquiditätsrisikomanagement der Banken und würde zudem die Anstrengungen seitens der SNB und der Banken torpedieren, den SARON als Repo-transaktionsbasierten Referenzzinssatz als Ersatz für den TOIS zu stärken.

Die angestrebte Risikoreduktion im Rahmen der Risikoverteilungsvorschriften ist unseres Erachtens somit klar kontraproduktiv und würde im Gegenzug zu einer Erhöhung der idiosynkratischen und systemischen Liquiditätsrisiken führen. Zudem würde der SNB ein wichtiges Zentralbankinstrument zur Liquiditätssteuerung entwendet werden.

Die RBA-Gruppe lehnt die vorgesehene Anrechnung von Sicherheiten im umfassenden Ansatz an die Position des Sicherungsgebers entschieden ab.

Wir schlagen vor, die bisherige Regelung zur Überwachung der Konzentrationen (Art. 118 Abs. 4 ERV) bei der Anwendung des umfassenden Ansatzes beizubehalten und die Formulierung in RZ 89 wie folgt anzupassen:

„Nimmt eine Bank durch eine anerkannte Risikominderung eine Reduktion ihrer Position gegenüber der ursprünglichen Gegenpartei vor, muss sie **bei der Anwendung des einfachen Ansatzes** eine entsprechende Position gegenüber dem Risikominderungsgeber erfassen. Dies ist der Betrag, um den sich die Position gegenüber der ursprünglichen Gegenpartei reduziert. **Wendet die Bank den umfassenden Ansatz an, sind die daraus entstehenden Konzentrationsrisiken angemessen zu überwachen.**

Da es sich um indirekte Risikopositionen handelt, könnten der FINMA Überschreitungen von bestimmten Konzentrations-Schwellenwerten regelmässig gemeldet werden.

6. Erweiterung der Meldepflicht

Art. 100 E-ERV sieht eine erweiterte Meldepflicht im Bereich der grossen Kreditrisiken und Klumpenrisiken vor. Neu sind folgende vierteljährlichen Meldungen an die FINMA sowie die Revisionsstelle vorgesehen:

- Die zwanzig grössten Gesamtpositionen, ausgenommen Gesamtpositionen gegenüber Zentralbanken und Zentralregierungen
- Alle Klumpenrisiken
- Die ohne risikomindernde Massnahmen berechneten Gesamtpositionen, die mindestens 10% des anrechenbaren Kernkapitals betragen
- Alle Gesamtpositionen für die keine Obergrenze gilt und mindestens 10% des anrechenbaren Kernkapitals betragen

Gerade für kleinere und mittlere Banken wird mit diesen Vorgaben eine weitere grosse administrative Bürde auf beiden Seiten geschaffen, welche nur zusätzliche Kosten ohne ersichtlichen Mehrnutzen bringt.

Aktuell sieht die Meldung der zehn grössten Schuldner eine Wesentlichkeitsgrenze von mindestens 1 Mio. Franken oder 4% der anrechenbaren Eigenmittel vor. Die neu vorgesehene Meldung der zwanzig grössten Gesamtpositionen sieht keinen Schwellenwert der Meldepflicht vor, was aus unserer Sicht keinen Mehrwert ergibt.

Die RBA-Gruppe fordert den Status Quo für den Umfang der Meldung der Klumpenrisiken beizubehalten und auf weitere Meldungen zu verzichten.

7. Überschreitung der Obergrenze aufgrund von Valutaverschiebungen

Art. 101 E-ERV sieht vor, dass Überschreitungen der Obergrenze unverzüglich der Prüfgesellschaft sowie der FINMA zu melden sind.

Die Rechnungslegung sieht zwei mögliche Arten der Bilanzierung von abgeschlossen, aber noch nicht erfüllten Geschäftsvorfällen vor. Beim Abschlusstagprinzip ("trade date accounting") erfolgt die Bilanzierung bei Abschluss des Geschäfts, während beim Erfüllungstagprinzip („settlement date accounting“) die Bilanzierung bei Erfüllung erfolgt. Bei vielen Geschäftsfällen ist die Usanz, wenn nicht explizit etwas anderes vereinbart wird, dass die Erfüllung zwei Tage nach Abschluss des Geschäfts erfolgt (Bspe. Börsenhandel, Devisengeschäfte usw.).

Die Betrachtung nach dem Abschlusstag kann dazu führen, dass eine Gesamtposition aufgrund von noch nicht abgewickelten Transaktionen per Stichtag die Klumpenobergrenze überschreitet, aber bei einer Betrachtung nach dem Erfüllungstag die Gesamtposition ein wesentlich tieferes Exposure aufweist. Die entsprechende Risikoposition resultiert somit aus buchhalterischen Gründen bei der Bilanzierung nach dem Abschlusstagprinzip. Die Anwendung des Abschlusstagprinzips kann somit zu einer Schlechterstellung gegenüber der Bilanzierung nach dem Erfüllungstagprinzip führen. Da das Abschlusstagprinzip bei Bankapplikationen häufig als Standardansatz umgesetzt ist, ist eine Umstellung auf das Erfüllungstagprinzip gerade für kleine Banken nicht oder nur mit unverhältnismässigem Aufwand möglich.

Die RBA-Gruppe fordert, dass Überschreitungen der Obergrenze aus der Anwendung des Abschlussstagesprinzips, welche sich aus Geschäftsfällen zusammensetzen, die valutamässig in den nächsten zwei Tagen erfüllt werden, von der Meldepflicht auszunehmen sind. Art. 101 E-ERV ist entsprechend zu ergänzen.

C DETAIL-ASPEKTE:

1. Eigenmittelverordnung ERV

Artikel	Entwurf ERV	Anliegen RBA-Gruppe
46 / 48	<i>Höchstverschuldungsquote (Leverage Ratio)</i>	<p>Die Anwendung des SA-CCR für die Berechnung der Derivate im Leverage Ratio wurde nirgends festgehalten. Die FINMA hat verlauten lassen, dass eine Überarbeitung des FINMA Rundschreibens 3/2017 Leverage Ratio erst bei Vorliegen der definitiven Vorgaben von Seiten des Basler Ausschusses vorgenommen wird.</p> <p>Wir bitten um Klärung, ob Derivate ab dem 1. Januar 2017 für die Berechnung des Leverage Ratio bereits nach SA-CCR berücksichtigt werden dürfen.</p>
109 Abs. 5.	<p><i>5 Rechtlich selbstständige Unternehmen der schweizerischen öffentlichen Hand gelten zusammen mit der sie beherrschenden öffentlich-rechtlichen Körperschaft nicht als Gruppe verbundener Gegenparteien, wenn:</i></p> <p><i>a. die öffentlich-rechtliche Körperschaft nach Gesetz für die Verbindlichkeiten des Unternehmens nicht haftet; oder</i></p> <p><i>b. es sich beim Unternehmen um eine Bank eines Kantons handelt.</i></p>	<p>Neu wird präzisiert, dass Banken, welche sich in Besitz eines Kantons befinden, keine Gruppe verbundener Gegenparteien mit der öffentlich-rechtlichen Körperschaft bilden.</p> <p>In der Schweizer Finanzwelt gibt es auch Banken, welche teilweise oder vollständig im Besitz von einer oder mehreren Gemeinden sind (Beispiel Sparkasse Sense, Sparkasse Schwyz AG).</p> <p>Wir bitten hierzu um Präzisierung wie diese Institute in Bezug auf Gruppenbildung zu behandeln sind.</p>
113	<i>Gewichtung Schweizer Pfandbriefe</i>	<p>Der Schweizer Pfandbrief unterscheidet sich wesentlich bezüglich Struktur und Qualität von anderen Covered Bonds.</p> <p>Der Grund liegt darin, dass in der Schweiz gemäss Gesetzgebung nur zwei spezialisierte Anstalten Schweizer Pfandbriefe emittieren dürfen. Als Deckung dienen erstklassige Hypothekarforderungen der jeweiligen Mitgliedbanken, welche ins Pfandregister eingetragen werden. Die Pfandbriefinstitute unterliegen ebenfalls Eigenmittelvorgaben, was einen zusätzlichen, übergeordneten Risikopuffer darstellt.</p>

Artikel	Entwurf ERV	Anliegen RBA-Gruppe
		<p>Durch das Pooling vergrössert sich das Emissionsvolumen, was zu einer höheren Marktliquidität der Titel und für den Investor zu einem Diversifikationseffekt bezogen auf die einzelne Mitgliedbank führt.</p> <p>Weiter übernehmen die Emissionszentralen wichtige Kontrollfunktionen bezüglich Pfandreisterführung und Anforderungen an den Deckungsstock.</p> <p>Wir beantragen, einen Gewichtungsfaktor für Schweizer Pfandbriefe von 5 % bis maximal 10 %, um dem im Vergleich zu Covered Bonds geringeren Risiko von Schweizer Pfandbriefen und den Vorteilen der Emissionszentralen Rechnung zu tragen.</p>
119 Abs. 1 lit. a	<p><i>1 Bei der Berechnung der Gesamtpositionen können berücksichtigt werden:</i></p> <p><i>a. bilanzielle Verrechnung (Netting);</i></p>	<p>Gemäss Erläuterungsbericht des EFD vom 7. April 2017 S. 11 gelten die bestehenden Risikominderungen weiter. Es wird darauf hingewiesen, dass analog zu den Mindesteigenmittelvorschriften (vgl. Art. 61) nur die Nennung der zulässigen Risikominderungstechniken in der Risikoverteilung erfolgt.</p> <p>Art. 61. Abs. 1 lit. a der ERV spricht in diesem Zusammenhang von gesetzlichem und vertraglichem Netting, nicht aber von bilanziellem Netting.</p> <p>Wir bitten um Präzisierung was unter dem Begriff bilanzielles Netting zu verstehen ist oder empfehlen, eine Anpassung der Begrifflichkeiten in Art. 119 Abs. 1 lit. a an die Begrifflichkeiten von Art. 61. Abs. lit. a vorzunehmen.</p> <p>In diesem Zusammenhang fordern wir, dass die bisherige Möglichkeit der Verrechnung von Pfandbriefforderungen mit Pfandbriefdarlehen der gleichen Serie bestehen bleibt.</p>
148h	<p><i>Banken, die damit rechnen oder vermuten, dass sie die Obergrenze für Klumpenrisiken (Art. 97 und 98) unzulässigerweise ab dem 1. Januar 2019 überschreiten, melden sich innert drei Monaten ab Inkrafttreten der Änderung vom ... bei der FINMA.</i></p> <p><i>II</i></p> <p><i>1 Diese Verordnung tritt unter Vorbehalt von Absatz 2 am 1. Januar 2019 in Kraft.</i></p>	<p>Die Meldung bei der FINMA, dass eine Bank die Obergrenzen für Klumpenrisiken überschreiten wird, hat innerhalb dreier Monate nach Inkrafttreten der Änderung zu erfolgen. Gemäss Erläuterungsbericht S. 12 ist als spätester Meldungszeitpunkt Ende März 2018 gemeint.</p> <p>Gemäss Ziff. II erfolgt das Inkrafttreten der geänderten Risikoverteilungsvorschriften aber per 1.1.2019.</p>

Artikel	Entwurf ERV	Anliegen RBA-Gruppe
	2 Die Artikel 20 Absatz 4 Buchstabe a, 46, 125a und 148h treten am 1. Januar 2018 in Kraft.	Aus unserer Sicht sollte in Art. 148h Inkrafttreten mit „Publikation der definitiven Änderungen vom ...“ ersetzt werden.

2. Erläuterungsbericht des Eidgenössischen Finanzdepartements EFD vom 7. April 2017

Ziffer	Anliegen RBA-Gruppe
3.3 Zusätzliche Wirkungsstudie S. 20	<p>Unter der Ziff. 3.3 werden als Gründe für die zusätzliche Wirkungsstudie, Schweizer Pfandbriefe und Wohnliegenschaftsfinanzierungen, welche mit den neuen Risikoverteilungsvorschriften zu Überschreitungen der Obergrenze führen können, erwähnt.</p> <p>Auf den S. 17 und 18 des Erläuterungsberichts wird ebenfalls der Wegfall der abgestuften Obergrenze für Klumpenrisiken gegenüber nicht-systemrelevanten Banken als Untersuchungsgegenstand der Wirkungsstudie erwähnt.</p> <p>Aus diesem Grund bitten wir um Ergänzung der Interbankpositionen als Grund für die Wirkungsstudie in Ziff. 3.3 des Erläuterungsberichts.</p>

3. Redaktionelle Feststellungen

Dokument	Stellungnahme
Eigenmittelverordnung	
Art. 95 Abs. 3	Die Bezeichnung des dritten Abschnitts ist falsch, korrekt wäre eine 3 statt einer 2.
FINMA Rundschreiben 2019/XX Risikoverteilung Banken	
RZ 24/32	Beim Hinweis auf die Randziffer des Basel Papiers ist noch das Papier selber [BCBS283] vermerkt, was gelöscht werden kann. RZ 24 -> [LE§48,53–56] RZ 32 [LE§54–55]
RZ 58	Leerschlag zwischen und/oder entfernen (ganz am Ende des Abschnitts) ...höchstens 80 % aufweisen, und/oder
FINMA Erläuterungsbericht zur Änderung der ERV und FINMA Rundschreiben 08/23 Risikoverteilung Banken vom 7. April 2017	
Ziff. 7.11	7.11 Gesamtposition Verweis auf die Randziffer im Text falsch, korrekt wäre RZ 21 – 79 und 80-90
Ziff. 7.14.1	Ziffer 7.14.1 Positionen im Handelsbuch Verweis auf die Randziffer im Text falsch, korrekt wäre RZ 21 – 45
Ziff. 7.14.2	7.14.2 Gedeckte Schuldverschreibungen Verweis auf die Randziffer im Text falsch, korrekt wäre RZ 52 – 62
Ziff. 7.15, 2. Abschnitt	Ziffer 7.15, 2. Abschnitt Verweis auf die Randziffer falsch, korrekt wäre RZ 80-90

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Herr Oliver Zibung
Bundesgasse 3
3003 Bern
rechtsdienst@sif.admin.ch

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Herr Uwe Steinhauser
Laupenstrasse 27
3003 Bern
uwe.steinhauser@finma.ch

Basel, 14. Juli 2017
J.4.6 / LHE

**Risikoverteilung Banken und Leverage Ratio
Revision Eigenmittelverordnung und FINMA-Rundschreiben 2008/23 „Risikoverteilung Banken“**

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf die am 7. April 2017 eröffneten Vernehmlassungen des Eidgenössischen Finanzdepartements (EFD) und der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA) betreffend die nicht risikobasierte Höchstverschuldungsgrenze (Leverage Ratio) bzw. die revidierten Risikoverteilungsvorschriften für Banken. Für die Gelegenheit, Ihnen unsere Position und unsere Überlegungen darlegen zu können, möchten wir uns bedanken. Wir erlauben uns, infolge des inhaltlichen Zusammenhangs der beiden Anhörungen, die Revisionen auf Verordnungs- und Rundschreibenstufe gemeinsam in der vorliegenden koordinierten Stellungnahme zu behandeln.

Die Schweizerische Bankiervereinigung (SBVg) zeigt grundsätzlich Verständnis für die Notwendigkeit einer Anpassung der Risikoverteilungsvorschriften für Banken aufgrund der Weiterentwicklung der internationalen Standards des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht.

Allerdings führen die Neuerungen zu deutlichen Verschärfungen der Risikoverteilungsvorschriften und haben potentiell sehr weitreichende Auswirkungen auf Banken. Die Verschärfung erfolgt auf drei Ebenen: Erstens wird das anrechenbare Kapital eingeschränkt, zweitens führen höhere Risikogewichte zu höheren Risikopositionen und drittens werden die regulatorischen Limiten und Meldepflichten verschärft.

Vor diesem Hintergrund fordern wir, dass auch zukünftig eine Überschreitung der Obergrenze von 25% des Kernkapitals für einen beschränkten Zeitraum zulässig ist,

sofern sie mit frei verfügbaren Eigenmitteln gedeckt ist.

Ferner weisen wir insbesondere die neuen Vorgaben betreffend Zwang zur Anwendung der risikomindernden Massnahmen zurück und empfehlen die bisher geltenden Bestimmungen beizubehalten (vgl. Rz 80 und 89 FINMA-RS 2019/XX).

Den neuen Gewichtungssatz von 20% für Schweizer Pfandbriefe lehnen wir aufgrund des geringen Risikos von Schweizer Pfandbriefen und den Vorteilen der Emissionszentralen ab.

Wir fordern zudem, die Obergrenze für Klumpenrisiken gegenüber nicht-systemrelevanten Banken bei 100% der anrechenbaren Eigenmittel zu belassen.

Wir beantragen die Überarbeitung von Artikel 109 ERV hinsichtlich der Definition verbundener Gegenparteien im Falle einer Kontrolle durch eine öffentlich-rechtliche Körperschaft.

Hinsichtlich der Obergrenze für einzelne Klumpenrisiken fordern wir eine Ausnahme für alle Zentralregierungen und ihre Zentralbanken gemäss dem Basler Standard (Art. 97 Abs. 2 Bst. b).

Wir möchten die FINMA bitten zu klären, dass Derivate nicht in Bestandteile zerlegt werden müssen, welche als risikofreie Staatsanleihen in die Berechnung der Klumpenrisiken einfließen, obwohl kein Kreditrisiko besteht.

Darüber hinaus beantragen wir, dass in der Position „übrige Rückstellungen“ gehaltene stille Reserven (abzüglich latenter Steuern) bei der Berechnung des Klumpenrisiko-Levels miteinbezogen werden können.

Bezüglich der Behandlung von Wohnliegenschaften im Inland fordern wir, die bisherigen Bestimmungen beizubehalten.

Im Zusammenhang mit Art. 111a ERV möchten wir die FINMA bitten zu konkretisieren, dass gruppeninterne Positionen gegenüber Gruppengesellschaften, welche Bestandteil einer angemessen beaufsichtigten subkonsolidierten Gruppe sind, von der Obergrenze ausgenommen werden können.

Weiter beantragen wir, die für Banken der Kategorie 4 und 5 gewährte Erleichterung im Zusammenhang mit der Behandlung von Fonds im Bankenbuch, auch Banken der Kategorie 3 zu gewähren.

Im Zusammenhang mit der Meldung von Klumpenrisiken bitten wir, ebenfalls den Status Quo beizubehalten und auf ein umfangreicheres Reporting zu verzichten.

Unsere Kommentare und Anliegen sind im Folgenden in zwei Abschnitte aufgeteilt. Zunächst werden in einem ersten Teil einige allgemeine Anliegen dargelegt. Der zweite Teil mit spezifischen Anliegen ist nach der jeweiligen rechtlichen Grundlage (ERV bzw. FINMA-RS) und in chronologischer Abfolge gegliedert.

I. Allgemeine Anmerkungen

Einschränkung des anrechenbaren Kapitals

Zur Limitierung von Grosskreditpositionen wird neu das Kernkapital (inklusive „Additional Tier 1“) anstelle der gesamten anrechenbaren Eigenmittel (inklusive Tier 2 Kapital) als Bemessungsgrundlage verwendet. Der Wegfall der Anrechnung des Ergänzungskapitals kann bei einzelnen Banken eine starke Reduktion der massgebenden Limiten (Melde- und Obergrenze) zur Folge haben. Dies betrifft insbesondere Banken, welche wesentliche Teile ihres Eigenkapitals in Form von stillen Reserven (Art. 30 Abs. 4c ERV) in der Position „übrige Rückstellungen“ halten.

Das Problem an der vorgeschlagenen Regelung liegt darin, dass betroffene Banken de facto gezwungen werden, diese un versteuerten stillen Reserven aufzulösen. Diese müssten somit als Gewinn ausgewiesen oder in die Reserven für allgemeine Bankrisiken (RABR) umgebucht werden. In beiden Fällen würde dies Steuern verursachen (der grösste Teil der Kantone lässt keine un versteuerten RABR zu) und somit zu einer Minderung der „Total Loss-Absorbing Capacity“ (TLAC) führen. Dies kann nicht im Sinne des Regulators sein, der das Ziel einer Stärkung der Eigenmittelbasis der Banken verfolgt.

Aus Risikosicht gilt es zu erwähnen, dass stille Reserven in der Position „übrige Rückstellungen“ die qualitativ besseren Eigenmittel als jene des zusätzlichen Kernkapitals (Additional Tier 1) sind. Unseres Erachtens gibt es daher aus risikotechnischer Sicht keine Gründe, welche einen Ausschluss dieser stillen Reserven aus dem Kernkapital rechtfertigen.

Aus diesem Grund beantragen wir, dass in der Position „übrige Rückstellungen“ gehaltene stille Reserven (abzüglich latenter Steuern) bei der Berechnung des Klumpenrisiko-Levels miteinbezogen werden dürfen.

Wegfall der Überschreitung der Obergrenze

Gemäss neuer Regelung ist eine Überschreitung der Obergrenze von 25% des Kernkapitals nicht mehr zulässig (vgl. Erläuterungsbericht FINMA, S. 12/29). Eine Überschreitung ist nur noch im Rahmen einer unerwarteten Fusion für einen beschränkten Zeitraum zulässig. Eine Unterlegung des die Grenze überschreitenden Betrages mit freien Eigenmitteln ist ebenfalls nicht mehr vorgesehen.

Die explizite Erwähnung einer „Fusion“ als einzige Ausnahme für eine Überschreitung der Obergrenze ist ungeeignet und realitätsfremd. Unter „Fusion“ ist ein Vorgang gemäss Fusionsgesetz zu verstehen. Zu einer Überschreitung der Obergrenze können jedoch auch andere Transaktionen führen z.B. Asset-Deals mit gleichzeitiger Übernahme von Verpflichtungen oder der Aufbau einer massgeblichen Beteiligung. Bei solchen Transaktionen reicht betroffenen Dritten in der Regel auch die Zeit zwischen Kenntnisnahme und Vollzug der Transaktion nicht aus für angemessene Reaktionen.

Von einer expliziten Erwähnung oder Aufzählung ist auch deshalb abzusehen, weil dadurch nicht aufgezählte Sachverhalte implizit „nichterwähnt“ sind. Die Realität ist hingegen zu komplex und das Verhalten von Drittparteien nie abschliessend vorhersehbar. Kommt es dadurch zu einer Überschreitung der Obergrenze, ist die FINMA unverzüglich nach Erkennen der Überschreitung zu informieren und der Mangel innert nützlicher Frist zu beheben. Eine offene Formulierung der Zeitverhältnisse scheint sinnvoll, weil die Schwere der Überschreitung, die daraus entstehenden Risiken und die Möglichkeiten zur Behebung des Mangels mit Blick auf die rechtliche oder marktbezogene Situation wesentliche Einflussfaktoren für eine sinnvolle Problemlösung darstellen.

Aus genannten Gründen beantragen wir, dass eine temporäre Überschreitung der Obergrenze von 25% des Kernkapitals für alle Kategorien von Banken möglich ist. Für den Fall, dass eine temporäre Überschreitung für Banken der Kategorien 1 und 2 aufgrund internationaler Vorgaben durch das EFD und die FINMA als unangemessen beurteilt wird, soll jedoch mit Verweis auf das Proportionalitätsprinzip eine Überschreitung der Obergrenze den Banken der Kategorien 3 bis 5 gewährt werden.

Wir empfehlen folgende Formulierung für Art. 98 ERV:

„1. Die Obergrenze für ein Klumpenrisiko darf nur überschritten werden, wenn die Überschreitung einzig die Folge einer Verbindung bisher voneinander unabhängiger Gegenparteien oder einer Verbindung der Bank mit anderen Unternehmen des Finanzbereichs ist.

2. Der Betrag, um den die Obergrenze aufgrund einer Verbindung nach Absatz 1 überschritten wird, darf aktiv nicht weiter erhöht werden. Die Überschreitung ist innerhalb von zwei Jahren nach dem rechtlichen Vollzug der Verbindung zu beseitigen.

3. Überschreitungen der Obergrenze von 25% aufgrund anderer Umstände sind grundsätzlich nicht zulässig, ausser wenn die Überschreitung zeitlich beschränkt und mit frei verfügbaren Eigenmitteln gedeckt ist. Sollte es aufgrund Handlungen Dritter zu einer Überschreitung der Obergrenze gekommen sein, so ist unverzüglich die FINMA zu informieren.“

Wegfall der speziellen Obergrenze für Positionen gegenüber nicht-systemrelevanten Banken und Wegfall der erleichterten Risikogewichte für nicht-systemrelevante Banken

Wie im Erläuterungsbericht zur Änderung der Eigenmittelverordnung des EFD auf Seite 17 festgehalten, führt der Wegfall der in der heutigen ERV im Art. 116 festgehaltenen abgestuften Obergrenze für Klumpenrisiken gegenüber nicht-systemrelevanten Banken für kleinere und mittlere Banken zusammen mit der präferentiellen Gewichtung von Sicht- und Overnight-Positionen zu einer deutlichen Verschärfung der Vorschriften in Bezug auf das Interbankengeschäft. Aus diesem Grund lehnen wir die Änderungen in dieser Form ab.

Gerade für kleine Banken wird es aufgrund der ständig steigenden regulatorischen Anforderungen zunehmend schwierig, Zugang zu einem Korrespondentennetz zu erhalten

und kurzfristig Gelder im Interbankenbereich platzieren zu können. Die geplanten Verschärfungen der Risikoverteilungsvorschriften im Interbankenbereich werden somit zu einer weiteren deutlichen Einschränkung des Marktzugangs und des Interbankengeschäfts für kleine Banken führen und sie gegenüber grossen Banken weiter benachteiligen.

Wir begrüssen den Entscheid des EFD und der FINMA, hier das Proportionalitätsprinzip anzuwenden und bei Vorliegen der Daten aus der Wirkungsstudie eine entsprechende Erleichterung für kleine Banken betreffend Definition der Obergrenze gegenüber nicht-systemrelevanten Banken vorzusehen.

Gleichzeitig fordern wir, die Obergrenze für Klumpenrisiken gegenüber nicht-systemrelevanten Banken bei 100% der anrechenbaren Eigenmittel zu belassen.

Wegfall der privilegierten Behandlung von Wohnliegenschaften

Der Entwurf der Risikoverteilungsvorschriften sieht vor, dass Wohnliegenschaftsfinanzierungen neu zu 100% in die Berechnung einer Aktivklumpenposition einfließen sollen. Die im Internationalen-Ansatz bis jetzt enthaltene Privilegierung, dass die ersten 50% des Verkehrswertes dieser Art Kreditpositionen von der Berechnung ausgenommen waren, fällt somit weg.

Wir beantragen, dass von der 100% Berücksichtigung einer Wohnbaufinanzierung abgesehen wird.

II. Zu einzelnen Bestimmungen

A) Eigenmittelverordnung (ERV)

Art. 46 / 48: Höchstverschuldungsquote (Leverage Ratio)

Die Anwendung des SA-CCR für die Berechnung der Derivate im Rahmen der Leverage Ratio wurde nirgends festgehalten. Gemäss Aussage der FINMA wird eine Überarbeitung des FINMA-Rundschreibens 2015/3 „Leverage Ratio“ erst bei Vorliegen der definitiven Vorgaben von Seiten des Basler Ausschusses vorgenommen.

Wir bitten um Klärung, ob Derivate ab dem 1. Januar 2018 für die Berechnung der Leverage Ratio bereits nach SA-CCR berücksichtigt werden dürfen.

Art. 95: Klumpenrisiken und andere grosse Kreditrisiken

Im Vergleich zu den bisherigen Entwürfen wurde die Reihenfolge der Absätze in Art. 95 ERV abgeändert. Dies führt unseres Erachtens zu Inkonsequenzen im Zusammenhang mit den sogenannten „anderen grossen Kreditrisiken“. Die Formulierung sollte dahingehend angepasst werden, dass sie den Vorgaben des Basler Ausschusses wieder entspricht.

Insbesondere möchten wir ferner folgende Punkte anmerken:

- Es ist nur schwer nachvollziehbar, weshalb ausschliesslich „andere grosse Kreditrisiken“ (und nicht auch Klumpenrisiken) begrenzt werden müssen. Unseres Erachtens verhält es sich eigentlich gerade umgekehrt. Andere grosse Kreditrisiken müssen identifiziert, überwacht und nach Art. 100 gemeldet werden, allerdings nicht in diesem Sinne „begrenzt“.
- Das Wort „diese“ zu Beginn des dritten Absatzes (Hinweis: Nummerierung fehlerhaft) ist u.E. unbestimmt bzw. falsch bestimmt. Man könnte hier verstehen, dass nur „andere“ grosse Kreditrisiken“ identifiziert, überwacht und gemeldet werden müssen. Dieses Verständnis wäre nicht korrekt.
- Für „andere grosse Kreditrisiken“ gibt es keine zusätzlichen Limitierungen, resp. dies würde über die Basler Vorgaben hinausgehen. Die aktuelle Formulierung von Abs. 2 kann u.E. deshalb in dieser Form nicht stehen bleiben. Wir beantragen, Abs. 2 zu streichen oder wie folgt zu ändern:

*„² **Klumpenrisiken wie auch andere grosse Kreditrisiken gegenüber einer einzelnen Gegenpartei oder einer Gruppe verbundener Gegenparteien müssen von den Banken identifiziert und überwacht werden.**“*

Falls tatsächlich eine Begrenzung für „andere grosse Kreditrisiken“ erfolgen soll, ohne dass irgendwelche Vorgaben hierzu ersichtlich wären, ist zu befürchten, dass die Prüfgesellschaften und auch die FINMA – aufgrund des erheblichen Interpretationsspielraums – fortwährend andere Vorstellungen und Wünsche dazu entwickeln.

Art. 96 Abs. 4 und Art. 116: Doppelerwähnung

Art. 96 Abs. 1 hält allgemein gültig fest, dass alle bilanziellen und ausserbilanziellen Positionen des Bankenbuchs und des Handelsbuchs für die Berechnung der Position zu erfassen sind.

In Absatz 4 folgt eine Präzisierung hinsichtlich der Berücksichtigung von Buchwerten als Positionswerte für bilanzielle nicht-derivative Positionen im Bankenbuch.

In Art. 116 wird nochmals festgehalten, zu welchem Wert Positionen des Bankenbuchs in die Positionsberechnung einfließen sollen.

Aus unserer Sicht ist diese Doppelerwähnung nicht notwendig. Entweder kann Absatz 4 von Artikel 96 oder der gesamte Artikel 116 weggelassen werden.

Sollte der Absatz 4 von Artikel 96 gestrichen werden, empfehlen wir, die nachfolgende Ergänzung in Art. 117 vorzunehmen, damit die Behandlung der Einzelrückstellungen geregelt bleibt.

„Art. 117 Ausserbilanzpositionen

*Ausserbilanzpositionen, die im Bankenbuch aufgeführt sind, sind mit den Kreditumrechnungsfaktoren nach Anhang 1 in ihr Kreditäquivalent umzurechnen. **Einzelrückstellungen können abgezogen werden.** Handelt es sich dabei um Positionen gemäss*

Anhang 1 Ziffer 1.3, so ist jedoch ein Kreditumrechnungsfaktor von 0,1 anstelle von 0,0 anzuwenden.“

Art. 97 Abs. 2 Bst. b (LE§61): Obergrenze für Klumpenrisiken

Die Umsetzung von §61 des Basler Standards („Supervisory Framework for measuring and controlling large exposures“; LE) in Art. 97 Abs. 2 lit. b betreffend die Befreiung von Gegenparteien von der Obergrenze für Klumpenrisiken schränkt die im Basler Standard definierte Ausnahme auf Zentralregierungen und Zentralbanken ein, die eine Risiko-Gewichtung von 0% bei der Bestimmung der Mindesteigenmittel erhalten. Diese Auslegung ist konservativer als diejenige in LE§61, welche die Ausnahme für alle Zentralregierungen und ihre Zentralbanken zulässt. Während wir anerkennen, dass es der Basler Ausschuss den lokalen Jurisdiktionen überlässt, strengere Standards zu setzen, wo diese es als angemessen erachten, so sind wir dennoch der Ansicht, dass dies ein grosser Unterschied ist und dem Ziel für gleiche Wettbewerbsbedingungen in verschiedenen Jurisdiktionen widerspricht.

Wir schlagen daher vor, die Umsetzung dem Basler Standard anzupassen und die Ausnahme für alle Zentralregierungen und ihre Zentralbanken zuzulassen.

Damit wäre man auch im Einklang mit Art. 100 Abs. 4 lit. b, welcher regelt, dass Gesamtpositionen gegenüber Zentralbanken und Zentralregierungen von der Meldung der zwanzig grössten Gesamtpositionen ausgenommen sind

Art. 100: Meldung von grossen Kreditrisiken und Klumpenrisiken

Wir erachten es als sinnvoll und notwendig, dass Banken ihre Klumpenrisiken (wie bisher) und neu grosse Kreditrisiken (neu E-ERV Art. 95 Abs. 3) identifizieren und überwachen (müssen). Neu sollen im Rahmen eines umfangreichen Reporting neben den Klumpenrisiken auch die grössten Positionen den Prüfgesellschaften und FINMA übermittelt werden.

Insbesondere im Hinblick auf eine Kosten-/Nutzen- resp. Risiko-Betrachtung stellen wir das vorgesehene Reporting in Frage. Mit der Einführung einer umfassenden Reporting-Pflicht sowohl an die Prüfgesellschaften als auch an die FINMA erfolgt ein weiterer administrativer Aufwand, ohne dass aus den Unterlagen der Vernehmlassung klar hervor geht, welche bisherigen Mängel diese Massnahme notwendig machen und welcher Nutzen künftig daraus entsteht. Eine generelle Meldung der zwanzig grössten Gesamtpositionen (E-ERV Art. 100, Abs. 4, Bst. a) ergibt zudem keine nutzbringende Risikobetrachtung resp. keinen Mehrwert, wenn in der ERV kein Schwellenwert betreffend Grösse (z.B. 5% des anrechenbaren Kernkapitals) besteht.

Wir schlagen deshalb vor, den Status Quo für die Meldung der Klumpenrisiken beizubehalten und auf weitere Meldungen zu verzichten. Die Ergänzung in Art. 95 Abs. 3 zur Identifikation und Überwachung von grossen Kreditrisiken scheint uns jedoch ein Zugewinn (vorbehältlich der Klarstellung, siehe dazu unseren Input zu Art. 95).

Zum Meldeformular resp. zu Art. 100 möchten wir zudem noch folgendes bemerken:

- Gemäss Art. 100 Abs. 1 müssen die zwanzig grössten Gesamtpositionen pro Quartal oder Halbjahr gemeldet werden.

- Im Meldeformular, Seite „LARGEST“, Zelle B2 steht dagegen: „Einmal jährlich, per Stichtag 31.12., sind insgesamt 20 Positionen zu melden, zusätzlich zu den unter BULK sowie BEFORECRM gemeldeten Positionen.“
- Es stellt sich nun die Frage, welche Indikation anzuwenden ist. Wir bitten um eine diesbezügliche Klärung bzw. Anpassung der ERV.

Ferner haben wir zur Kenntnis genommen, dass gemäss Abs. 2 die Frist für die Einreichung der Meldung pro Quartal auf Einzelbasis von vier auf sechs Wochen verlängert wurde. Wir begrüssen diese Verlängerung.

In der aktuellen Fassung der Verordnung muss die halbjährliche Meldung auf Gruppenebene ebenfalls innert sechs Wochen eingereicht werden. Aufgrund der Komplexität auf Gruppenebene beantragen wir, diese Frist auf 8 Wochen bzw. zwei Monate nach Halbjahresstichtag zu erhöhen.

Art. 102 in Verbindung mit Meldeformular Seite „INTRAGROUP“: Materialitätsgrenze

Wir erachten es als unklar, aus welchem Dokument die Materialitätsgrenze „>2% Kernkapital“ im Meldeformular „INTRAGROUP“ (Zellen B7 und B36) für die Meldung gemäss Art. 102 abgeleitet wird.

Handelt es sich hier um eine Formalisierung der Punkte 18 und 19 in Bezug auf Wesentlichkeit aus dem FAQ „Konsolidierte Aufsicht von Banken und Effekthändlern“ oder existieren weiterführende Quellen?

Wir beantragen eine Präzisierung bzw. Klarstellung im Meldeformular.

Art. 103: Feste Übernahmezusage aus Emissionen

Im Zuge der Teilrevision soll Art. 103 ERV aufgehoben werden. Gemäss Erläuterungsbericht zur ERV-Anpassung (vgl. S. 8, unten) handelt es sich bei Art. 103 um eine Spezialregelung zu Emissionsgeschäften, welche eine Schweizer Sonderlösung darstellt und nicht mit den Basler Standards übereinstimmt. Gemäss Anhang 1 der ERV Ziffer 5.2 können solche Positionen mit einem einheitlichen Kreditkonversionsfaktor von 50% in ihr Kreditäquivalent umgerechnet werden.

Aus unserer Sicht ist die aktuelle Schweizer Regelung differenzierter und sinnvoller. Im Falle von festen Übernahmezusagen aus Emissionen schlagen wir vor, dass abgegebene Unterbeteiligungen und feste Zeichnungen weiterhin abgezogen werden können und die Kreditumrechnungsfaktoren gemäss Art. 103b weiter verwendet werden können.

Wir beantragen daher, an der bisherigen Regelung festzuhalten.

Art. 109: Gruppe verbundener Gegenparteien

Rechtlich selbständige Unternehmen der öffentlichen Hand gehören unter den aktuellen Vorschriften nicht in die Klumpenposition der öffentlichen Hand, sofern diese nicht für die Verbindlichkeiten der Unternehmen haftet, oder es sich bei den Unternehmen um Banken handelt. Das bedeutet, dass die Klumpenobergrenze heute für sämtliche

Unternehmen und Banken unabhängig der Verbundenheit zur öffentlichen Hand separat bindend ist.

Neu sollen nur noch Unternehmen der schweizerischen öffentlichen Hand und Banken eines Kantons von der Klumpenposition der öffentlichen Hand ausgenommen werden. Positionen gegenüber ausländischen Unternehmen der öffentlichen Hand würden in der Klumpenbetrachtung neu also in die Position der öffentlichen Hand einfließen. Da Positionen gegenüber Zentralregierungen zwar zu 100% zu gewichten sind, aber die Klumpenobergrenze gemäss Art. 97 Abs. 2 lit. a. ERV i.V.m. Anhang 2 Ziffer 1 ERV bei den Ratingklassen 1 und 2 nicht gilt, besteht keine Obergrenze mehr für Unternehmen und Banken, welche durch ausländische gut „geratete“ Zentralstaaten kontrolliert werden. Fällt das Rating dieser ausländischen Zentralstaaten weg, oder kommt es zu einem Downgrade in die Ratingklasse 3 oder tiefer, würde die Klumpenobergrenze unmittelbar gelten und allfällige Überschreitungen müssten innert kurzer Frist bereinigt werden. Wären mehrere Banken von solchen Auswirkungen betroffen, könnte es zu Instabilitäten im Finanzmarkt kommen.

Es wird deshalb beantragt, an der heutigen Regelung festzuhalten, so dass bei Unternehmen der öffentlichen Hand die Klumpenobergrenze generell auf Stufe der Unternehmen einzuhalten ist und weiterhin keine übermässigen Positionen in diesen Unternehmen aufgebaut werden können.

Aus den genannten Gründen schlagen wir vor, in Art. 109 Abs. 5 E-ERV das Wort „schweizerischen“ und in Art.109 Abs. 5 lit. b E-ERV die Worte „eines Kantons“ zu streichen.

Art. 111a: Gruppeninterne Positionen

In einer früheren Version der überarbeiteten ERV wurde in Art. 111a Abs. 1 lit. b geregelt, dass gruppeninterne Positionen gegenüber gewissen Gruppengesellschaften, welche Bestandteil einer subkonsolidierten Gruppe sind, die ihrerseits einer angemessenen Aufsicht untersteht, von der Obergrenze ausgenommen werden können. Diese Klarstellung ist für Banken, welche Holding Gesellschaften in ausländischen Jurisdiktionen haben, in denen die zuständige Aufsichtsbehörde die Holding Gesellschaft auf konsolidierter Ebene angemessen beaufsichtigt, von grosser Bedeutung. Um Klarheit und Kontinuität zu gewährleisten, ist es zentral, dass diese Behandlung auf einer klaren Regel basiert und nicht als Vereinfachung bzw. Ausnahme basierend auf Art. 112 ERV bilateral zwischen der FINMA und den jeweiligen Banken abgemacht wird.

Wir schlagen aus diesem Grund folgende Formulierung vor, die sich an der früheren Version von Art. 111a Abs. 1 lit. b orientiert, diesen jedoch einschränkt:

„die oberste rechtliche Einheit einer subkonsolidierten Gruppe ist, welche ihrerseits einer angemessenen (konsolidierten) Aufsicht untersteht.“

Erachtet es die FINMA dennoch als notwendig, diesen Artikel für gewisse Banken einzuschränken, kann Sie dies mittels Art. 112 als Verschärfung individuell regeln.

Art. 113: Gewichtung Schweizer Pfandbriefe

Für Schweizer Pfandbriefe wird ein Gewichtungssatz von 20% vorgeschlagen. Die Vorgaben auf Stufe des Basler Ausschusses beziehen sich generell auf Covered Bonds. Im Ausland emittierte Covered Bonds unterscheiden sich bezüglich der Struktur und Qualität allerdings wesentlich von Schweizer Pfandbriefen.

In der Schweiz dürfen gemäss Art. 1 Abs. 2 Pfandbriefgesetz (PfG) nur zwei spezialisierte Anstalten Schweizer Pfandbriefe emittieren. Dadurch verfügen Schweizer Pfandbriefe im Gegensatz zu ausländischen über eine zusätzliche Sicherungsstufe (Eigenmittel der Pfandbriefinstitute). Darüber hinaus übernehmen die Schweizer Pfandbriefinstitute verschiedene Kontroll- und Risikomanagementaufgaben. Im Gegensatz zu ausländischen Systemen haben die Schweizer Pfandbriefemittenten die gleichen Interessen wie die Investoren. Sie stellen in ihrem ureigenen Interesse sicher, dass der Deckungsstock der Mitgliedbanken quantitativ ausreichend und qualitativ erstklassig ist. Die gesetzliche Fokussierung auf zwei spezialisierte Emissionszentralen führt zudem, im Vergleich zu den Direktmissionen ausländischer Hypothekenbanken, zu einer integrierten Risikodiversifikation und verbesserter Marktliquidität. Das Schweizer Pfandbriefsystem verfügt über einen einmaligen Track Record und hat auch in Krisenzeiten bewiesen, wie ausserordentlich robust es konzipiert ist.

Das Schweizer Pfandbriefsystem mit seinen beiden Emissionszentralen verfügt – wie dargelegt – über viele stichhaltige Vorteile im Vergleich zu den ausländischen Covered Bond Systemen. Im Gegenzug ist die Anzahl der inländischen Emittenten sehr klein und die ausstehenden Volumen entsprechend grösser.¹

Würde nun der gemäss Basler Ausschuss definierte Gewichtungssatz von 20% ohne Anpassung für Schweizer Pfandbriefe übernommen, so würde das inländische System gegenüber ausländischen benachteiligt. Die kleine Anzahl Emittenten wirkt sich negativ auf das potenzielle Gesamtexposure aus, während die genannten risikomindernden Vorteile ignoriert werden. Zur Kompensation des negativen Effekts der geringen Anzahl Emittenten ist konsequenterweise ein geringerer Gewichtungssatz für Schweizer Pfandbriefe als für übrige Covered Bonds anzuwenden.²

Ein weiterer wesentlicher Grund ergibt sich bei der Betrachtung des Schweizer Kapitalmarktes: Knapp 1/3 aller Anleihen im Segment "CHF Domestic" der Schweizer Börse sind Schweizer Pfandbriefe. Diese geniessen nicht nur in punkto Sicherheit einen hervorragenden Ruf, sondern bilden auch ein breites und sehr liquides Marktsegment. Die Schweizer Pfandbriefe ermöglichen somit auch Banken ohne Hypothekargeschäft, ihre primär von Schweizer Kunden erhaltenen Gelder in grösseren Beträgen mit kleinstem Risiko und hoher Marktliquidität in der Schweiz zu investieren. Die Festsetzung des Gewichtungssatzes auf 20% für Schweizer Pfandbriefe setzt diesem Anlageprozess zu

¹ Zum Vergleich: In Deutschland gibt es 32 Emittenten mit durchschnittlich EUR 6 Mia Hypothekenpfandbriefen (Stand: Mai 2017; Quelle: BayernLB Research).

² Die Schweizer Gesetzgebung kennt analoge Ausnahmeregelungen für Schweizer Pfandbriefe beispielsweise im Rahmen der Anlagevorschriften für die Pensionskassen: Art. 54 Abs. 1 BVV2 definiert als Grundsatz eine Obergrenze für Forderungen gegenüber einem einzelnen Schuldner und Art. 54 Abs. 2 BVV2 gewährt als Spezialregelung die Überschreitung dieser Obergrenze für Forderungen gegenüber der Eidgenossenschaft und Forderungen gegenüber den schweizerischen Pfandbriefinstituten. Eine ähnliche Ausnahmeklausel kennt die Verordnung über die Anlagestiftungen (ASV).

enge Schranken. Mit einer nur noch sehr begrenzten Möglichkeit für Investitionen in Schweizer Pfandbriefe wären gewisse Institute gezwungen, vermehrt in ausländische Schuldner mit (deutlich) schlechterer Bonität und Währungsrisiken zu investieren, was aus einer Risikosicht wenig sinnvoll ist.

Zusätzlich ist anzumerken, dass in der EU gemäss Art. 400 Abs. 2 lit. a und Art. 493 Abs. 3 Capital Requirements Regulation (CRR) nationale Wahlrechte bestehen, wonach die europäischen Mitgliedstaaten Covered Bonds, mit einer Gewichtung von 0% in der Risikoverteilung berücksichtigen können. In Deutschland wurde beispielsweise von diesem Wahlrecht Gebrauch gemacht und dieses in §1 Nr. 1 Grosskredit- und Millionenkreditverordnung (GroMiKV) gesetzlich verankert. Im Rahmen der aktuellen Überarbeitungen sowohl der CRR als auch der GroMiKV gibt es bislang keine Anzeichen, dass es bei der Behandlung von Covered Bonds in der Risikoverteilung zu Änderungen kommt.

Aus den genannten Gründen schlagen wir vor, den Gewichtungssatz in Art. 113 lit. b bei 0%, maximal aber bei 10% anzusetzen, um dem im Vergleich zu Covered Bonds geringen Risiko von Schweizer Pfandbriefen, den Vorteilen der Emissionszentralen sowie der Regelung im nahen Ausland Rechnung zu tragen.

Art. 115 Abs. 1 lit. b: Positionsberechnung

Art. 115. Abs. 1 lit. b besagt, dass Positionswerte für Derivate des Banken- und auch Handelsbuches bezüglich des Kreditrisikos zugrunde liegender Vermögenswerte unter Annahme eines vollständigen Wertverlusts zu berechnen sind. Diese Vorgabe widerspricht dem Standard des Basler Ausschusses sowie auch dem FINMA-Rundschreiben in zwei wesentlichen Punkten:

1. LE§49 und Rz 25 FINMA-RS verlangen die Annahme eines vollständigen Wertverlustes für Optionen (nicht-lineare Instrumente), jedoch nicht für lineare Derivate.
2. Die relevanten Regeln des Basler Ausschusses (LE§47-49) sowie der FINMA (Rz 22 - 25) beziehen sich ausschliesslich auf Derivat-Positionen im Handelsbuch. Art. 115 bezieht sich hingegen auf Derivate des Banken- und auch Handelsbuches.

Um Konsistenz mit dem FINMA Rundschreiben und auch mit dem Standard des Basler Ausschusses zu schaffen, schlagen wir vor, dass Art. 115 Abs. 1 wie folgt angepasst wird:

„Abs. 1 (neuer Vorschlag)

Die Positionswerte für Derivate, die im Banken- und im Handelsbuch aufgeführt sind, sind bezüglich des Gegenpartei-Kreditrisikos nach Artikel 57 zu berechnen.

Abs. 1a (neuer Vorschlag)

Für nicht-lineare Derivate im Handelsbuch ist im Positionswert zusätzlich das Kreditrisiko der zugrunde liegenden Vermögenswerte (Underlyings) unter Annahme eines vollständigen Wertverlustes zu berechnen.“

Art. 119 Abs. 1 lit. a Berücksichtigung Netting

Gemäss Erläuterungsbericht zur ERV-Anpassung (S. 11) gelten die bestehenden risikomindernden Massnahmen nach Artikel 119 weiter. Es wird darauf hingewiesen, dass analog zu den Mindesteigenmittelvorschriften (vgl. Art. 61) in der ERV nur die Nennung der zulässigen Risikominderungstechniken in der Risikoverteilung erfolgt.

Artikel 61 Abs. 1 lit. a der Eigenmittelverordnung spricht in diesem Zusammenhang von gesetzlichem und vertraglichem Netting, nicht aber von bilanziellem Netting.

Wir bitten um Präzisierung, was unter dem Begriff bilanzielles Netting zu verstehen ist oder aber empfehlen, eine Anpassung der Begrifflichkeiten in Art. 119 Abs. 1 lit. a an die Begrifflichkeiten von Art. 61 Abs. lit. a vorzunehmen.

Art. 120: Eventualverpflichtungen und unwiderrufliche Zusagen

Die Bestimmungen von Art. 120 ERV sollen im Rahmen der Teilrevision aufgehoben und an den Basler Standard angeglichen werden. Gemäss Erläuterungsbericht zur ERV-Anpassung regeln neu Artikel 117 und Anhang 1 der ERV die anzuwendenden Kreditumrechnungsfaktoren für unwiderrufliche Zusagen. Aus unserer Sicht ist die aktuelle Regelung sinnvoller, da insbesondere unwiderrufliche Zusagen im Rahmen von Syndikatskrediten in einen Eigenanteil und einen zu syndizierenden Teil aufgeteilt und mit unterschiedlichen Kreditumrechnungsfaktoren in ihr Kreditäquivalent umgerechnet werden.

Wir beantragen daher, an der bisherigen Regelung festzuhalten und gegebenenfalls den bestehenden Artikel um die abweichende Behandlung von Positionen gemäss Anhang 1 Ziffer 1.3 der ERV zu ergänzen.

B) FINMA Rundschreiben 2019/XX (FINMA-RS)

Rz 6 – 10: Mindestkriterien Verbundenheit durch Kontrollverhältnis

Neu werden bezüglich verbundener Gegenparteien Mindestkriterien zur Verbundenheit durch Kontrollverhältnisse definiert. So soll mindestens geprüft werden, ob anhand von (i) Stimmrechtsvereinbarungen, (ii) dem Einfluss auf die Ernennung oder Entlassung des Verwaltungsorgans, der Geschäftsleitung oder der Überwachungsinstanz einer Gesellschaft oder (iii) einem erheblichen Einfluss auf die Geschäftsleitung eine Verbundenheit durch Kontrollverhältnisse vorliegt.

Anders als bei der Verbundenheit durch wirtschaftliche Abhängigkeit – diese ist erst ab eine Gesamtposition einer einzelnen Gegenpartei von 5% des anrechenbaren Kapitals zu prüfen (Art. 109 Abs. 3 E-ERV) – ist keine Mindestschwelle zur Prüfung bezüglich die Verbundenheit durch Kontrollverhältnisse definiert. In Rz 7 – 9 des FINMA-Rundschreiben-Entwurfs sind die Kriterien fest definiert. Mindestens die drei erwähnten Kriterien müssten somit bei jeder einzelnen Gegenpartei (auch bei Gegenparteien innerhalb kollektiver Kapitalanlagen und Verbriefungen) geprüft werden. Eine Offenlegungspflicht seitens der Gegenparteien zu den drei Kriterien besteht bei den meisten

Gegenparteien dabei nicht. Eine abschliessende Prüfung der Verbundenheit durch Kontrollverhältnisse ist in dieser Form operativ deshalb kaum zu bewerkstelligen.

Aus den genannten Gründen schlagen wir vor, dass analog zur Prüfung der Verbundenheit durch wirtschaftliche Abhängigkeit auch bei der Prüfung der Verbundenheit durch Kontrollverhältnisse eine geeignete Mindestschwelle (z.B. 5% des anrechenbaren Kapital) definiert werden soll und die Formulierung der zu prüfenden Kriterien so angepasst wird, dass diese Kriterien „typischerweise“ und nicht „mindestens“ zu prüfen sind.

Rz 23: Behandlung lineare Derivate

Gemäss Art. 100 Abs. 4 lit. d ERV müssen neu alle Positionen gegenüber zentralen Regierungen, die mindestens 10% des anrechenbaren Kernkapitals betragen, ausgewiesen werden.

Es ist uns nicht klar, ob zu diesen Positionen auch die zerlegten Staatsanleihen-Positionen der Derivate nach Rz 23 gezählt werden, obschon diese offensichtlich kein Kreditrisiko darstellen (siehe Beispiele in Rz 23 zu *Futures* und *Swaps*).

Sollte dies entgegen unseren Erwartungen der Fall sein, würden wir gerne wissen, zu welchem Land Euro-Positionen gezählt werden müssen.

Wir befürworten eine Klarstellung bzw. Erläuterung eventuell mittels Fussnote zu Rz 23.

Ferner bezieht sich Rz 23 auf LE§47, ohne jedoch LE§45 zu berücksichtigen, welcher auch an keiner anderen Stelle im Entwurf des Rundschreibens aufgenommen wurde, obwohl er hier von zentraler Bedeutung wäre. LE§45 definiert den Anwendungsbereich von BCBS283 Abschnitt F (Berechnung der Positionswerte für Positionen des Handelsbuchs), d.h. LE§46 – LE§50.

In LE§45 wird ausgeführt:

„The exposures considered in this section correspond to concentration risk associated with the default of a single counterparty for exposures included in the trading book (see paragraph 8). Therefore, positions in financial instruments such as bonds and equities must be constrained by the large exposure limit, but concentrations in a particular commodity or currency need not be.“

Zentral wird hier darauf hingewiesen, dass sich der Abschnitt auf Risiken im Zusammenhang mit dem Ausfall einer einzelnen Gegenpartei im Handelsbuch bezieht, also dem Kreditrisiko. Aus diesem Grund müssen Konzentrationen in Rohstoffen oder Währungen, welche keine Kredit-Komponente haben, nicht berücksichtigt werden. Das Gleiche gilt somit auch für Zinsgeschäfte.

Unseres Erachtens müsste dieser Punkt auch im FINMA-Rundschreiben festgehalten werden. Somit ist auch der Hinweis auf die Zerlegung eines Zins-Swaps wenig hilfreich. Wir erkennen, dass dieses Beispiel aus BCBS283, Fussnote 18 übernommen wurde. Jedoch bezieht sich BCBS283 lediglich auf „fixed“ sowie „floating interest rate exposure“. Aufgrund von LE§45 wird klar, dass es sich hierbei lediglich um ein illustratives Beispiel handelt. Die FINMA hat dies jedoch als „risikofreie Staatsanleihe“ in der entsprechenden Funding-Währung ausgelegt. Aufgrund von Art. 97 Abs. 2 lit. b sind

allerdings nicht alle Staatsanleihen unter den Risikoverteilungsvorschriften risikofrei. Dies stiftet unnötig Unsicherheit.

Wir schlagen vor, das Rundschreiben in Randziffer 22 in folgender Form zu ergänzen:

„... Es ist hierbei zu berücksichtigen, dass sich dieser Abschnitt (IV. Positionen im Handelsbuch) ausschliesslich auf Positionen und Risiken im Zusammenhang mit dem Ausfall einer einzelnen Gegenpartei im Handelsbuch bezieht. Somit sind Zins-, Rohstoff- und Währungsrisiken auszublenden.“

Zudem wäre es wünschenswert, wenn die FINMA das Beispiel des Zins-Swaps aus dem Rundschreiben streichen resp. klarstellen würde.

Rz 25: Ermittlung der Positionswerte

Randziffer 25 beschreibt die Berechnung des Kreditrisikos bei nichtlinearen Derivaten im Handelsbuch.

Bei der Durchsicht ist uns aufgefallen, dass im Abschnitt zweimal erwähnt wird, welcher Wert bei einer Call- oder Put-Option beizuziehen ist.

Wir empfehlen, den Satz: *„Im ersten Fall entspricht die Position daher dem Marktwert der Call-Option bzw. dem Ausübungspreis minus dem Marktwert der Put-Option.“* zu streichen.

Rz 46: Definition einer qualifizierten zentralen Gegenpartei

Der Abschnitt erscheint uns schwer lesbar. Wir empfehlen im Sinne der Einheitlichkeit von Definitionen, die Formulierung aus Rz 521 des FINMA-Rundschreibens 17/7 „Kreditrisiken Banken“ zu übernehmen.

Rz 521 lautet:

*„Eine **qualifizierte zentrale Gegenpartei (qualifying CCP, QCCP)** ist ein Unternehmen, das die explizite oder via Ausnahmegewilligung erteilte Lizenz hat, als CCP zu fungieren und dies für die angebotenen Produkte seitens der zuständigen Aufsichtsbehörde auch tun darf. Zusätzlich muss die CCP ihren Sitz in einer Jurisdiktion haben, in der sie aufsichtsrechtlich überwacht wird und die zuständige Aufsichtsbehörde öffentlich bekannt macht, dass die lokalen Vorschriften und Regulierungen fortlaufend mit den CPSS IOSCO-Prinzipien für Finanzmarkinfrastrukturen³⁵ konsistent sind.“*

Rz 49: Positionen aus Clearing-Aktivitäten

Die Unterscheidung zwischen getrennt gehaltenen und nicht getrennt gehaltenen Einschusszahlungen ist nicht definiert und damit nicht bzw. unterschiedlich interpretierbar. Zudem wird in Abweichung zu den Eigenmittelvorschriften keine „Portabilität“ erwähnt.

„Getrennt (Segregation) gehaltene und übertragbare (Portabilität) Einschusszahlungen (Initial Margins)“

„Nicht getrennt (Segregation) gehaltene und übertragbare (Portabilität) Einschusszahlungen (Initial Margins)“

Wir beantragen weitere textliche Erläuterungen zur Trennung.

Zudem wird für die Berechnung der Mindesteigenmittel der Buchwert beigezogen und nicht der Nominalwert. Das finanzielle Verlustpotential der Bank bezieht sich auf den

Buchwert. Aus diesem Grund sind wir der Meinung, dass der Buchwert als Bezugsgrösse für die Position beigezogen werden sollten.

Rz 61: Ausgleich von Bestandesänderungen

Diese Randziffer ist nur schwer verständlich. Wir empfehlen, die Formulierung wie folgt anzupassen:

„[LE§70] In Ergänzung zu den in Rz 56–59 genannten zugelassenen Aktiven dürfen zum Ausgleich von Bestandsveränderungen ~~im Deckungspool~~ und zur Absicherung der Risiken der gedeckten Schuldverschreibung temporär im Deckungspool Barmittel oder kurzfristige liquide und sichere Forderungen sowie Derivate gehalten werden.“

Rz 65: Bestimmung der zu berücksichtigenden jeweiligen Gegenparteien

Diese Randziffer ist nur schwer verständlich. Wir empfehlen die Formulierung wie folgt anzupassen:

*„... anrechenbaren Kernkapitals. Der Nachweis **gilt als erbracht**, wenn die gesamte Position der Bank für alle Aktiven einer Struktur geringer als 0.25 % ihres anrechenbaren Kernkapitals **ist**.“*

Rz 67: Anpassung der Formulierung

Wir schlagen vor, den letzten Satz an die Formulierung des BCBS-Textes in der deutschen Fassung anzulehnen.

„... Gegenpartei „unbekannter Kunde“ zuordnen. Die Bank muss sämtliche nicht-identifizierten Positionen der Gegenpartei „unbekannter Kunde“ ohne Verrechnung ~~zuweisen~~ aggregieren.“

Rz 78: Verweis auf Rz 71

Die Randziffer 78 wird nur durch Konsultation des BCBS-Dokumentes klar verständlich.

Wir empfehlen, einen Verweis auf Randziffer 71 analog den Vorgaben des Basler Ausschusses anzubringen.

Rz 80 und Rz 89: Zwang zur Anwendung der risikomindernden Massnahmen

Zur Ermittlung der Mindesteigenmittel für Kreditrisiken stehen den Instituten gemäss Art 62 ERV sowohl ein einfacher Ansatz, bei dem die besicherten Positionsanteile der Position des Sicherungsgebers zugeordnet werden, als auch ein umfassender Ansatz, bei welchem unter der Anwendung von Haircuts die Nettoposition berechnet wird, zur Verfügung. Dabei gilt für CHF-Repogeschäfte unter den Bedingungen gemäss FINMA-Rundschreiben 17/7 „Kreditrisiken Banken“ (vgl. Rz 250 ff.) explizit ein Haircut von 0. Weiterhin können Sicherheiten auch nicht berücksichtigt werden.

In der aktuell geltenden ERV wird die Anrechnung von Sicherheiten zur Ermittlung der Gesamtposition in Art. 117 und 118 geregelt. Analog zur Ermittlung der Position für die Berechnung der Mindesteigenmittel stehen in Art. 117 und 118 ein einfacher und ein umfassender Ansatz zur Verfügung. Darüber hinaus steht es den Instituten frei, unab-

hängig vom Vorgehen zur Ermittlung der Mindesteigenmittel, die Sicherheiten bei der Positionsermittlung zur Bestimmung von Risikokonzentrationen auch überhaupt nicht zu berücksichtigen (KANN-Formulierungen).

In den Anhörungsunterlagen finden sich die Ausführungsbestimmungen zur Positionsermittlung im FINMA-Rundschreiben 2019/xx „Risikoverteilung Banken“. Von Bedeutung sind hier insbesondere Rz 80 und Rz 89.

Rz 80 verknüpft die Anwendung von risikomindernden Massnahmen bei der Ermittlung der Mindesteigenmittel mit der Anwendung von risikomindernden Massnahmen zur Ermittlung von Risikokonzentrationen mittels MUSS-Formulierung. Werden demnach Risikominderungen bei der Ermittlung der Mindesteigenmittel berücksichtigt, sind diese zwingend auch zur Positionsbestimmung im Rahmen der Ermittlung von Risikokonzentrationen anzuwenden.

Währendem Rz 80 isoliert betrachtet als sinnvolle Vorgabe erscheint, gewinnt sie in Verbindung mit Rz 89 übermässig an Schärfe. Die in Rz 89 geforderte Erfassung der Position gegenüber dem Risikominderungsgeber ist gleichbedeutend mit der Streichung des umfassenden Ansatzes zur Berücksichtigung von Risikominderungen bei der Bestimmung von Konzentrationsrisiken. Die Institute werden gezwungen, im Rahmen der Risikoverteilungsvorschriften einen einfachen Ansatz zu akzeptieren, sofern sie bei der Bestimmung der Mindesteigenmittel den umfassenden Ansatz zur Berücksichtigung von Sicherheiten anwenden wollen. Die Ermittlung der besicherten Positionanteile ist zudem unter Berücksichtigung von Haircuts durchzuführen. Der einfache Ansatz muss also zusätzlich noch komplex ermittelt werden.

Die MUSS-Formulierung in Rz 89 schliesst weiter aus, Risikominderungsmassnahmen bei der Bestimmung von Konzentrationsrisiken zu ignorieren. Hinsichtlich der daraus resultierenden Konsequenzen insbesondere für das CHF-Repogeschäft verweisen wir auf die untenstehenden Ausführungen.

Double-Default-Annahme (Rz 89)

In Kapitel 7.15 des Erläuterungsberichts begründet die FINMA Rz 89 damit, dass es die Rolle der Risikoverteilungsvorschriften sei, grundsätzlich von extremen Ereignissen auszugehen. Wir nehmen diese Annahme mit Befremden zu Kenntnis. Aus unserer Sicht dienen die Vorgaben dazu, dass Finanzinstitute auch in wirtschaftlich schwierigen Zeiten genügend kapitalisiert bleiben. Gleichzeitig sind die Rahmenbedingungen in der Form festzulegen, dass die schweizerischen Institute auch im internationalen Vergleich konkurrenzfähig bleiben. Kapitalanforderungen und Risikoverteilungsvorschriften an extremen Stressszenarien auszurichten, erachten wir als den falschen Weg. Die Aufsichtsbehörde verfügt neben den Rundschreiben und der ERV über eine genügend breite Palette weiterer Instrumente (Stresstests, Eigenkapitalplanungen, Stabilisierungspläne, Notfallpläne, ...) mit welchen sie die Stressresistenz einer Bank in Double Default Szenarien prüfen kann.

Auswirkungen auf den Repo-Markt Schweiz

Besonderes Augenmerk ist auf die potentiellen Auswirkungen des FINMA-RS 2019/XX „Risikoverteilung – Banken“ auf den Repo-Markt Schweiz zu legen. Gemäss den Ausführungen in den vorhergehenden Abschnitten wäre bei Reverse-Repogeschäften (sofern das Institut die risikomindernden Massnahmen bei der Ermittlung der Mindestei-

genmittel zur Anwendung bringen will, wovon auszugehen ist) das als Sicherheit gelieferte Collateral vollumfänglich den jeweiligen Gegenparteien anzurechnen.

Die Abwicklung von Repogeschäften erfolgt über die SIX Handelsplattform CO:RE und ist hochstandardisiert. Die Lieferung von Collaterals erfolgt dabei nach dem CTD-Prinzip und ist nicht beeinflussbar. Die Inkraftsetzung des Rundschreibens 2019/xx Risikoverteilung Banken in der vorgeschlagenen Form würde im Zusammenhang mit dem Repogeschäft dazu führen, dass die Institute unerlaubte Klumpenpositionen nicht vermeiden könnten. Die Einhaltung der Risikoverteilungsvorschriften könnte ausschliesslich dann sichergestellt werden, wenn die Summe aller Repogeschäfte auf die erlaubte Klumpenobergrenze beschränkt würde, und gleichzeitig alle als Repo-Collateral zugelassenen Emittenten für andere Finanzmarkttransaktionen gesperrt würden. Da das Rundschreiben auch eine Nichtberücksichtigung der risikomindernden Massnahmen ohne negative Auswirkungen auf die Mindesteigenmittel untersagt (Rz 80), würde dies für die meisten Institute de facto den Ausstieg aus dem Repogeschäft bedeuten. Substituiert würde das Repogeschäft mit unbesicherten Interbankengeschäften, mit welchen sich die Risikoverteilungsvorschriften effektiv einhalten liessen. Aus der Perspektive der Finanzmarktstabilität sollten regulatorische Vorgaben den Marktteilnehmern aber keinesfalls Anreize liefern, vom besicherten ins unbesicherte Geschäft auszuweichen – umso mehr, als dass der unbesicherte Geldmarkt im Stressfall im Gegensatz zum Repo-Markt sehr schnell zum Erliegen kommt.

Aus den genannten Gründen schlagen wir folgende Anpassungen vor:

- Da es sich bei erhaltenen Sicherheiten um indirekte Forderungen handelt, erachten wir die bisherigen Regelungen zur Überwachung der Konzentrationen als angemessen (Art. 118 Abs. 4 ERV) und schlagen vor, die Rz. 89 wie folgt zu formulieren:

„Nimmt eine Bank durch eine anerkannte Risikominderung eine Reduktion ihrer Position gegenüber der ursprünglichen Gegenpartei vor, sind die daraus entstehenden Konzentrationsrisiken angemessen zu überwachen.“

- Zusätzlich könnten der FINMA Überschreitungen von bestimmten Konzentrations-Schwellenwerten regelmässig gemeldet werden.

Im Zusammenhang mit SA-CCR ist weiter zu bedenken, dass der Einfluss von Sicherheiten auf die Berechnung nicht linear verläuft. Eine Erfassung der einzelnen Sicherheiten für die Berechnung der Klumpenrisiken ist daher operativ schwierig umsetzbar.

Rz 83: Laufzeitkongruenzen

Im FINMA-Rundschreiben „Kreditrisiken – Banken“ vom 7.12.2016 wird die Anerkennung von Laufzeitinkongruenzen für Absicherungen unter Rz 134 beschrieben. Nun erfolgt in Rz 83 eine angepasste Beschreibung.

Daraus ergibt sich eine Unsicherheit, ob mit der Neuformulierung eine Änderung beabsichtigt ist und wo diese liegt.

Wir empfehlen, entweder die alte Formulierung in Rz 134 FINMA-RS „Kreditrisiken – Banken“ (vom 7.12.2016) zu übernehmen oder im Erläuterungsbericht der FINMA auf

die Neuformulierung in Rz 83 und die damit verbundenen inhaltlichen Änderungen hinzuweisen.

18

Rz 90: Erfassen von Positionen gegenüber Risikominderungsgebern

Diese Randziffer regelt, dass selbst wenn die Bank eine durch ein Kreditderivat abgesicherte Position gegenüber einer von den Risikoverteilungsvorschriften ausgenommenen Gegenpartei hat, eine Position gegenüber Risikominderungsgebern zu erfassen ist. Dies ist jedoch inkonsistent mit dem Standard des Basler Ausschusses. Hier wird der Sachverhalt in LE§64 geregelt, welcher LE§43 referenziert. Der letztere bezieht sich direkt auf LE§42. Hier wird bestimmt, in welchem Fall eine Position aufgrund von risikomindernden Massnahmen reduziert werden muss. LE§43 und im Umkehrschluss auch LE§64 beziehen sich somit explizit nur auf Positionen, bei welchen die Risikominderung auch für die Bestimmung der Mindesteigenmittel angewendet wurde.

Dieser Zusammenhang geht in der FINMA-Übersetzung verloren, da die Referenz auf Rz 22 sowie Rz 35 nicht explizit genug dargelegt ist. Es wird nicht klar genug beschrieben, dass die Bank eine Position gegenüber der Kreditderivat-Gegenpartei nur dann ausweisen muss, wenn die risikomindernde Massnahme auch bei der Berechnung der Mindesteigenmittel verwendet wurde.

Wir schlagen folgende Formulierung vor:

„Hat eine Bank eine durch ein Kreditderivat abgesicherte Forderung gegenüber einer von den Risikoverteilungsvorschriften ausgenommenen Gegenpartei, dann muss dennoch die Bank eine Forderung gegenüber der Kreditderivat-Gegenpartei ausweisen, wenn die risikomindernde Massnahme bei der Berechnung der Mindesteigenmittel verwendet wurde wie in Rz 80 beschrieben (vgl. Rz 22 und 35).“

Nebenbemerkung: Der Verweis auf Rz 17 ergibt unseres Erachtens keinen Sinn und sollte entweder angepasst oder gelöscht werden.

Erläuterungsbericht zum Rundschreiben

Seite 6/9: Erleichterungen für Banken der Kategorie 3

Der Erläuterungsbericht der FINMA hält auf Seite 6/29 fest, dass die Regeln gemäss der Strategie des Bundesrats für alle Banken der Kategorien 1-3 entlang den Basler Standards umgesetzt werden sollen. Ausnahmen im Sinne von Erleichterungen und eine Anwendung des Proportionalitätsprinzips sind lediglich für Banken der Kategorien 4 und 5 vorgesehen. Die gewährte Erleichterung betrifft insbesondere die Behandlung von Fonds im Bankenbuch gemäss Rz 65-68 des Rundschreibens.

Wie bereits im Rahmen der letzten Anhörung zur Eigenmittelunterlegung von Fonds im Bankenbuch vorgebracht und von der FINMA letztlich auch berücksichtigt, ist mit denselben Argumenten die Erleichterung für Fondspositionen auch für Banken der Kategorie 3 vorzusehen. Dies natürlich nur dann, wenn der von der FINMA für die Kategorien 4 und 5 vorgesehene Grenzwert überschritten wird. Gehen wir bspw. Von einem Eigenkapital einer Kategorie 3 Bank in der Höhe von CHF 1,5 Mrd. aus, würde eine Nichtgewährung der Erleichterung bedeuten, dass bereits eine Position ab einer Grösse von 3,75 Mio. (0.25%) zerlegt und zugeordnet werden müsste, beim Grenzwert von 2% steigt diese Grösse auf 30 Mio., was angemessener erscheint.

Die in Rz 68 E-FINMA-RS vorgesehene Erleichterung für Banken der Kategorien 4 und 5 (Schwellwert, ab dem eine «Durchschau» vorzunehmen ist, liegt bei 2% anstelle 0,25% des Kernkapital) geht für uns zu wenig weit. Banken der Kategorie 3 bis 5 sollen deshalb grundsätzlich vom „Look Through“-Ansatz befreit werden, oder der Schwellwert ist auf 5% zu erhöhen.

19

Wir bedanken uns für die wohlwollende Prüfung unserer Kommentare und Anliegen. Für allfällige Rückfragen oder eine vertiefte Erörterung unserer Stellungnahme stehen wir Ihnen selbstverständlich jederzeit gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
Schweizerische Bankiervereinigung



Markus Staub



Lukas Hetzel

Geschäftsstelle

Wallstrasse 8
Postfach
CH-4002 Basel

Telefon 061 206 66 66
Telefax 061 206 66 67
E-Mail vskb@vskb.ch



Verband Schweizerischer Kantonalbanken
Union des Banques Cantionales Suisses
Unione delle Banche Cantionali Svizzere

Eidgenössisches Finanzdepartement
EFD
Herr Oliver Zibung
Rechtsdienst SIF
Bundesgasse 3
CH-3003 Bern

rechtsdienst@sif.admin.ch

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht
FINMA
Herr Uwe Steinhauser
Laupenstrasse 27
CH-3003 Bern

uwe.steinhauser@finma.ch

Datum 11. Juli 2017
Kontaktperson Marilena Corti
Direktwahl 061 206 66 21
E-Mail m.corti@vskb.ch

Stellungnahme der Kantonalbanken zur Änderung der Eigenmittelverordnung (Leverage Ratio und Risikoverteilung) und zur Totalrevision des FINMA-Rundschreibens «Risikoverteilung Banken»

Sehr geehrter Herr Zibung,
Sehr geehrter Herr Steinhauser,
Sehr geehrte Damen und Herren,

Am 7. April 2017 haben das Eidgenössische Finanzdepartement (EFD) und die Eidgenössische Finanzmarktaufsicht (FINMA) die Vernehmlassung zur Änderung der Eigenmittelverordnung (E-ERV) und die Anhörung zur Totalrevision des Rundschreibens «Risikoverteilung – Banken» (E-FINMA-RS) eröffnet. Mit den Revisionen sollen zwei Ergänzungen der internationalen Rahmenvereinbarung Basel III umgesetzt werden: die nicht-risikobasierte Höchstverschuldungsquote («Leverage Ratio») sowie neue Regeln zur Risikoverteilung.

Experten aus unserer Bankengruppe haben die Entwürfe eingehend geprüft. Die Kantonalbanken unterstützen sowohl die Einführung einer Mindestanforderung bezüglich einer Leverage Ratio sowie im Grundsatz die Änderungen in den Risikoverteilungsvorschriften.

Gerne nutzen wir die Möglichkeit, Ihnen unsere wichtigsten Anliegen darzulegen. Infolge des inhaltlichen Zusammenhangs der beiden Vorlagen erlauben wir uns, Ihnen unsere Kommentare in einer konsolidierten Stellungnahme zukommen zu lassen.

Zusammenfassung der Hauptanliegen der Kantonalbanken:

- **Ständige Regeländerungen** bedeuten eine erhebliche Belastung für Banken. **Pragmatische Erleichterungen** für kleine und mittelgrosse Banken sind deswegen **notwendig**.
- **Indirekte Positionen sollen nicht in die Berechnung der Gesamtposition einfließen**. Eine **Gleichbehandlung von direkten und indirekten Positionen bedeutet eine unnötige Verschärfung** gegenüber der heutigen Situation, welche weder angemessen noch ökonomisch sinnvoll ist.
- Es sollte auf **unverhältnismässige und nutzlose Reporting-Pflichten verzichtet werden**. Wir fordern, bei der **Meldung der Klumpenrisiken die heutige Regelung beizubehalten** und auf weitere Meldeanforderungen zu verzichten.
- Die Kantonalbanken sprechen sich für die **Beibehaltung der bestehenden 50%-Regel bei der Wohnliegenschaftsfinanzierung aus**. Ein Wegfall dieser Regelung bringt lediglich zusätzlichen Aufwand für Banken, ohne erkennbaren Nutzen.
- Eine **20%-Gewichtung für Pfandbriefe sollte nicht eingeführt werden**. Damit würden das Level Playing Field mit der EU gewahrt bleiben und die Pfandbriefe, welche für die Finanzmarktstabilität wichtig sind, nicht unnötig unattraktiv gemacht.

A. Allgemeine Bemerkungen

1. Pragmatische Erleichterung für kleine und mittelgrosse Banken sind nötig

Die laufend zunehmende Regulierungsdichte, die ständigen Regeländerungen und vor allem die immer komplexer werdenden Berechnungen im Eigenmittelbereich, bedeuten insbesondere für kleine und mittlere Banken eine erhebliche Belastung. Die Berechnung der Eigenmittel und der Klumpenrisiken sollte aber mit verhältnismässigem Aufwand erfolgen können. Insbesondere für kleine und mittelgrosse Banken aber sind robust kalibrierte und einfach gehaltene Ansätze zur Eigenmittel- und Klumpenberechnung wesentlich. Denn eine höhere Komplexität ist der Stabilität auf dem Finanzmarkt abträglich, da sie letztlich zu Lasten der Vielfalt und Diversität auf dem Finanzplatz geht. Mehr Stabilität bietet primär eine höhere Eigenmittelausstattung, die durch Einführung von Puffern und konservativen Berechnungsmethoden bereits erreicht wurde. Weitere Anpassungen der Berechnungsverfahren sind hingegen kontraproduktiv.

Die Komplexität und die laufenden Änderungen führen dazu, dass Banken sowie deren Bankensoftware-Provider vor hohe Herausforderungen gestellt werden. Diese zu meistern, ohne dass die Systeme mit hohem manuellem Aufwand bedient werden müssen, ist kaum mehr möglich. Ziel sollte es aber sein, Regulierungskosten zu senken und nicht zu erhöhen. Eine pragmatische Umsetzung der Basler-Regulierungen und die konsequente Ausschöpfung des Ermessensspielraums, welcher der Basler-Ausschuss den nationalen Behörden zugesteht, sind für kleine und mittelgrosse Banken daher zentral. Wir bitten das EFD und die FINMA darum, dem bei der Überarbeitung der Entwürfe besser Rechnung zu tragen.

Ergänzend zu der im Herbst 2015 durchgeführten Wirkungsstudie (*Quantitative Impact Study*, QIS) wird parallel zur Vernehmlassung eine breiter angelegte QIS durchgeführt («parallele QIS»). Diese wurde notwendig, da die Effekte aufgrund gewisser Gewichtungserhöhungen für die Berechnung von Klumpenrisiken insbesondere für Pfandbriefe und Wohnliegenschaften auf kleinere Banken nach der ersten QIS nicht aussagekräftig genug waren (Erläuterungsbericht EFD, S. 20). Zudem wurde in der ersten QIS verpasst, gewisse Effekte auf nationaler Ebene zu analysieren: Kreditgewährung an Kantone und Gemeinden sowie Beschränkung des liquiden Investitionsuniversums für jene Banken, die schon Pfandbriefpositionen haben. Es gilt zu bedenken, dass nebst den Gewichtungen für Pfandbriefe und Wohnliegenschaften auch die Gewichtungen für Kredite an Gemeinden und übrige öffentlich-rechtliche Körperschaften (Art. 113 E-ERV) sowie für unbenutzte Kreditlimiten und für kurzfristige Exposures gegenüber Banken erhöht wurden.

Die Kantonalbanken sind der Ansicht, dass die Effekte der Anpassungen der Risikoverteilungsvorschriften im Rahmen einer Regulierungsfolgenabschätzung (RFA) zu einem früheren Zeitpunkt hätten geprüft werden sollen und anstelle einer «verspäteten» QIS. Generell sehen wir das Instrument der QIS in der vorliegenden Form kritisch, da die Gefahr besteht, dass Regulierungen vorweggenommen werden, bevor sie beschlossen wurden.

Die beabsichtigten Änderungen, speziell die Regelungen der direkten und indirekten Positionen sowie generell das Reporting zur Risikoverteilung, steigern die Komplexität der Eigenmittel- und Klumpenberechnung nochmals beträchtlich. Sie werden erheblichen Aufwand und Kosten verursachen. Wir fordern im Hinblick auf die Umsetzung pragmatische Lösungen, damit insbesondere kleine und mittelgrosse Banken nicht noch stärker belastet werden.

Wir sehen das gewählte Vorgehen des EFD und der FINMA bezüglich einer parallelen QIS kritisch. Künftig sollten Regulierungsfolgenabschätzungen durchgeführt werden, welche bereits in einem frühen Stadium der Erarbeitung von neuen Regulierungen erfolgen.

2. Einführung einer Mindestanforderung bzgl. Leverage Ratio ist sinnvoll

Wir begrüßen die Einführung einer Mindestanforderung bezüglich der nicht-risikobasierten Höchstverschuldungsquote (Leverage Ratio). Die Leverage Ratio ist aus Sicht der Kantonalbanken ein positives Beispiel für eine Kennzahl, die einfach ist und Transparenz schafft.

3. Verzicht auf unverhältnismässige und nutzlose Reporting-Pflichten

Wir erachten es als sinnvoll und notwendig, dass Banken (wie bisher) ihre Klumpenrisiken und neu grosse Kreditrisiken (Art. 95 Abs. 3 E-ERV) identifizieren und überwachen. Neu sollen aber mittels umfangreichem Reporting nebst den Klumpenrisiken auch die 20 grössten Positionen – unabhängig davon, ob diese Klumpenrisiken sind oder nicht – sowohl an die Prüfgesellschaften als auch an die FINMA gemeldet werden (Art. 100 Abs. 2 und 4 E-ERV).

Insbesondere im Hinblick auf eine Kosten-Nutzen-Betrachtung stellen wir ein solch umfangreiches und kostenintensives Reporting dezidiert in Frage. Mit der Einführung umfassender Meldepflichten sowohl an die Prüfgesellschaften als auch an die FINMA erfolgt ein immenser Bürokratieaufbau bei Banken und der FINMA, dem kein angemessener Zusatznutzen gegenübersteht. Eine generelle Meldung der zwanzig grössten Gesamtpositionen (Art. 100, Abs. 4, Bst. a E-ERV) bedeutet gerade für kleine und mittlere Banken, die bspw. insgesamt weniger als 20 Klumpenrisiken gemäss Definition der E-ERV aufweisen, einen enormen und völlig ungerechtfertigten Zusatzaufwand.

Wir fordern, bei der Meldung der Klumpenrisiken die heutige Regelung beizubehalten und auf weitere Meldeanforderungen zu verzichten.

4. Nicht nachvollziehbare Aufhebung der 50%-Grenze in der Wohnliegenschaftsfinanzierung

Wohnliegenschaften sollen neu vollständig – und nicht wie bisher zu 50% des Verkehrswerts – in die Berechnung des aktivseitigen Klumpenrisikos einfließen. Diese Bestimmung war ursprünglich als Vereinfachung der EU-Vorschriften gedacht und sollte beibehalten werden (Erläuterungsbericht der FINMA zur Änderung der ERV und zur Totalrevision des FINMA-RS 08/23 «Risikoverteilung Banken» in Sachen Risikoverteilung, Erläuterungsbericht FINMA, S. 26). Ohne stichhaltige Begründung führt die FINMA nun eine Verschärfung ein, die in erster Linie dazu führt, dass mehr meldepflichtige Klumpenrisiken entstehen, welche aufwändig rapportiert werden müssten, ohne einen erkennbaren Nutzen zu bringen.

Die Kantonalbanken fordern die Beibehaltung der bestehenden 50%-Regel bei der Wohnliegenschaftsfinanzierung.

5. Wegfall der Möglichkeit zur Überschreitung der Obergrenze

Überschreitungen des Grenzwerts von 25% sollen künftig für sämtliche Banken nicht mehr zulässig sein. Mit dem Wegfall von Art. 116 ERV würde eine Erleichterung für das Interbankengeschäft von Banken der Kategorien 3 bis 5 grundlos gestrichen. Art. 116 ERV besagt, dass die Obergrenze für einzelne Klumpenrisiken gegenüber Banken, die den Kategorien 3 bis 5 angehören, sich auf 100 Prozent belaufen kann, sofern diese Klumpenrisiken weniger als 250 Millionen Franken betragen oder 250 Millionen Franken, sofern die anrechenbaren Eigenmittel zwischen 250 und 1000 Millionen Franken betragen. Mit der Streichung von Art. 116 ERV wird die bestehende Regulierung insbesondere für kleinere Banken verschärft und gleichzeitig werden auch temporäre Grenzwertüberschreitungen, auch wenn diese durch freie Eigenmittel gedeckt wären, verunmöglicht. Wir sehen darin eine unnötige Verschärfung und Einschränkung zu Lasten kleiner und mittelgrosser Banken.

Wir beantragen deshalb, die aktuelle Regelung gemäss Art. 116 ERV beizubehalten.

B. Zu den einzelnen Bestimmungen

Entlang dem Aufbau der E-ERV resp. des E-FINMA-RS beziehen wir nachfolgend zu einzelnen Artikeln resp. Randziffern (Rz) Stellung, wobei die Wichtigkeit unserer Anliegen aus der Zusammenfassung (vgl. oben) hervorgeht.

Art. 95 Abs. 2 E-ERV: Schaffung von Klarheit durch Umformulierung

Art. 95 Abs. 2 E-ERV sowie der dritte – auch als Abs. 2 bezeichnete – Absatz regeln den Umgang mit grossen Kreditrisiken. Aus unserer Sicht ist der Entwurf hinsichtlich des Identifikations- und Überwachungsgegenstands nicht hinreichend klar. Es könnte zu ungewollten Fehlinterpretationen kommen, sodass nur Kreditrisiken, nicht aber Klumpenrisiken identifiziert und überwacht würden. Dies sollte entsprechend präzisiert werden. Zudem regen wir an, auf eine «Begrenzung» von grossen Kreditrisiken zu verzichten. Den Erläuterungsberichten kann nicht entnommen werden, dass eine Begrenzung von Kreditrisiken jemals beabsichtigt war. Der mit der «Begrenzung von Kreditrisiken» einhergehende Interpretationsspielraum könnte aufgrund der fehlenden Ausführungen die Prüfgesellschaften dazu verleiten, mit unverhältnismässigen Anforderungen an Banken heranzutreten. Ein solch unnötiger Aufwand könnte einfach vermieden werden, wenn Art. 95 E-ERV wie folgt umformuliert würde:

² ~~Klumpenrisiken wie auch A~~andere grosse Kreditrisiken gegenüber einer einzelnen Gegenpartei oder einer Gruppe verbundener Gegenparteien müssen von den Banken ~~begrenzt identifiziert und überwacht~~ werden.

² ~~Diese müssen solche grossen Kreditrisiken identifizieren, überwachen und entsprechende Meldepflichten beachten.~~

³ ~~Die entsprechenden Meldepflichten müssen beachtet werden.~~

Art. 96 Abs. 5 E-ERV: Klärung der Vorgabe

Die Anforderung des Einbezugs von risikogewichteten Positionen mit 1'250 Prozent in die Gesamtposition ist nicht nachvollziehbar. Wir sind der Ansicht, dass aktuell nur folgende Positionen eine Risikogewichtung von 1'250 Prozent erreichen können: VKV (Fallback-Ansatz), Verbriefungen, ausgefallene Positionen > 46 Tage, nicht qualifizierte CCP's. Weshalb es nun für diese Positionen den Wortlaut unter Abs. 5 braucht, bleibt für uns offen. Wir bitten daher um eine Präzisierung der Vorgabe.

Art. 102 E-ERV: Klärung der Rechtsgrundlage für die Materialitätsgrenze von 2%

Aus unserer Sicht ist unklar, woraus für die Meldung nach Art. 102 E-ERV die Materialitätsgrenze von «> 2% Kernkapital» (Zellen B7 und B36 im Meldeformular) abgeleitet wird. Wir sind der Ansicht, dass solche Schwellenwerte aus den übergeordneten Rechtserlassen entnommen sein müssten.

Art. 109 E-ERV: Weitere Präzisierungen und Erleichterungen zur Überwachung der 5%-Grenze

Die vorgesehene Definition einer Gruppe verbundener Gegenparteien wurde im E-ERV im Vergleich zur bestehenden Regelung umgestellt sowie gekürzt. Im Gegenzug wurde der E-FINMA-RS entsprechend ergänzt (Rz 6 ff.). Trotzdem bestehen Zweifel, ob damit die notwendige Klarheit geschaffen wurde. Unseres Erachtens ist der bestehende Interpretationsspielraum nach wie vor zu gross und sollte weiter eingegrenzt werden.

Die in Art. 109 Abs. 3 E-ERV enthaltene Regelung bedeutet zwar grundsätzlich eine deutliche Vereinfachung. Sie birgt aber die Gefahr, dass bei einer Überschreitung der 5%-Grenze aufgrund vorgängig nicht abgeklärter Abhängigkeiten von Gegenparteien Klumpenrisiken entstehen könnten. Die Überwachung der 5%-Grenze muss deshalb aus unserer Sicht permanent gewährleistet sein, was nur mit einem gewissen Aufwand zu bewerkstelligen ist. Damit dies nicht zu unverhältnismässigen Belastungen führt, sollten entsprechende Ausnahmefälle vorgesehen werden.

Art. 113 E-ERV (Pfandbriefe): 20%-Gewichtung sollte nicht eingeführt werden

In Art. 113 E-ERV wird neu festgelegt, dass für Schweizer Pfandbriefe eine 20%-Gewichtung im Sinne der nach den Basler Standards minimal zulässigen Gewichtung solcher Positionen gelten soll. Damit würden Pfandbriefe einer effektiven Limitierung unterliegen, während sie unter dem derzeitigen, an die EU-Regeln angelehnten Ansatz der Risikoverteilung, keine Limitierung bzw. äquivalent eine Gewichtung von 0% erfahren.

Ungeachtet der Empfehlung des Basler Ausschusses, welcher eine Beschränkung und damit eine Gewichtung von Pfandbriefen ab dem 1. Januar 2019 empfiehlt,¹ gedenkt die EU jedoch,

¹ www.bis.org/publ/bcbs283.pdf

die bestehende Ausnahmeregelungen und die damit einhergehende nationale Wahlmöglichkeiten, wonach die europäischen Mitgliedstaaten Covered Bonds, mit einer Gewichtung von 0% in der Risikoverteilung berücksichtigen können, für Pfandbriefgewichtungen auf unbestimmte Zeit beizubehalten. In Deutschland wurde beispielsweise von diesem Wahlrecht gebraucht gemacht und dieses in § 1 Nr. 1 Grosskredit- und Millionenkreditverordnung (Gro-MiKV) gesetzlich verankert.

Generell sollten Pfandbriefe durch regulatorische Vorgaben eher attraktiv gemacht werden, da mit Pfandbriefen die Finanzmarktstabilität gefördert wird. Eine Beibehaltung der 0%-Gewichtung lässt sich auch dadurch rechtfertigen, dass der Pfandbrief spezialgesetzlich geregelt ist und damit in der Schweiz als besonders sicher gilt. Damit der Schweizer Pfandbrief attraktiv bleibt und das Level Playing Field auf internationaler Ebene bewahrt werden kann, fordern wir, dass Schweizer Pfandbriefe nach wie vor betreffend Risikoverteilung ausgenommen bleiben.

Art. 114 und 119 E-ERV: Klärung des Widerspruchs zwischen diesen Artikeln

Eine materielle Änderung, welche weder durch das EFD noch durch die FINMA begründet wird, betrifft das neu eingeführte Verbot der Verrechnung von Positionen einer Gegenpartei zwischen Handels- und Bankenbuch. Die Aufteilung eines Gesamtengagements gegenüber einer Gegenpartei auf das Handels- und das Bankenbuch hat mit wirtschaftlichen bzw. buchführungstechnischen Kriterien und nicht mit rechtlichen Aspekten zu tun. Die rechtliche Natur einer Forderung oder Verpflichtung erfährt durch die Zuteilung auf das Handels- oder das Bankenbuch keine Änderung. Das heisst, das wirtschaftliche, und damit risikorelevante Gesamtengagement gegenüber einer Gegenpartei ergibt sich aus dem Total der Forderungen und Verpflichtungen gegenüber dieser Gegenpartei, ungeachtet dessen, ob diese im Handels- oder im Bankenbuch registriert sind. Es ist daher für uns nicht nachvollziehbar, weshalb inskünftig gegenseitige Forderungen und Verpflichtungen über diese beiden Bücher hinweg nicht miteinander verrechnet werden können, dort wo rechtlich eine solche Verrechnung zulässig und unproblematisch wäre.

Ein Verrechnungsverbot könnte unter Umständen zu kuriosen Sachverhalten führen, wie beispielsweise, dass eine Forderung aus einer Derivatposition im Handelsbuch, welche durch bare Mittel derselben Gegenpartei im Bankenbuch gedeckt ist, zum Bruttowert in die Engagementberechnung einfließt, obwohl sie durch eine geldmässige Besicherung vollumfänglich ausgeglichen wäre. Hier besteht unseres Erachtens auch ein Widerspruch zwischen den Artikeln 114 und 119 der E-ERV, welche einerseits die Anrechnung von Sicherheiten zulässt (Art. 119) und andererseits jedoch Verrechnungen zwischen Handels- und Bankenbuch nicht zulässt (Art. 114). Weder das EFD noch die FINMA äussern sich in ihren Erläuterungen zu diesem Sachverhalt. Aus unserer Sicht besteht daher die Unsicherheit, wie mit solchen Positionen inskünftig zu verfahren ist.

Wir fordern deshalb, das Verrechnungsverbot zu streichen oder nur für eine Verrechnung von Short-Positionen im Handelsbuch mit Long-Positionen im Bankenbuch zu unterbinden, wie dies in § 58 BCBS 283 formuliert ist.

Stellungnahme der Kantonalbanken zur Änderung der Eigenmittelverordnung (Leverage Ratio und Risikoverteilung) und zur Totalrevision des FINMA-Rundschreibens «Risikoverteilung Banken»

Art. 117 E-ERV: Schreibfehler

Wir empfehlen die Korrektur des Schreibfehlers in Art. 117 E-ERV:

Ausserbilanzpositionen, die im Bankenbuch aufgeführt sind, sind mit den Kreditumrechnungsfaktoren nach Anhang 1 in ihr Kreditäquivalent umzurechnen. [...]

Art. 136 Abs. 2 E-ERV: Klumpenrisikoobergrenze für systemrelevante Banken

Aufgrund von Abs. 2 Bst. b ist davon auszugehen, dass sich Abs. 2 Bst. a lediglich auf systemrelevante Banken in der Schweiz bezieht. Dieser Umstand ist aus der aktuellen Formulierung u.E. nicht klar erkennbar. Wir schlagen folgende Anpassung vor:

² Ein Klumpenrisiko darf höchstens 15 Prozent des Kernkapitals nach Absatz 1 betragen bei:

- a. Positionen gegenüber anderen **systemrelevanten Schweizer** Banken, **die von der SNB als systemrelevante Banken eingestuft sind;**

Rz 23 E-FINMA-RS: Ausschluss von Staatsanleihen-Positionen der Derivate aus den auszuweisenden Positionen

Es bestehen aus unserer Sicht Unklarheiten hinsichtlich der auszuweisenden Positionen nach Art. 100 Abs. 4 Bst. d E-ERV. Es ist nicht klar, ob zu diesen Positionen die zerlegten Staatsanleihen-Positionen der Derivate nach Rz 23 E-FINMA-RS gezählt werden (vgl. Beispiel in Rz 23 zu Futures und Swaps). Wir fordern, von einem Miteinbezug abzusehen, da diese Positionen kein Kreditrisiko darstellen. Dies sollte zudem in einer Fussnote klargestellt werden.

Rz 49 E-FINMA-RS: Bankenexposures aus Clearingaktivitäten sollten nicht in die Gesamtposition einfließen

Mit der neuen Regulierung sollen alle Interbankenexposures mit 100% gewichtet werden. Unserer Meinung nach sollten jedoch die Konten von Banken mit einer Clearingaktivität speziell behandelt werden. Beispielsweise übernimmt die Zürcher Kantonalbank (ZKB) als einziges Continuous-Linked-Settlement-Member unter den Kantonalbanken die CLS-Clearing-Funktion für andere Kantonalbanken. Weitere internationale Banken übernehmen Clearingfunktionen für Devisenströme, die nicht über CLS geregelt werden können. Die Exposures gemessen am Buchungsdatum auf diesen spezifischen Cash-Konten sind sehr variabel und manchmal sehr hoch. Sie widerspiegeln die erwarteten Devisenströme zwischen den Banken. Die Exposures gemessen am Valutadatum sind in der Regel nahe Null, weil sich die Zahlungen am Valutadatum ausgleichen. Diese Clearingaktivitäten werden im Prinzip von systemrelevanten Banken übernommen und die Clearingaktivität selbst sollte als systemrelevante Funktion betrachtet werden. Es liegt in der Natur der Position und der Clearingaktivität, dass das Verlustrisiko auf diesen Konten als sehr tief einzuschätzen ist.

Die Exposures auf diesen speziellen Konten sollten demzufolge nicht in die Gesamtposition der Bank einfließen, sondern explizit als «untertägige Positionen» klassifiziert werden, wie es die E-ERV vorsieht (Art. 96 E-ERV: untertägige Positionen müssen nicht für die Berechnung der Gesamtpositionen berücksichtigt werden). Dies wäre im Einklang mit den Vorgaben in der EU. Die Europäische Regulierung schliesst diese Konten aus der Gesamtposition aus.²

Ferner ist die Unterscheidung zwischen getrennt gehaltenen und nicht-getrennt gehaltenen Einschusszahlungen nicht definiert und damit nicht bzw. unterschiedlich interpretierbar. Dies sollte präzisiert werden.

Rz 67/68 E-FINMA-RS: Bei der Behandlung von Fonds soll der «Look Through»-Ansatz nur optional eingeführt werden

Die Implementierung des «Look Through»-Ansatzes ist sehr aufwendig und angesichts des geringen Risikos, welches den meisten Fonds zugrunde liegt, unverhältnismässig.

Die in Rz 68 E-FINMA-RS vorgesehene Erleichterung für Banken der Kategorien 4 und 5 (Schwellwert, ab dem eine «Durchschau» vorzunehmen ist, liegt bei 2% anstelle 0.25% des Kernkapitals) geht für uns zu wenig weit. Banken der Kategorie 3 bis 5 sollen deshalb grundsätzlich vom «Look Through»-Ansatz befreit werden oder der Schwellenwert ist für diese Banken auf 5% festzulegen bzw. zu erhöhen.

Rz 78 E-FINMA-RS: Ergänzung um Verweis auf relevante Basel-III-Vorgabe

Die Rz 78 E-FINMA-RS wird nur durch Konsultation des relevanten Basel-III-Dokuments verständlich. Deswegen regen wir an, den Rundschreibenentwurf um einen entsprechenden Verweis zu ergänzen.

Rz 83 E-FINMA-RS: Einheitlichkeit der Begriffsverwendung in Rundschreiben

Im FINMA-Rundschreiben «Kreditrisiken – Banken» vom 7. Dezember 2016 (FINMA-RS 2017/07) wird die Anerkennung von Laufzeitinkongruenzen für Absicherungen unter Rz 134 beschrieben. Nun erfolgt in Rz 83 E-FINMA-RS eine angepasste Beschreibung. Daraus ergeben sich Unsicherheiten, ob mit der Neuformulierung eine Änderung beabsichtigt ist und, wenn ja, wie genau diese gelagert ist. Deswegen regen wir an, entweder die bestehende Formulierung wie im FINMA-RS 2017/07 Rz 134 zu verwenden oder im Erläuterungsbericht der FINMA auf die Neuformulierung und die inhaltlichen Änderungen explizit hinzuweisen.

² Die Verordnung der EU [Nr. 575/2013](#) des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2013 über Aufsichtsanforderungen an Kreditinstitute und Wertpapierfirmen und zur Änderung der Verordnung (EU) Nr. 646/2012, Art. 390 Abs. 6

Rz 80, 84-90 E-FINMA-RS: Indirekte Positionen sollen nicht in die Berechnung der Gesamtposition einfließen

Das Regulierungsprojekt sieht vor, dass, wenn immer eine Risikominderung mittels Sicherheiten zur Reduktion einer Position gegenüber der Gegenpartei führt, der entsprechende Reduktionsbetrag dem Risikominderungsgeber zugerechnet werden muss (vgl. Rz 84-90 E-FINMA-RS). Die Gesamtposition gegenüber Gegenpartei X würde somit bestehen aus der direkten Kreditposition gegenüber X sowie den indirekten Positionen bestehend aus Titeln (Aktien und Obligationen) die von X emittiert wurden und Kredite von anderen Gegenparteien (A,B,C) decken. Die Natur und das Risiko der direkten und indirekten Positionen sind jedoch verschieden. Im Fall der direkten Position ist das Verlustrisiko direkt mit dem Ausfall von X verbunden. Im Fall der indirekten Position entsteht der Verlust nur wenn X und die Gegenparteien (A, B, C) ausfallen, was sehr unwahrscheinlich ist.

Erschwerend hinzu kommt, dass indirekte Positionen nur beschränkt durch eine Bank steuerbar sind. Im Fall von Lombardkrediten wird das Portfolio vom Kunden gesteuert, im Falle von Repo-Geschäften werden die Titel von einer Drittpartei (bspw. SIX oder Euroclear), oftmals mittels eines automatischen Algorithmus, bestimmt. In beiden Fällen hat die Bank also wenig oder keinen Einfluss auf die indirekten Positionen. Bei Repo-Geschäften kommt belastend hinzu, dass Beträge sehr hoch und Laufzeiten sehr kurz sind. Repo-Geschäfte können damit durchaus zu (kurzzeitigen) Überschreitungen der Konzentrations-Limiten führen, die aufgrund der Kurzfristigkeit von Repo-Geschäfte aber i.d.R. schnell wieder verschwinden (Fehlalarm). Eine Gleichbehandlung von direkten und indirekten Positionen ist somit nicht angemessen und auch ökonomisch nicht sinnvoll. Das Risiko ist nicht vergleichbar, die Bank beherrscht die indirekten Positionen nicht und diese variieren täglich, was zu Fehlalarmen führen kann.

Wir fordern, dass indirekte Positionen nicht in die Gesamtposition integriert werden und damit weder einen Einfluss auf die 10%- noch auf die 25%-Limiten haben. Wir verweisen in diesem Zusammenhang auf die Erläuterungen in der Stellungnahme der Schweizerischen Bankiervereinigung.

Meldeformulare: Arbeitsblätter «LARGEST», «BULK», «BEORECRM»

Gemäss Art. 100 Abs. 1 E-ERV müssen die 20 grössten Gesamtpositionen pro Quartal oder Halbjahr gemeldet werden. Im Meldeformular Arbeitsblatt «LARGEST» steht in Zelle B2 hingegen folgendes: «einmal jährlich, per Stichtag 31. Dezember, sind insgesamt 20 Positionen zu melden, zusätzlich zu den unter den Meldeformular Arbeitsblättern «BULK» sowie «BEORECRM» gemeldeten Positionen». Wir verweisen erneut darauf, dass eine generelle Meldung der 20 grössten Gesamtpositionen (Art. 100, Abs. 4, Bst. a E-ERV) gerade für kleine und mittlere Banken, die bspw. insgesamt weniger als 20 Klumpenrisiken gemäss Definition der E-ERV aufweisen, einen enormen und völlig ungerechtfertigten Zusatzaufwand bedeutet. Deswegen fordern wir, die bestehenden Meldepflichten beizubehalten. Falls an der vorgeschlagenen Meldepflicht festgehalten wird, stellt sich die Frage, welche Indikation hinsichtlich Meldehäufigkeit anzuwenden ist (Arbeitsblatt: Meldung jährlich; gemäss E-ERV: Meldung pro

Quartal/halbjährlich). Wir bitten um eine Klärung der Reportinghäufigkeiten und sprechen uns gleichzeitig klar für eine möglichst geringe Häufigkeit aus.

Meldeformular: Arbeitsblatt «BANKINFO»

Wir bitten um Präzisierung des Begriffs «Stichtag der letzten Jahresbilanz», da die Verwendung nicht offiziell publizierter Zahlen insbesondere für kotierte Banken nicht möglich ist. Wir regen folgende Formulierung an (Meldeformular Arbeitsblatt «BANKINFO» Zelle A14):

Stichtag der letzten publizierten Jahresbilanz.

Wir gehen davon aus, dass per Stichtag 31. Dezember 2018 die Zahlen der Jahresbilanz per 31. Dezember 2017 verwendet werden.

Meldeformular: Arbeitsblätter «LARGEST», «BULK», «BEORECRM», «INTRAGROUP»

Aus unserer Sicht sind die Spaltenbeschriftungen (Col.) 04, 15 und 16 zu wenig klar formuliert:

- Col. 04: Die Elemente der Auswahlliste sollten exakter spezifiziert werden, insbesondere die Auswahlmöglichkeiten G0 Gesellschaften (Total) und G1 Gesellschaften (Total).
- Col. 15: Hier stellt sich die Frage, ob die Basiswerte aus indirekten Positionen vor oder nach Verrechnung der Wertschriften aus dem Handelsbuch auszuweisen sind. Falls die Basiswerte vor Verrechnung mit dem Wertschriftenbestand ausgewiesen werden, fragt sich, an welcher Stelle der Verrechnungseffekt dargestellt werden soll. Wir sind der Meinung, dass in der Col. 16 nicht dieser Effekt dargestellt werden sollte, da es sich nicht um eine risikomindernde Massnahme nach ERV handelt, wie die Überschrift der Col. 16 bis 19 implizieren.
- Col. 16: Bezugnehmend auf den Kommentar zu Col. 15 gehen wir davon aus, dass diese Spalte etwa bei der ZKB leer bleiben wird, da sie, aufgrund des bereits in Col. 09 berücksichtigten Derivaten-Netting, keine bilanzielle Verrechnung ausübt. Ein Beispiel was in Col. 16 auszuweisen ist, wäre hilfreich.

Wir bitten darum, das Meldeformular und seine Arbeitsblätter zu überprüfen und zu präzisieren. Zudem bitten wir die FINMA, die oben aufgeworfenen Fragen im Arbeitsblatt «Definitions» klärend auszuführen.

Stellungnahme der Kantonalbanken zur Änderung der Eigenmittelverordnung
(Leverage Ratio und Risikoverteilung) und zur Totalrevision des FINMA-Rundschreibens «Risikoverteilung
Banken»

Wir bedanken uns für die wohlwollende Prüfung unserer Kommentare und Anliegen. Für all-
fällige Rückfragen stehen wir Ihnen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Verband Schweizerischer Kantonalbanken

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'H' followed by a long, sweeping horizontal line that tapers to the right.

Hanspeter Hess
Direktor Leiter

A handwritten signature in blue ink, featuring a large, stylized 'A' followed by the name 'Steiner' in a cursive script.

Dr. Adrian Steiner
Public Affairs

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Staatssekretariat für internationale Finanzfragen (SIF)
Herr Oliver Zibung
Bundesgasse 3
3003 Bern
rechtsdienst@sif.admin.ch

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Herr Dr. Uwe Steinhauser
Laupenstrasse 27
3003 Bern
Tim.frech@finma.ch

Zürich, 12. Juli 2017

Risikoverteilung Banken und Leverage Ratio
Revision Eigenmittelverordnung & FINMA-Rundschreiben 2008/23 „Risikoverteilung Banken“

Sehr geehrter Herr Zibung, sehr geehrter Herr Dr. Steinhauser

Am 7. April 2017 haben Sie die Vernehmlassung und Anhörung für die Änderungen der Vorschriften zur Leverage Ratio sowie zur Risikoverteilung eröffnet. Wir bedanken uns für die damit gewährte Möglichkeit, zu den Entwürfen Stellung zu nehmen und legen unsere Beurteilung nachfolgend gerne dar. Mit unserem Schreiben wollen wir Ihnen die für die Vermögensverwaltungs- und Asset Management-Banken speziell relevanten Punkte erörtern, die weitestgehend auch in der Stellungnahme der Schweizerischen Bankiervereinigung vorgebracht werden.

Für die Banken unserer Vereinigung führen die gemäss Entwurf vorgesehenen neuen Risikoverteilungsvorschriften in zweierlei Hinsicht zu grossen Problemen und Herausforderungen:

- Interbankenmarkt: Die restriktivere Definition des anrechenbaren Kapitals und die neuen, tieferen Grenzwerte schränken insbesondere kleinere Institute sehr stark ein im Interbankengeschäft.
- Technische Komplexität insbesondere betreffend die Behandlung von gedeckten Exposures (Repogeschäft und Lombardkredite) und betreffend Fonds im Bankenbuch für Banken der Kategorie 3.

In beiden Punkten verletzt nach unserer Beurteilung der vorliegende Entwurf das Proportionalitätsprinzip. Es entstehen sehr grosse geschäftspolitische Einschränkungen sowie enorme technische Aufwendungen für die Umsetzung. Dies ist für die vorgebrachten Punkte aufgrund der Risikoprofile resp. der beabsichtigten jedoch weitgehend fehlenden positiven Auswirkungen auf dieselben nach unserer Beurteilung schwer zu rechtfertigen.

Wir bitten Sie deshalb um nochmalige Prüfung der nachfolgend erläuterten Punkte:

1. Interbankgeschäft, restriktivere Definition des anrechenbaren Kapitals und tiefere Grenzwerte

- Gemäss Art. 98 ERV ist die **Überschreitung des Grenzwertes von 25% nicht mehr zulässig**, auch dann nicht, wenn es sich nur um eine temporäre Überschreitung handelt und die Deckung mit freien Eigenen Mitteln gegeben ist. Risikomässig ist diese neue starke Einschränkung unseres Erachtens kaum zu begründen. Dabei ist zu berücksichtigen, dass temporäre Klumpenrisiken in der Regel nicht durch explizite Kreditentscheide entstehen, sondern durch Abwicklungsfehler. Den Instituten sollte weiterhin die Möglichkeit gewährt werden, Gewinne nicht als Dividenden auszuschütten, sondern im Sinne einer Reserve für solche operationelle Risiken bereitzustellen und bei Bedarf für die Deckung von temporären Klumpenrisikopositionen zu verwenden.

Wir beantragen, die bestehende Möglichkeit der Eigenmitteldeckung temporärer Überschreitungen der Obergrenze bspw. aus Abwicklungsfehlern beizubehalten.

- Weiter führen die **Streichung der Art. 116 der aktuellen ERV definierten abgestuften Obergrenze gegenüber nicht-systemrelevanten Banken** und die geänderte Gewichtung der Sicht- und Over Night-Positionen zu einer sehr relevanten und einschränkenden Verschärfung der Vorgaben für das Interbankgeschäft kleinerer und mittlerer Institute. Gemäss Erläuterungsbericht (S. 18/22) wird im Rahmen der geplanten Wirkungsstudie die Wirkung dieser Anpassung und eine Fortführung der bestehenden Regelungen für kleinere und mittlere Institute nochmals geprüft.

Wir begrüssen dies und betonen die Wichtigkeit der Fortführung der bestehenden Erleichterungen für das Interbankgeschäft kleiner und mittlerer Banken. Wir schlagen vor, die Obergrenze für Klumpenrisiken gegenüber nicht-systemrelevanten Banken bei 100% zu belassen. Alternativ zu prüfen ist allenfalls eine Differenzierung zwischen Exposures gegenüber Kantonalbanken mit Staatsgarantie und übrigen Banken.

- Eine weitere, aus Risikosicht nicht begründbare Verschärfung der Vorschriften erfolgt schliesslich dadurch, dass mit der neuen Definition der Bemessungsgrundlage (Common Equity Tier 1) **die als Ergänzungskapital berücksichtigten stillen Reserven (Art. 30 Abs. 4c) nicht mehr einbezogen werden.**

Wir schlagen vor, diese Schweizerische Besonderheit, die aus Risikosicht zu keiner Aufweichung der Basler Vorgaben führt, beizubehalten und die in der Position «übrige Rückstellungen» gehaltenen stillen Reserven weiterhin als Eigenkapitalkomponente zu berücksichtigen.

2. Technische Komplexität betreffend die Behandlung von Repogeschäften, Lombardkrediten und Fonds im Bankenbuch

- Gemäss **Rz 80 und 89** wird der bisher zugelassene «umfassende Ansatz» für die Risikoverteilung faktisch gestrichen, indem eine Zuordnung der Exposures aus den Sicherheiten zu den jeweiligen Gegenparteien zwingend ist, was dem sogenannten «einfachen Ansatz» oder «Substitutionsansatz» entspricht. Dies führt einerseits dazu, dass **Reverse Repo-Geschäfte**, wie Sie in der Schweiz Usanz sind und für welche potentielle Exposures aus Besicherung nicht aktiv, ex ante gesteuert werden können, nicht mehr möglich sind.

Für Reverse Repo-Geschäfte, wie sie in der Schweiz abgewickelt werden, ist deshalb für die Anrechnung der Sicherheiten zwingend eine Ausnahme vorzusehen (vgl. Ausführliche Stellungnahme der Schweizerischen Bankiervereinigung).

- Die neue Regelung betreffend die Risikomitigierung hat zudem grosse Auswirkungen für das **Lombardkreditgeschäft**. Technisch wird es nicht, respektive nur mit absolut unverhältnismässigem Aufwand möglich sein, jede einzelne Position im Besicherungsportfolio der jeweiligen Gegenpartei zuzuordnen. Aus Risikosicht ist dies für kleine Positionen zudem nicht erforderlich respektive generiert keinerlei Nutzen für die Risikobewirtschaftung und -kontrolle.

Wir schlagen deshalb für die Behandlung von Lombardkrediten ein risikoadäquateres und mit den übrigen Vorschriften konsistentes Vorgehen vor. Danach würden Exposures unter einem Grenzwert von x% der Eigenen Mittel (zB 2% analog den Vorgaben für Fonds im Bankenbuch - vgl. unten) nicht zerlegt und als «eigene Gegenpartei» behandelt. Exposures, die den Grenzwert überschreiten, wären jedoch – ebenfalls analog Fondspositionen im Bankenbuch – den einzelnen Gegenparteien zuzuordnen.

- Gemäss Erläuterungsbericht der FINMA auf S. 6/29 soll für Banken der Kategorien 4 und 5 für die Unterlegung von **Anlagefonds im Bankenbuch** im Sinne des Proportionalitätsprinzips eine Erleichterung gemäss Rz 65-68 vorgesehen werden. Wie bereits im Rahmen der letzten Anhörung zur Eigenmittelunterlegung von Fonds im Bankenbuch vorgebracht und von der FINMA letztlich auch berücksichtigt, ist unseres Erachtens mit denselben Argumenten die Erleichterung für Fondspositionen auch für Banken der Kategorie 3 vorzusehen. Dies natürlich nur dann, wenn der von der FINMA für die Kategorien 4 und 5 vorgesehene Grenzwert überschritten wird. Gehen wir beispielsweise von einem Eigenkapital einer Kategorie 3 Bank in der Höhe von CHF 1.5 Mrd. aus, würde eine Nichtgewährung der Erleichterung bedeuten, dass bereits eine Position ab einer Grösse von 3.75 Mio. (0.25%) zerlegt und zugeordnet werden müsste, beim Grenzwert von 2% steigt diese Grösse auf 30 Mio., was angemessener erscheint.

Wir beantragen deshalb, in konsistenter Anwendung des Proportionalitätsprinzips, die Erleichterungen für die Behandlung von Fonds im Bankenbuch auch Banken der Kategorie 3 zu gewähren, sofern die Position der Grenzwert von 2% der Eigenen Mittel nicht übersteigt.

3. Unklarheit betreffend Positionen aus nicht abgewickelten Transaktionen (Rz 79)

Die bestehenden Risikoverteilungsvorschriften differenzieren zwischen LGZ-Transaktionen und nach anderen Modalitäten abgewickelten Transaktionen: Bei nicht abgewickelten LGZ-Geschäften wird gem. Art. 76 nach dem 5. Tag der positive Wiederbeschaffungswert für die Bestimmung der Risikoverteilungs-Position berücksichtigt. Für übrige Geschäfte ist auf den vollen Forderungsbetrag abzustellen. In der neuen Rz 79 wird nun generell vom Forderungswert abzüglich allfälliger Wertanpassungen ausgegangen, ohne Unterscheidung, ob es sich um ein LGZ-Geschäft handelt oder nicht. Da Art. 79 ERV nicht angepasst wurde, gehen wir weiter davon aus, dass die unterschiedliche Behandlung nicht abgewickelter Transaktionen im Rahmen der Risikoverteilungsvorschriften bestehen bleibt.

Zur Klärung der zukünftigen Behandlung von LGZ- und übrigen Transaktionen schlagen wir vor, die Rz 79 zu präzisieren.

Für die Prüfung unserer Vorschläge bedanken wir uns und stehen für Fragen und weitere Informationen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Dr. Pascal Gentinetta



Geschäftsführer

Simon Binder



Public Policy Manager